



HAL
open science

Chine, masque, dette et CAC 40 : les leçons de la crise Covid

Olivier Boissin

► **To cite this version:**

| Olivier Boissin. Chine, masque, dette et CAC 40 : les leçons de la crise Covid. 2021. hal-03459417

HAL Id: hal-03459417

<https://hal.science/hal-03459417v1>

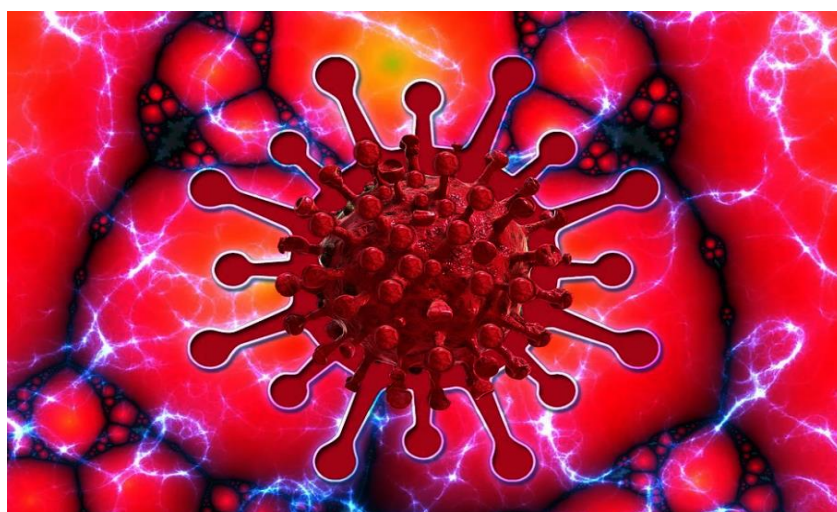
Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chine, masque, dette et CAC 40 :
Leçons de la crise Covid.

O. Boissin



(REWP-O / n°20 - 04-2021 ©)

Série « Off »

2021

A l'éternel printemps.





Covid 19 : quelles conséquences économiques possibles ?

Ce texte n'est pas un manuel de cours mais un écrit libre. Il fait suite à des questions posées par des élèves de Grenoble-INP durant le mois de mars 2020. Leurs interrogations ont été regroupées sous trois thèmes.

- 1- Sur le plan d'économie mondiale, où en sommes-nous et quelles possibles évolutions à venir ?
- 2- Sur le plan de la finance, que pourrait-il se passer sur les principales places boursières ?
- 3- Sur le plan géoéconomique, cette crise 2020 ne va-t-elle pas conduire les Etats-Unis et l'Europe à repenser leur dépendance stratégique à la Chine ?

Sommaire

Eléments méthodologiques

Introduction

Chapitre 1 - Crise 2020, une fuite en avant ?

p. 07

Chapitre 2 - En période de crise, la bourse est-elle aux anges ?

p. 45

Chapitre 3 - Une Europe « *Made in China* » ?

p. 80

Conclusion

p.117

Annexe

p.120

Lexique (*)

p.136

bibliographie

p.141

Table des matières

p.144

Table des encadrés :

1-Qu'est-ce qu'une politique de *Quantitative Easing* ?

2- Qui sont les gagnants de la crise du Covid 19 ?

3- Que propose le pacte Finance-Climat ?

4- Qu'est-ce qu'un fond financier ?

5- Où en sommes-nous sur la question du chômage ? Le cas des Etats-Unis.

6- Quels sont les 3 moteurs économiques chinois ?

7- Le système de « *Crédit social* » : de quoi parle-t-on ?

* * *

Préambule

1-Loin d'un formalisme académique, il s'agit ici d'un écrit visant un **décryptage de la crise Covid sous son volet économique et non pas d'un manuel de cours.**

2-Face aux contraintes de temps, cet écrit a été rédigé en 3 vitesses de lecture :

Lecture en « V » : Lecture des tableaux statistiques et interrogations libres par des jeux de photos

Police en taille 12 : Pistes de réflexions et éléments explicatifs sur les photos et statistiques

Notes en bas de page : Approfondissements et références.

3-D'une empreinte carbone dans sa version numérique déjà trop élevée, ne pas l'imprimer.

4- Déclarations d'intérêts : je ne travaille et ne conseille pas, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de ce texte et ne déclare aucune autre affiliation que mon poste d'universitaire.

5-Les photographies mentionnées dans cet écrit me sont personnelles ou sinon libres de droit et sous licence *Creative Commons* NC de réutilisation autorisée. L'auteur s'engage à ne vouloir retirer par ailleurs aucun but commercial de cet écrit. Enfin, les propos ici émis n'engagent que lui et aucunement son institution d'appartenance Grenoble-INP ni laboratoire de recherche le CREG¹ de l'Université Grenoble-Alpes (UGA).

6-Règle de diffusion : ce texte a été rédigé dans l'éphémère du mois de mars 2020. Il reste en l'état un draft, mais libre de diffusion.

7-Contexte de rédaction : de son écriture précipitée ce texte souffre de nombreuses imperfections. Il a toutefois été décidé ici de le garder dans ce contexte. Il ne sera ainsi pas retouché sur le fond hormis quelques compléments et insertion d'encadrés qui seront rajoutés sous la mention « *Mise à jour* ».

¹ CREG, Centre de Recherche en Economie de Grenoble, UGA.

Table des acronymes

AG O	Assemblée Générale Ordinaire
AMF	Autorité des Marchés Financiers
BATX	Baidu, Alibaba, Tencen, Xiaomi (réduction des « GAFAM » chinois)
BCE	Banque Centrale Européenne
BCN	Banque Centrale Nationale
CAC40	L'indice boursier des 40 plus grandes capitalisations boursières de la place parisienne.
EASDAQ	European Assoc. of Securities Dealers Automated Quotation
E.U.	Etats-Unis
FED	Banque centrale américaine (Réserve Fédérale)
GAFAM	Google Apple Facebook Amazon Microsoft
IA	Intelligence Artificielle
IS	Impôt sur les Sociétés
QE	Quantitative Easing (création monétaire non conventionnelle, cf manuel de cours)
MM	Milliard
NYSE	New York Stock Exchange (bourse de NY)
OAT	Obligation Assimilable du Trésor
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
OPA	Offre Publique d'Achat
PMI	Petite et Moyenne Industrie
RSE	Responsabilité Sociale et Environnementale (cf annexe 8).
R.U.	Royaume-Uni
SEC	Securities & Exchange Commission
SICAV	Société d'investissement à capital variable
TPE	Toute Petite Entreprise (effectif inf. à 10 salariés)
UEM	Union Economique et Monétaire (pays de la zone monétaire Euro)
U.E.	Union Economique
USD	Dollar américain
(*)	Terme défini en lexique.

* * *

Introduction

Les vents mauvais, les vents porteurs

Hiver 2019 : un vent mauvais se répandra sur le monde. Les humains impactés, puis l'économie aussi.

9 mars 2020 : Paris, choc boursier sans précédent depuis 2008 : - 8%.

Au rythme de l'extension de la pandémie, l'ensemble des places mondiales chuteront. Et les faillites s'annonceront. En une poignée de journées, le prix du pétrole effondré.

17 mars : annonce par E. Macron des mesures de confinement en France.

27 mars : le stade de récession mondiale est prononcé par la directrice générale du FMI, K. Gueorguieva.

31 mars : 10 millions de nouveaux chômeurs inscrits aux Etats-Unis.

Ce mois de mars 2020 va être un basculement et cet écrit s'inscrit dans cet espace temporel. Il se propose d'éclairer les racines de cette crise et les conséquences possibles sous son volet économique.

En cette période si riche, critique et complexe, que mes étudiants se trouvent ici remerciés de leurs multiples interrogations. De leurs remarques, positions et souci de compréhensions. Ils annoncent de fertiles avenir et cet écrit trouve les racines premières de leurs esprits.



Quelques étudiants citoyens du collectif organisateur de la COP1 étudiante œuvrant pour un développement durable. Annulée par la crise du Covid 19, la COP2 ne pourra se tenir au printemps 2020 à l'université intégrée de Grenoble. Mais sans doute-là que partie remise. L'essentiel est dans ces énergies, dans ces initiatives portées par ces étudiants de la génération climat et citoyens. Après XYZ Papa Charlie Tango, la génération C ?

4 avril 2020.

* * *

Chapitre 1

Crise 2020, fuite en avant

Sommaire : Crise 2020, fuite en avant

- 1- Le primat des ordres de grandeur
- 2- Le privilège de la monnaie internationale
- 3- Monétisation de la dette : de quoi parle-t-on ?
- 4- Venise, les gondoles vides
- 5- Eteindre l'incendie sans changement de logiciel
- 6- Keynes à l'honneur ?
- 7- Vers un Green Deal ?

Introduction :

A l'honneur, des plans de relance historiques

Au-delà du drame sanitaire, la période s'affiche riche sur les plans tant politique qu'économique et social. Mars 2020, on ne connaît pas actuellement les détails des plans en pourparlers, mais seulement le fait que les injections de monnaie seront massives et historiques. Jamais de tels montants n'auront été mis sur la table, bien au-delà de la crise de 2008.

Ce sera ainsi le plus grand plan de relance des Etats-Unis, avec 2.000 MM USD annoncés par l'Etat fédéral. On parle même de 4.000 MM USD d'injections possibles de liquidités par la FED, un montant jamais égalé durant toute son histoire (actualisation des données en mars 2021 : il s'agira au final d'un plan de 4.400 MM USD décidé par l'administration J. Biden puis révisé à la baisse fin 2021 suite aux oppositions du congrès, autour de 3.200 MM USD. Ce plan reste ainsi colossal).

Mais qu'attendre de ces massives politiques de création monétaire ?

1- Le primat des ordres de grandeurs.

Toujours garder en mémoire les ordres de grandeur. Les Etats-Unis, première puissance économique mondiale, réalise un PIB d'environ 20.000 MM USD (22.000 MM en 2021). L'Europe (Royaume-Uni compris), environ 17.000 MM USD.

Derrière suit la Chine avec 16.000 MM USD et le Japon 5.500 MM USD. Les quatre plus grandes zones économiques mondiales sont là, et de très loin. Et en mars 2020, elles sont toutes en de graves situations économiques.



Contrairement à l'aspect sanitaire qui restera soumis à de désastreuses incohérences décisionnelles, en mars 2020 l'administration D. Trump réagira rapidement sur le volet économique.

Dans l'espace européen, et au regard des propos tenus le 26 mars par C. Lagarde, les discours avancent 1.000 MM d'injection possibles d'euros du côté de la BCE.

Nous nous lançons dans des rachats illimités de dettes d'entreprises et de dettes souveraines. C'est-à-dire d'une remise en cause forte des principes d'orthodoxie monétaire, y compris au sein de la zone UEM². Un abandon des disciplines budgétaires, un temps donné tout au moins. L'argent à loyer gratuit sera présent dans la plupart des grandes nations du G8, et cela dans des proportions considérables.

Ainsi cette crise reprend et intensifie la médication retenue en 2008 par la politique de *Quantitative Easing* (QE). Et dans une temporalité beaucoup plus réactive, notamment pour l'Europe.

Dans la zone UEM, c'était en effet la politique de M. Draghi, gouverneur de la BCE fraîchement élu en 2011 qui avait décidé d'une telle mesure. Et non pas son prédécesseur JC Trichet qui restait réservé sur les bienfaits à attendre d'une politique monétaire non conventionnelle. Pour ce dernier, son temps passera et dorénavant l'option retenue est à la politique de *Quantitative Easing* (Q.E.). Sans doute à raison.



M. Draghi, le père fondateur de la politique du *Q.E.* dans la zone UEM.

Il y a tout lieu de penser que la présidence actuelle de C. Lagarde restera sur une ligne similaire. En début de crise 2020, elle ne démentira pas. Mais quelques mois après sa nomination, la prise de fonction s'affiche bien difficile...

Encadré 1

« *Quantitative Easing* » : de quoi s'agit-il ?

Source : Boissin, O. « *Analyse économique et monétaire* », Ed. Campus ouvert (2020).

² Certes, l'ancien gouverneur de la BCE M. Draghi avait déjà fortement avancé dans ce sens.

C'est une décision par la banque centrale d'un rachat des dettes de l'Etat ou des dettes privées en échange d'une création monétaire par la centrale. On appelle cela un assouplissement quantitatif non conventionnel. Les économistes orthodoxes nomment parfois cela une politique de laxisme monétaire.

L'initiateur de cette politique sera le Banque du Japon (BCN) à partir de 2001 suite à leur période de croissance quasi nulle sur la période 1990 et 2000.

Puis après 2008, et à très large échelle, les Etats-Unis avec le gouverneur de la FED Ben Bernanke.

La politique de Q.E. est une sorte de père Noël de l'économie et de la finance. Cela s'accompagne, ou plus exactement nécessite des structures de taux d'intérêt* très faibles, sinon nuls ou négatifs, pour l'ensemble des acteurs de la société : c'est-à-dire les ménages, les entreprises et les Etats.

Un taux nul, cela signifie un loyer de l'argent gratuit, et ce sera le cas à partir de 2009 jusqu'à nos jours.



B. Bernanke ou la « monnaie hélicoptère »

De 2008 à 2020, la plupart des BCN* emboîteront le pas aux décisions de la Banque du Japon et de la FED. Pour donner un ordre de grandeur et en seule zone UEM, entre 2012 et 2019 les rachats d'obligations* publiques et privées par la BCE se traduiront par l'injection de 2.600 MM d'euros.

Une grande partie de ces fonds iront :

-D'une part, en retour en banque centrale afin de consolider un ratio prudentiel de liquidité pour les banques de second rang*).

-D'autre part, en placement sur des bourses fortement rémunératrices en dividendes et en plus-values.

-Enfin, en soutiens de crédits auprès d'agents privés, et notamment les entreprises.

Si nous prenons du recul, de multiples difficultés et défis liés à cette politique de Q.E. sont présents. Trois principalement :

-D'une part, le loyer de l'argent étant nul sinon négatif et les volumes monétaires disponibles nouvellement créés colossaux, les placements financiers sur les marchés seront fortement incités et valorisés. D'où les fortes croissances des indices boursiers sur la plupart des places de 2009 à 2020. Puis arrivera le Covid 19 qui sera le facteur déclenchant aux sévères corrections boursières infligées.

-D'autre part, l'injection massive de monnaie par les BCN conduira à rentrer de manière réciproque dans l'actif de leur bilan des obligations publiques ou privées de plus ou moins bonne qualité (**). De par les volumes financiers en jeu, un risque de dégradation de la leur qualité bilantaire en découleront. L'intensification de cette politique de Q.E. suite à la crise du Covid ne fera qu'accroître ces risques de *Bad Central Bank*.

Dans la zone UEM, ce risque sera en partie minimisé par le statut de la BCE qui consolidera l'ensemble de ses actifs. Nous retrouvons ici la question d'acceptation ou non de la solidarité entre Etats membres sur

l'émission d'euro-bond ou Corona-bond estampillés d'une signature de la BCE, et non pas des BCN de type Italie, Grèce, Espagne, ...

Dans ces derniers cas, les taux d'intérêts sur les emprunts se trouveraient en effet majorés d'une prime de risque du fait des moindres qualités de signature de ces pays du sud, comparativement aux pays du nord. On parle alors de *Spread* sur un taux d'intérêt. La BCE représente une crédible caution pour réduire ces écarts de taux.

-Enfin, il faudra parvenir à rembourser les dettes publiques émises, tout au moins au mieux. Cela signifie une ponction accrue sur les recettes publiques des Etats. Il en découlera des marges budgétaires plus faibles de par l'ampleur des charges de la dette. Et donc de possibles politiques d'austérité critiques pour les collectivités. Et a fortiori peu favorables aux investissements nécessaires pour assurer les transitions nécessaires, notamment écologique.

Pour ces différentes raisons, il est sans doute important que les BCN (et pour l'Europe la BCE) acceptent en cette décennie 2020 des créations pures de monnaie sans nécessairement passer par des augmentations de dettes publiques sur le marché primaire (le marché des émissions). Puis opérer via les Etats -et sans nécessaire transition par les banques commerciales- les redistributions envers la collectivité et les acteurs des investissements verts. On parle alors de QE4P*** orientée en vert, c'est-à-dire d'une politique de QE dédiée aux populations et à la transition écologique. La crise du Covid 19 sera en cela probablement porteuse de nouveaux horizons positifs. Cette question est toutefois complexe sous de nombreux registres et des formes plus souples de création sont également possibles par endettement à taux nul. Sans doute sera là le choix retenu.

En mars 2020, là est le plus beau et le plus complexe dossier déposé sur le bureau de la présidente de la BCE, madame Lagarde.

(*) Ratio de liquidité dit LCR. Ratio prudentiel visant la constitution de dépôts domiciliés en centrale afin de disposer de suffisamment de liquidités pendant un mois en cas de crise.

(**) Rachats de dettes émises sur le marché obligataire. Ces obligations ont des degrés de solvabilité variables selon les émetteurs.

(***) *Quantitative Easing for People*

Même l'Allemagne n'échappera pas à cela. En mars 2020 son gouvernement annoncera le plus grand plan de relance de toute l'histoire de la nation. Derrière se trouve là aussi un recours à une politique monétaire fortement expansionniste.



Le Bundestag va adopter à la fin mars 2020 un plan de relance de 1.100 MM d'euros afin de faire face à la crise issue de la pandémie. Cela passera par des emprunts d'environ 160 MM afin d'apporter un soutien aux entreprises et au secteur public notamment de la santé. Plusieurs centaines de milliards d'euros seront également injectés à titre de garanties pour des prêts bancaires accordés aux entreprises.

Mise à jour mars 2021

***Des plans de relances intensifiés en 2021,
notamment sous la présidence J. Biden.***



Suite à la crise économique et sociale déclenchée par la pandémie, les grandes puissances ont déployé de massifs plans de relances économiques. Le plus conséquent sera le plan américain initié en mars 2020 par l'administration D. Trump. Il reposera en première vague par une injection de *Quantitative Easing* de 1800 milliards USD, soit près de 10% du PIB de la nation.

C'est-à-dire un plan bien supérieur à celui décidé en 2008 par le secrétaire d'Etat au Trésor H. Paulson durant la crise des *Subprimes*. Cela traduit l'ampleur de la récession anticipée à l'échelle mondiale.

Ce plan passera sous l'administration D. Trump par des mesures de relance par l'investissement, mais aussi par le soutien aux ménages via l'octroi à chaque adulte américain d'un chèque de 1100 USD et de 500 USD par enfants.



Puis avec l'arrivée de la présidence du démocrate J. Biden (2021), ce plan sera porté en mars 2021 à 4.400 MM USD (puis révisé à la baisse à environ 3.200 MM USD fin 2021 suite aux oppositions du Congrès). Il a pour objet de larges investissements dédiés notamment aux infrastructures publiques et à la transition écologique. Initialement, deux principaux postes étaient ciblés : 2300 MM USD dédiés aux infrastructures publiques et 1500 MM USD destinées aux ménages américains.

2-Le privilège de la monnaie internationale.

Les Etats-Unis, mais aussi en partie l'Europe ont l'immense privilège de détenir la monnaie dominante les échanges mondiaux : L'USD et l'Euro. A l'origine, seul le dollar dominait d'ailleurs. Historiquement, de 1945 à 2010 la plupart des pays se verront en effet placer sous domination de la devise américaine. Ce sera la dollarisation* du monde. Puis l'euro prendra peu à peu sa place au sein du Système Monétaire International (SMI). De nos jours, retenons deux tiers pour l'USD et un petit tiers pour l'Euro, à grosse maille, la métrique est celle-ci. En attendant le Yuan et les cryptomonnaies...

Il s'agit là d'un atout considérable car leurs créations monétaires ne sont pas soumises à de mêmes contraintes qu'une monnaie n'ayant valeur crédible au sein de sa seule nation d'émission. Pour les devises clés, les politiques de Q.E. en sont davantage aisées. Et les pays dominants ne s'en privent pas comme nous le savons. Mais attention, des revers de la médaille sont également là.



Suite au système du *Gold Exchange Standard** (1944), le monde va se voir progressivement inondé d'USD. Et à cela va s'ajouter en partie des euros à partir du début de la décennie 2010.

Face à l'ampleur des liquidités, les conséquences découlant de ces mesures financières expansionnistes sont en effet posées sur la table. Sur le plan des menaces, elles sont triples :

-Quelles conséquences attendre de l'augmentation des dettes publiques ?

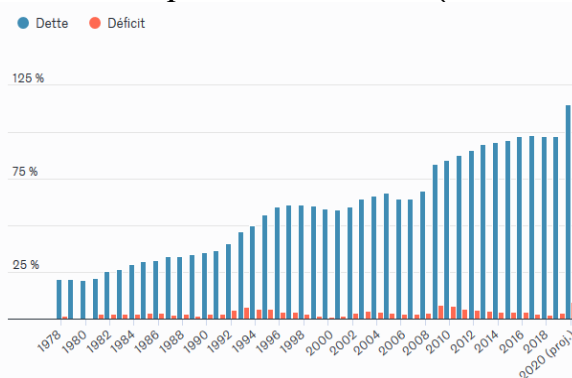
-Après une période dans l'immédiat de déflation, dans le moyen-long terme vers une reprise de l'inflation ?

-Vers une dépréciation de l'euro sur le marché des changes ?

Reprenons cela.

(i)Quid de l'augmentation des dettes publiques ? Ces plans reposant sur des politiques de QE, ils vont augmenter significativement le service de la dette des nations³. Le tout dans un contexte de réduction de la croissance, et donc de rentrées fiscales. Cela n'est pas sans poser des questions sur la capacité des nations à pouvoir rembourser de nouveaux endettements publics.

Dettes et déficit public de la France (en % de PIB)



Source : INSEE (2020)

Une croissance sans précédent de la dette publique nationale. Autour de 120% du PIB français fin 2020 bien probablement. L'Etat depuis bientôt deux décennies impose pourtant des restrictions budgétaires drastiques vis-à-vis

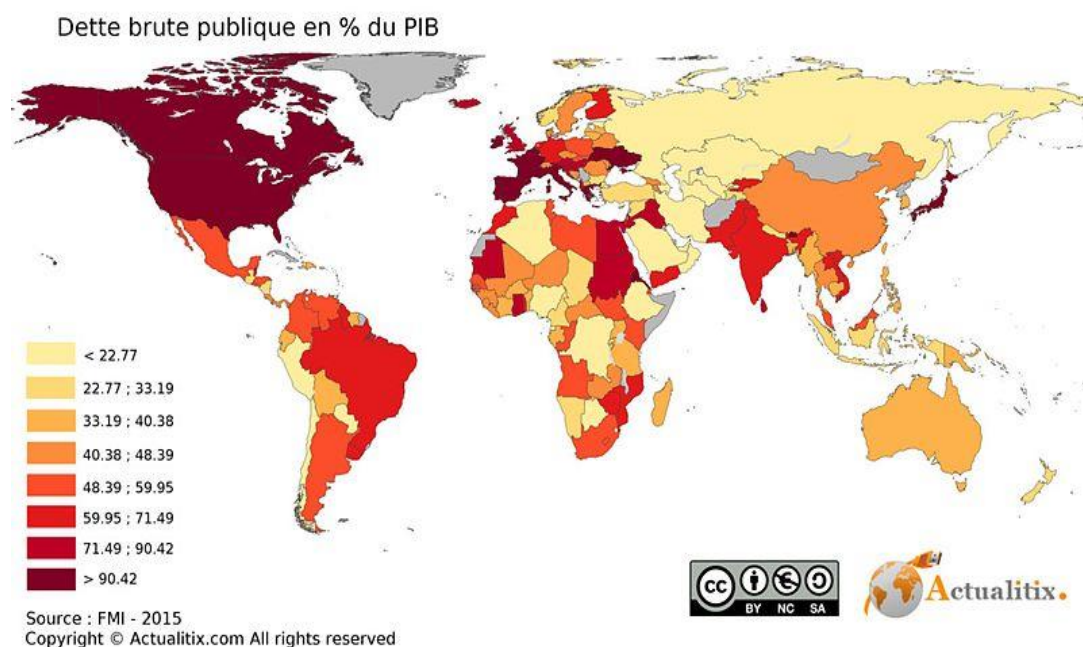
³ Service de la dette : somme que l'emprunteur doit payer chaque année pour honorer sa dette (nominal + intérêt)

des services publics œuvrant sur des activités le plus souvent centrales. Pensons à la santé publique, à l'enseignement, à la justice, Faudra-t-il continuer cette dangereuse politique ? Nous savons pour le coup la réponse aisée : non.

Par ailleurs, au printemps 2020 en l'espace de quelques semaines des dizaines de milliards d'euros -sinon de centaines⁴- seront injectés d'un seul claquement de doigts. Dès qu'il s'agit de sauver notamment le système financier privé, les décisions semblent facilitées... Plus facilement que pour faire fonctionner les services publics de la nation, et cela n'est pas sans poser quelques questions.

Cette ligne est valable également à son niveau européen où un manque de solidarités entre Etats membres se fait cruellement sentir.

Mais quid d'un effacement d'une partie des dettes par les banques centrales ? Option possible mais qui ne sera pas sans soulever des interrogations sur la crédibilité institutionnelle de la BCE sur la tenue de l'euro sur le marché des changes. A Francfort, la question est sur la table. Dans l'attente, nous assistons à une forte augmentation des services de la dette⁵ des Etats membres. Et plus largement, pour de nombreuses nations du monde.



Source : Actualix sur base de données FMI (2015)

Depuis les 5 dernières années, il convient par ailleurs d'actualiser cette cartographie par une croissance très forte de l'endettement chinois, puis d'un nouveau coup d'accélérateur pour les nations du monde avec la crise 2020.

En Europe, cela est particulièrement à redouter pour les pays du sud, et en particulier l'Italie et l'Espagne de par leurs comptes publics déjà sévèrement impactés depuis 2008.

⁴ Dès le début avril 2020 circulera l'idée d'une demande de prêts par l'Etat français via son *Agence France Trésor* (AFT) d'environ 200 milliards d'euros afin de faire face à la crise du coronavirus.

⁵ Par service de la dette, nous définissons le montant annuel que l'Etat doit rembourser, en tenant compte à la fois des intérêts et du capital. Cela ne doit pas être confondu avec la charge de la dette qui ne comprend que le remboursement des intérêts.

Dans les coulisses et loin de l'orthodoxie monétaire, les choses pourraient toutefois évoluer de manière plus souple : le choix d'une monétisation d'une grande partie de la dette liée à cette crise Covid.

Tant que l'inflation ne se trouvera pas au rendez-vous ni la défiance des investisseurs, une telle solution pourrait-être envisageable. Pour ne pas dire fortement probable de par l'importance des dettes publiques actuelles accumulées.

3- Monétisation de la dette : de quoi parle-t-on ?

Afin de financer ses activités, rappelons que l'Etat dispose de trois leviers :

- soit il vise une réduction de ses dépenses budgétaires
- soit il augmente ses recettes fiscales
- soit il s'endette.

En réalité, il joue sur ces trois leviers de longue date. Analysons plus en détail cette question.

En France, mais il en est de même dans les autres pays, le processus d'endettement public passe généralement par le schéma suivant :

L'Agence France Trésor (AFT) emprunte de l'argent auprès d'agents en capacité de financement. Bien souvent il s'agit de banques ou d'assurances, ou autres investisseurs privés. Et l'AFT remet en échange de ces prêts consentis des bons du trésor remboursables à échéances. Concernant les échéances de remboursement, celles-ci varient selon les termes de la contractualisation sur le marché de l'émission. Mais au final, la nation devra rembourser ces prêteurs. C'est-à-dire nous, nos enfants ou nos petits-enfants⁶.



« Chut, ne pas trop le dire, mais on peut monétiser la dette ! »

Un petit tour de passe-passe existe toutefois, mais ne pas trop le dire trop fort car cela est normalement interdit. Ou tout au moins reste à la discrétion non pas de l'Etat mais de la banque centrale. C'est-à-dire la BCE pour nous en Europe. Ou la FED aux Etats-Unis, la banque populaire en Chine, etc. On nomme cela une *monétisation de la dette*.

⁶ En réalité, pour les bons du trésor il s'agit d'engagement de court à moyen terme (inférieur à 5 ans). Les titres d'emprunts inscrits dans le long terme sont des OAT (Obligation Assimilable du Trésor) dont la maturité de remboursement est comprise entre 7 et 50 ans.

Au niveau d'une banque centrale, il s'agit d'une création monétaire pure injectée dans le système économique par un simple jeu d'écritures, et sans passer par les banques de second rang : dans l'actif de son bilan inscrire une créance, et de l'autre côté au niveau de son passif, une création monétaire d'un égal montant.

Cela est possible, et ce ne sera pas la première fois. A travers leur histoire ancienne du XX^e siècle, mais aussi plus récemment, les Etats-Unis en seront de grands adeptes. Et en 2020, il y a tout lieu de penser que cette logique devrait en partie se réitérer. Et en Europe il pourrait en être de même. Au final et quoi qu'il en soit, de fortes créations monétaires profondément découplées du régime de croissance du PIB des nations de l'Euro zone.

Deux options pour les autorités monétaires sont alors possibles.

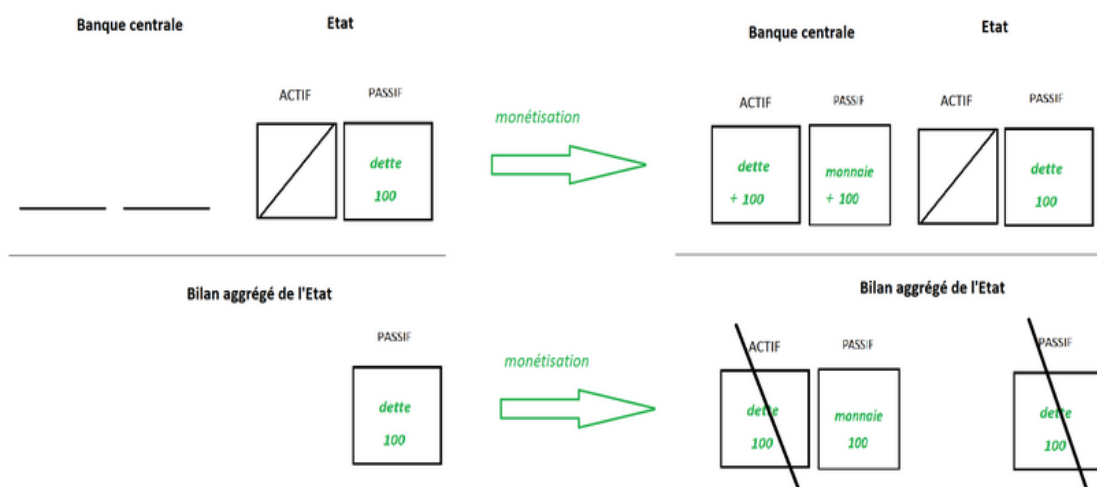
(i) Une création pure de monnaie sans contrepartie directe.

Cette création s'effectue par la banque centrale sans passer par une émission par les Etats de dettes publiques. Sur le principe cela est envisageable car une BCN est souveraine, et par ailleurs non limitée dans ses montants de création monétaire.



En Europe, le niveau institutionnel ne serait pas celui des BCN mais celui de la BCE, les BCN étant sous tutelle de Francfort. Ensuite, la Banque centrale verserait directement une ligne de crédits aux Etats ou autres agents (entreprises et ménages) sans nécessairement passer par le système bancaire commercial.

Politique de création monétaire pure



Bien sûr, tout cela reste à construire quant aux modalités effectives, mais sur le principe telle est la démarche. Un beau levier de financement n'est-ce pas ?

Si tel est le cas, une contrepartie pourrait toutefois être demandée aux bénéficiaires : investir notamment dans la transition écologique et autres transitions que nous savons tant nécessaires. En réalité, la seule voie possible pour envisager de réelles actions se situe ici. Dans le cas contraire, les Etats nations se verront placés sous de trop fortes contraintes d'endettement pour pouvoir se lancer dans d'ambitieux programmes d'investissements verts. Loin de là, ils saigneront davantage le malade en optant pour des politiques d'austérité, mais il s'agit là d'un avis subjectif, développez votre propre analyse.

Durant cette crise 2020, les plus belles avancées sur un plan positif seront sans doute là : repenser le rôle des banques centrales, son rapport à l'Etat y compris sur le plan démocratique, et impulser un ambitieux *Green Deal* enfin libéré de ses contraintes financières. Un pacte *Finance-Climat* doté d'un réel budget et en création pure via la BCE et son canal de la Banque Européenne d'Investissement (BEI). Financer des projets industriels et socio-économiques orientés *Green Deal*.

Politiquement l'Europe est prête à cela, en tout cas elle en a les moyens sur le plan monétaire comme institutionnel. Mais reste à prendre la décision politique...

Mille questions se posent bien sûr : quel montant sur ces nouvelles émissions affectées aux programmes verts ? Et puis ne pourrait-on pas effacer d'anciennes dettes ? Quel mode de répartition entre les Etats membres ? Les affectations doivent-elles être conduites par la BCE, la BCN ou par les Etats ? Etc. Tout cela n'est en réalité guère gagné car nos gouverneurs de banque centrale s'oppose généralement toujours à ces types de montage.



Un Green Deal par création pure par la BCE serait-il possible ?
Synthétiquement, sur quels arguments étayez-vous votre analyse ?

(ii) Une forme moins généreuse de monétisation existe alors. Il convient de parler plus simplement de *Quantitative Easing* comme nous l'avons vu auparavant. Non pas via une création de monnaie sans contrepartie directe, mais sur la base d'émission d'emprunts. Cela conduit alors un accroissement de la dette, et donc à une réduction des marges de liberté sur le plan budgétaire des nations. Mais sur le fonds, tout cela ne sera guère remboursable. Alors il s'agira de rembourser cela par l'émission de nouveaux emprunts. Un endettement perpétuel, et c'est ce que nous faisons sur longue période.

La question se porte alors davantage sur la charge de la dette (c'est-à-dire le paiement des intérêts de la dette) plus que sur l'endettement global de la nation. Et là est la bonne nouvelle : les taux d'intérêt sont au plus bas toujours en 2020, sinon négatifs. Et encore pour longtemps bien probablement.

L'Etat en cela ne peut ainsi être comparé à un ménage. Il rembourse les prêts souscrits par l'émission de nouveaux emprunts. La contrainte financière en est beaucoup plus faible. Peut-être devrait-on commencer par expliquer cela aux étudiants dans les manuels de science économique ? En réalité la monnaie est moins un problème qu'une solution. Et les besoins en *Green Deal* ne manquent pas n'est-ce pas ?

Cette option de politique de QE est davantage négociable vis à vis des Etats nordiques notamment. On met alors un peu d'eau dans le vin par le biais de la titrisation de dettes publique. C'est là une pratique monétaire dite « non conventionnelle », mais dorénavant traditionnelle depuis 2012. C'était l'année du discours de M. Draghi à la tête de la BCE : « *Whatever it takes !* »

« *Whatever it takes* » : les trois mots de M. Draghi qui sauveront la zone euro
(« La BCE fera tout ce qu'elle peut pour sauvegarder l'Euro »).

Le temps de JC Trichet était passé, et il en est bien ainsi. Position subjective, développez votre propre analyse.



Le plus grand des européens contemporain ?

La phrase clé de M. Draghi sera prononcée le 26 juillet 2012. Face aux rationalités de marché et aux fonds vautours, cela stabilisera sur longue période l'UEM et sauvera l'Euro. Les politiques monétaires non conventionnelles de QE en découleront, et à haut régime de 2015 jusqu'à nos jours.

Une BCE peut créer autant de monnaies qu'elle le souhaite, et cela de manière légitime.
Elle ne peut être en faillite.

Quantitative Easing : des rachats d'obligations d'Etat portant sur des titres plus ou moins solvables en réalité. Dans cette seconde option, sur le plan comptable cela consiste à écrire en actif du bilan

de la banque centrale une création monétaire d'un égal montant⁷ d'une dette de l'Etat rentrée sous la forme de titres obligataires. Il s'agit d'OAT* le plus souvent émises sur le marché primaire, puis racheté par la banque centrale. De nos jours, plus de 400 MM d'euros de dettes française sont ainsi domiciliées en BCE⁸. Puis ensuite, laisser cette dette dormir au chaud en BCN, ou à Francfort au niveau européen. Puis demain, sinon après-demain, si l'Etat ne peut faire face à ses engagements, renégocier peut-être un peu la facture restant à régler ?

Cela n'est pas inenvisageable d'autant que, face aux multiples transitions pointant leur nez, nos enfants et petits enfants auront bien d'autres chats à fouetter. Le monde n'est-il pas face à d'abrupts défis d'ici 2050 ?

L'urgence du financement de multiples transitions
(énergétiques, agro écologiques, migratoires, sanitaires, ...)



Et puis, autre éléments laissant supposer de fortes pratiques de monétisation de la dette par les BCN, l'argent ne repose plus guère que sur de l'intangible. Comme nous le savons, l'étalon or est au rayon des histoires révolues et la monnaie « banque centrale » n'est dorénavant qu'un simple morceau de papier sinon ligne numérique.

Quant à la monnaie des banques commerciales, que de simples jeux d'écritures là aussi⁹. Peu à peu bousculées par ailleurs par des cryptos monnaies qui, d'une volte-face aux institutions monétaire traditionnelles centralisées, s'inviteront de plus en plus dans la place.



Banque d'Angleterre.

⁷ Et en passif exigible donc du bilan de l'Etat. Pour une analyse de ces questions, Boissin, O. « *Analyse économique et monétaire* », Ed. Campus ouvert, 2019.

⁸ Pour la zone euro, en 2020 il s'agit d'environ 2200 MM d'euros de dettes détenues par la banque centrale.

⁹ Une monétisation de la dette peut s'effectuer également par le biais des banques commerciales. Il s'agit alors de créer une nouvelle créance à l'actif de la banque commerciale conjointement à une création monétaire à son passif. Et cela par un simple jeu d'écriture ; Il conviendra toutefois à la banque commerciale (dite de second rang comparativement à la BCN, cette dernière pouvant se désigner comme la banque des banques) de respecter des ratios prudentiels notamment de solvabilité comparativement à l'ampleur des créances ouvertes à ses clients. Pour une analyse plus approfondie du processus : Boissin, O., « *Comprendre l'économie contemporaine : une analyse économique et monétaire* », Edition Campus Ouvert, 2020.

Auparavant et afin d'en garantir sa valeur, la création monétaire reposait sur un étalon rare. Souvent des métaux précieux, de type or ou argent selon les périodes. En 1971, les Etats-Unis prendront toutefois unilatéralement la décision d'arrêter la convertibilité de leur devise US dollar en un équivalent poids or. La monnaie glissera alors vers un change flottant (sans ancrage stable).

Depuis quelques décennies se trouvent ainsi créées des masses monétaires considérables sans compensation d'une croissance similaire de PIB. Certes, cela est dangereux et n'est pas toujours à l'honneur des banques centrales car ces pratiques déprécient leur qualité bilantaire. Et les conséquences négatives en sont multiples. Surtout si les Etats générant les emprunts s'avèrent peu solvables, ce qui est souvent le cas face à l'ampleur des titres obligataires émis.

Afin d'éviter les dérives, de nombreux textes encadrent bien sûr les marges de manœuvre des BCN¹⁰. En Europe, sur le papier il est même interdit d'effectuer une monétisation directe de la dette des Etats¹¹. En théorie, car cela nuit à la crédibilité de Francfort vis-à-vis des marchés et des investisseurs. Et puis plus largement à sa fonction de gardien du temple de sa zone monétaire.

Trop de monnaies il est vrai peut conduire à une dépréciation de la devise et à une fuite en avant dans une inflation non contrôlée. C'est pour cette raison que les gouverneurs des banques centrales s'y opposent généralement. Plus ou moins fermement. Mais en réalité, en Europe l'inflation n'est plus vraiment le problème, mais plutôt la solution. Les risques sont la déflation.

Question d'étudiant (mars 2020)
« Déflation ou récession ? »

« Bonjour,

Suite à la lecture de votre manuscrit et d'articles sur internet, je n'arrive pas à comprendre quels mécanismes peuvent lier une récession et une déflation.

Pourriez-vous m'éclairer ?

Par ailleurs, quel phénomène serait « le plus grave » pour l'économie française/Europe/monde ?

Merci par avance »

Bonjour,

Synthétiquement voilà le processus. Afin de ne pas te noyer dans trop de lignes, je synthétise tes deux questions dans une séquence en 4 temps :

1-Nous sommes actuellement en 2020 dans un choc de demande (cad une baisse de la demande) et donc de l'offre par anticipation : les entreprises réduisent leurs productions. C'est là souvent le cas dans toute crise économique

¹⁰ Par ailleurs, les rachats de dette publique par la BCE sont encadrés par quatre gardes fous :

-elle ne peut pas intégrer dans son bilan plus d'un tiers de la dette d'un pays,

-elle ne peut pas racheter plus de 25 à 33 % de chaque ligne obligataire émises

-elle doit respecter un prorata d'endettement au regard du taux de détention des capitaux détenus par l'Etat membre dans le capital de la BCE.

-Enfin, en cas de défaillance, le risque sera supporté à 20 % par la BCE et 80 % par la BCN.

Mais tout cela est pour la presse et la crise de 2020 conduira à assouplir un peu le cadre d'analyse ...

¹¹ Décision prise lors du traité de Lisbonne quelques mois avant le déclenchement de la crise des subprimes (2008).

majeure (1929, 2008 et 2020 pour les 3 plus belles). C'est le schéma keynésien classique. je te laisse retourner au chapitre sur Keynes pour plus d'informations sur la question.

2-face à cette rupture de demande, une chute des prix en découle logiquement (déflation). Le pétrole en est une illustration actuellement, exceptionnelle d'ailleurs (mais toutefois un peu plus complexe car sur l'or noir réside des rationalités économiques mais aussi des conflits géopolitiques entre la Russie, l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis). Et puis tout cela remontera car le pétrole est une ressource naturelle à stock fini, donc qui deviendra rare. C'est déjà le cas.

3-La chute de croissance et la perte de pouvoir d'achat lié à une baisse des revenus conduit à une situation de déflation*, et nous y allons très probablement¹². C'est déjà le cas en réalité en bien des zones économiques ...

4-Si nous nous projetons plus loin (à partir de 2022 ou 2023 ?), une fois la reprise lancée, il y aura à l'inverse ensuite un risque + ou - important d'inflation selon les nations du fait :

(i) de l'importance de la monnaie injectée ds le circuit éco par les politiques de QE (nous retrouvons ici le pb de la perte de la valeur de la monnaie, sachant que nous n'avons plus d'étalon de valeur dessus. Sur le fonds, la monnaie n'est qu'un morceau de papier sur lequel les agents accordent leur confiance). Face à cela des bulles spéculatives pourront naître dans plusieurs secteurs (immobilier et valeur mobilière de placement notamment).

(ii) de l'importance des dettes des nations en découlant, et qui conduira à une volonté de reprise de l'inflation afin d'alléger les remboursements. Car la plupart des données sont indexées sur le niveau de l'inflation (cad sur l'indice du niveau général de prix au sein de la nation).

En cela, on peut parler d'un cycle de déflation qui devrait être suivi d'une reprise de l'inflation.

Sur ce dernier terme, je reste toutefois pour ma part nuancé pour trois raisons majeures et liées :

-La concurrence entre les nations au sein de notre « village monde » est comme nous le savons absolument considérable de nos jours. C'est là une nouvelle donne depuis la décennie 1990. Une concurrence mondiale exacerbée. Et donc cela ne peut conduire à des stratégies délibérées d'augmentation des prix par les offreurs car pour eux cela signifierait de trop grands risques de perte de compétitivité-prix vis à vis de leurs compétiteurs.

-Et à cela s'additionne les considérables surcapacités de production de la Chine sur à peu près l'ensemble des secteurs d'activités. Cela freine donc considérablement les risques d'inflation sur les biens et il faudra plutôt s'attendre à un déversement de biens à très faibles prix (sinon en dumping) via l'exportation de ces surcapacités d'offre. L'inflation portera quant à elle sur les matières premières, mais là la raison vient des coups de nos modèles de développement portés à l'environnement (penser la croissance infinie du PIB alors que les ressources naturelles sont le plus souvent à stock fini).

-Le problème actuel de l'UEM n'est pas celui d'une reprise de l'inflation mais de déflation. Et au contraire, dans un tel contexte les BCN peuvent injecter des créations monétaires pures en QE afin justement de retrouver un peu d'inflation ! C'est une fenêtre actuellement ouverte et il serait bien dommage que la BCE rate cette possibilité. En contrepartie, aux BCN et aux Etats de la zone d'orienter ces nouvelles liquidités non pas vers les banques commerciales et marchés financiers mais en *Q.E. for People* (QE4P), notamment orientée sur les transitions à opérer. Et en cette décennie 2, la principale est la transition énergétique.

-Cela étant dit, certaines nations très fragiles quant à leurs structures économiques et qui se seront lancées dans une politique de QE à forte dose auront donc une monnaie de faible valeur sur le marché des devises (Forex). Et donc une devise risquant de s'effondrer, ce qui conduira alors à de forts risques d'inflation non contrôlée au sein de leur zone monétaire. Mais là ne sera pas le cas des grandes puissances mais plutôt de certains pays d'Amérique Centrale, Latine et d'Afrique vraisemblablement.

¹² En situation de déflation, la perte de revenu est toutefois discriminée selon les agents. Certains seront les gagnants de la crise sur le plan du pouvoir d'achat du fait d'un panier de marchandises accru à niveau monétaire constant. Pensons aux fonctionnaires par exemple qui seront le plus souvent protégés de la crise. Mais d'une manière générale, les situations de crise augmentent les écarts types dans la répartition de la richesse nationale, tout en suivant un trend baissier en matière de pouvoir d'achat des agents.

Et pour répondre à ta dernière question, une déflation* est en réalité liée à la récession**. Cette dernière étant une baisse de la croissance, il en découle en effet une chute des prix, généralement sur l'ensemble des marchés (biens et services, marchés du travail, matières premières, etc). Elle en est la conséquence lors des grandes crises.

Pour la zone UEM, le risque n'est actuellement pas celui de l'inflation mais bien donc de la déflation. L'inflation à 2% (voire à 3%) dans la zone euro serait en réalité une bonne nouvelle dans le futur car elle permettrait de dévaloriser la dette des agents. Cela dit, madame Lagarde doit veiller à ce qu'elle ne dépasse pas les 2%/an. Mais avec 3%, la BCE s'en remettra...

Si tu veux davantage de compréhension de ces mécanismes, je te laisse prendre connaissance des rouages dans les deux manuels, des éléments de réponses sont là (notamment le chapitre inflation du manuel "*Analyse économique*" + le chapitre "Quantitative Easing" du manuel "*L'économie en 10 questions-clés*"). Sur le plan des signatures à suivre sur ces questions, être attentif aux analyses de M. Aglietta, A. Grandjean, B. Coeuré, M. Draghi, D. Strauss-Kahn, ...

Bien cordialement. O. Boissin

*Déflation : baisse durable du niveau général des prix

**Récession : recul de la croissance du PIB sur deux trimestres consécutifs.

Durant la crise 2020, selon toute vraisemblance et à l'instar de 2008 ils mettront de nouveau un peu d'eau dans leur vin ... La question est en effet plutôt la suivante :

« Mesdames Lagarde et Nabioullina, Messieurs Powell, Bailey, Yi Gang, Kuroda¹³, ... un peu d'eau dans votre vin, ou beaucoup ? »

Si beaucoup d'eau, en Europe cela signifie de la création monétaire pure par la BCE sans contrepartie, si un peu d'eau, cela signifie des rachats de dettes souveraines. Et l'absence d'eau signifie le maintien d'une politique d'orthodoxie monétaire, ce que l'on a enterré depuis la fin de la présidence de JC Trichet.



La crise 2020 va conduire les banques centrales à adopter des pratiques monétaires non conventionnelles. Et sans doute aussi à des créations pures de monnaie. Mais cela, c'est l'avenir qui nous le dira.

Crise 2020, la balle sera ainsi transmise par les pouvoirs politiques dans le camp des banques centrales. Et ces dernières devront naviguer sous des vents contraires. Du côté de Francfort par exemple, savoir composer avec des pays nordiques soucieux de garder une légitimité économique et monétaire de leur pays et de la zone UEM.

¹³ Les gouverneurs des banques centrales européenne, russe, américaine, anglaise, chinoise et japonaise.

Et au sud, des nations demandant à l'inverse des mutualisations et des solidarités monétaires et budgétaires accrues entre les Etats membres et par la BCE.

Le tout pour des banques centrales devant par ailleurs veiller à conserver leurs qualités bilantaires et la tenue de leurs devises sur le marché des changes. Et de ne pas être à l'origine d'une fuite non contrôlée d'inflation ... Mais dans le même temps, elles sont incitées à stopper, ou tout au moins à réduire les faillites en chaînes au sein des Etats... bref, la quadrature du cercle.

Pour dire les choses différemment : quelques mois seulement après sa prise de fonction, C. Lagarde et son directoire passent sans doute quelques nuits blanches. « *Ces instants fragiles, les silences immobiles, les vents d'hiver soufflent en avril* » Non, ce n'est pas C. Lagarde, c'est Christophe, enfin un peu de léger dans cet univers tant froid de la finance...

Crise 2020, un peu d'eau dans le vin, ou beaucoup ?

Question d'étudiant

Bonjour,

Voilà beaucoup de questions ! Je vais tenter de te donner quelques pistes, réponses dans le corps du mail :

Bonjour Monsieur,

Je me permets simplement de vous faire suivre mes questionnements relatifs au document "des masques au CAC 40":

1- Tout d'abord, Il me semble comprendre qu'il existe deux modes de financement de la dette (qui semble être des solutions majeures à la crise que nous traversons):

(i) La création monétaire par la BCE (avec répartition au sein des pays de l'UE).

-Ou de l'UEM car la monnaie euro est partagée que par les seuls 19 pays de la zone euro.

(ii) La politique Q.E. (a priori le rachat des dettes au sein de chaque pays ?)

-Oui, et c'est ce que nous faisons à haute dose depuis 2013 et surtout depuis 2015. Le tout de manière croissante jusqu'à nos jours.

Il me semble comprendre de votre document qu'après une première période de déflation, nous risquons d'entrer naturellement dans une phase d'inflation (a priori mauvaise pour l'économie au-delà des 2% ?). Ce phénomène d'inflation serait notamment issu de l'importance des dettes des états.

-Oui, cela permet de l'alléger. 2% voire 3% serait jouable. Cad plutôt une bonne nouvelle pour les Etats et plus largement pour les agents endettés.

Naïvement, je me demandais si le déploiement d'une politique QE à plus grande échelle ne permettrait pas d'éviter cela en repartant à zéro ?

-Non car les BCN et BCE injectent de la monnaie en plus dans le circuit économique. Cela peut donc conduire à un risque de dépréciation de la monnaie et en conséquence à une reprise de l'inflation en réaction notamment à la perte de richesse liée à la dépréciation monétaire. La banque centrale doit veiller à ne pas avoir de dérapage inflationniste, c'est sa fonction principale même.

Par ailleurs, un écart trop important entre l'évolution de la masse monétaire dans l'euro zone et la croissance du PIB (qui pour cette dernière sera fortement impactée en 2020, voire également probablement en 2021) est générateur de dynamiques inflationnistes.

Enfin, car l'inflation permet dévaloriser les dettes, qu'elles soient publiques ou privées. Et face à l'ampleur de nos dettes, cela ne serait pas mal non ?

Donc au final, une légère reprise de l'inflation après période de déflation serait très probable dans la zone euro. Et pas qu'ici ...

2- En vue de la concurrence entre chaque Etat et la surcapacité de production de la Chine, vous dites que l'inflation devrait être limitée en Europe sauf pour les pays en plus grande difficulté qui aurait trop utilisé la solution QE. Je pensais pourtant que cette politique Q.E était cadrée par des décisions plus générales à l'échelle européennes, l'Europe ne doit-elle pas suivre une même ligne de conduite ?

-Oui tu as raison, mais les conditions internes structurelles entre les pays membres sont distinctes et conduisent à des anticipations rationnelles des investisseurs différentes. Par exemple, les primes de risques (spread) sur des placements seront à la défaveur des pays du sud (par exemple l'Italie) comparativement aux pays du nord de type Allemagne. Et il en découle des conséquences monétaires également (quelles soient déflationnistes ou inflationniste) distinctes entre nations. Dans le court terme, ne pas s'attendre à de l'inflation toutefois mais à de la déflation pour bcp de nations ...

3- La métaphore du vin (page 19) semble indiquer que:

Un vin fortement dilué = résultat d'une création monétaire importante = dévaluation de la monnaie + inflation

-Oui, cela signifie une politique de Q.E. importante et doublée d'une création pure de monnaie par la BCE. Sur l'inflation, en réalité on n'en sait rien par contre. Pour ma part, je resterai prudent, je ne pense pas à une forte et non contrôlée reprise de l'inflation en zone euro ds les années à venir. On pourra développer cela oralement si tu veux lors du prochain cours.

Un vin fortement concentré = politique Q.E importante = déflation

-Non, un vin peu dilué signifie une po. de Q.E. plus modestement utilisée par les BCN et la BCE. Mais là pour le coup, suite à 2020 je pense qu'il y aura bcp d'eau versée dans le vin par Mme Lagarde... la métaphore repose sur l'idée suivante, et tu raison, il me faudrait mieux l'expliquer sous la photo de l'écrit, je rectifierai cela. Retenons dans l'immédiat ici :

Beaucoup de vin sans eau = les BCN et BCE restent attachées à une politique d'orthodoxie monétaire critique vis à vis à vis du Q.E. (le modèle pur étant l'analyse monétariste « à la M. Friedman » et autres adeptes néo-libéraux de l'école de Chicago. Pas de fuite en avant dans de la création monétaire déconnectée de la croissance du PIB de la nation ou de la zone monétaire en question)

Beaucoup d'eau dans le vin = à l'inverse on oublie l'orthodoxie monétaire et on file vers de la facilitation (certains diront "laxisme") monétaire au sein de la nation (BCN) ou de la zone euro (BCE).

Je comprenais de mon côté que la création monétaire et la politique Q.E étaient finalement des actions aux résultats similaires. Dans les deux cas j'ai l'impression que l'on injecte de la monnaie dans le système pour porter assistance au pays. Je ne comprends donc pas ces différences marquées en terme d'aboutissants (déflation / inflation) ?

-Création monétaire et QE sont les deux faces d'un même Janus. Ce processus comptablement passe en banque centrale par une inscription des achats de titres et de créances (des dettes d'Etat bien souvent) en actif de la BCN et BCE. Et en contrepartie, d'un égal montant donc, à une création monétaire inscrite au passif des BCN et BCE (en monnaie fiduciaire et engagement financier dans l'UEM au titre de la politique monétaire impulsée par la centrale).

Enfin, j'ai l'impression de comprendre qu'il est impossible d'éviter ce scénario de création monétaire "qui semble d'ailleurs un peu tabou". Sans cette création nous devrions alors connaître une croissance rapide du PIB pour avoir une chance de rembourser ces dettes. En revanche, nous serions en pleine contradiction avec les défis environnementaux que nous connaissons ?

-Non on peut concilier les deux si l'on affecte la création monétaire à un vaste programme d'investissements verts. L'UEM en a les moyens financiers et l'Europe en a les compétences. Voilà enfin une bonne nouvelle dans ce monde économiquement un peu sombre. Et je crois que vous allez connaître ce nouvel élan d'ici peu ... position ici subjective.

Un grand merci pour votre attention.

Bien cordialement, Olivier.

Et de même que J. Powell aux Etats-Unis. Mais le tout avec Donald Trump aux commandes de la première puissance économique et politique mondiale. On navigue alors un peu à vue...

La Réserve Fédérale (FED)



Bien au-delà de la crise 2008, le scénario d'une crise économique mondiale majeure se dessine en effet clairement à partir de la mi-mars. FED et BCE alors en tête dans l'énoncé de plans de relance majeurs.

Créée en 1913, la FED est la plus importante BCN mondiale. Ses taux d'intérêt directs conditionnent notamment l'ensemble des décisions des autres BCN et places financières. Elle est donc particulièrement surveillée dans ses choix de politique monétaire par les autres nations. Depuis 2009, elle décidera de positionner ses taux directs à un niveau proche de 0% (sinon parfois négatifs) et d'effectuer des rachats de dettes publiques comme privées à des échelles sans commune mesure depuis son histoire d'un siècle passé. De par l'ampleur de ses actifs en bilan, elle est parfois qualifiée de *Bad Bank*. Et adossée à une puissance publique endettée à environ 110% de son PIB, la crise 2020 ne devrait guère arranger les choses en la matière.

La bonne nouvelle sur les modalités de l'endettement, que ce soit aux Etats-Unis, en Europe ou en Asie, vient du fait que les banques centrales nationales (BCN) vont tenter au maximum de réduire les risques crédit. Les transferts de dettes générées par la politique de *Quantitative Easing* seront principalement domiciliés en BCN. Conjointe à des pratiques de monétisation d'une partie de la dette, cela simplifiera dans le futur un peu les choses.... Car ne pas le dire trop fort, mais tous ces montants empruntés ne seront guère remboursables au final. En Europe, un plan de 1.100 MM d'euros sera ainsi décidé en 2020, sinon beaucoup plus en réalité

Une question se pose ainsi de nos jours : les BCN mais aussi les banques de second rang résisteront-elles à de fortes dégradations de leur structure bilantaire ?

En Europe, pour les pays du nord oui selon toute vraisemblance, mais la question reste entière pour les pays du sud : Grèce, Espagne, Portugal et Italie notamment.

Au centre de ce jeu se trouve la BCE. Des pays du nord peu solidaires, et des pays du sud en situation délicates, sinon critiques. L'on comprend dès lors la réticence -sinon l'opposition- en mars 2020 des voix nordiques aux émissions d'« Euro bonds coronavirus ». Pourtant une mutualisation non seulement monétaire mais aussi budgétaire est nécessaire face à l'ampleur de la crise qui arrive. Urgente en réalité en cette fin mars 2020. Les pays du sud ne pourront pas faire face aux déséquilibres financiers et de chômage induits. Aux institutions européennes, BCE et BEI en tête à savoir donc évoluer dans l'urgence.

Crise 2020 : une élévation des risques crédit dans les milieux bancaires de second rang, comme dans les banques centrales.



Les risques crédits vont en effet connaître une hausse plus ou moins élevée selon la durée des confinements. En mars, en France les durées restent encore incertaines : confinement d'un mois ? De deux mois ? Guère de lisibilité mais les données macroéconomiques en seront fortement modifiées. Et cela est vrai dans l'ensemble des nations.



Comparativement à la croissance du PIB 2019, sur le plan macroéconomique, Bercy table sur une chute annuelle de la croissance de 3 point sous hypothèse d'un confinement d'un mois (PIB à -2.6%), et d'environ 6 points si la durée est de 2 mois (-4.9%).

A l'échelle mondiale, le scénario actuel dominant prévoit une croissance mondiale négative en 2020.

Mise à jour novembre 2021

Dette publique, PIB, déficit et chômage : où en sommes-nous ?

La croissance du PIB français témoignera au final d'une chute de 11% en 2020. Et au niveau mondial, d'après l'OCDE la récession aura été de 3,4%. En prévision 2021, la croissance mondiale pourrait s'établir à 5,6% d'après leur dernière estimation, et à 4% en 2022.

Concernant la France, la récession aura été particulièrement importante, avec une dégradation de l'ensemble des comptes publics :

- un endettement public fin 2020 qui représentera 116% du PIB de la nation ; 125% environ de nos jours.
- un déficit budgétaire de plus de 9% du PIB ;
- une très forte contraction du PIB de la nation ;
- une augmentation de 7% du taux de chômage de catégorie A* depuis le début de la crise.

Puis l'année 2021 va témoigner d'une reprise sans précédent, avec un taux de croissance du PIB de 6,25% environ. De l'inédit depuis bien des décennies ... Quant au taux de chômage, une reprise spectaculaire là aussi de l'emploi avec un taux de chômage d'environ 8%, peut-être parvenant au 7% au moment de l'élection présidentielle ? (mai

2022). Le mandat d'E. Macron bénéficie ainsi d'un cycle crise/croissance fortement favorable sur le plan du calendrier électoral.



*Cat A : ceux qui n'ont eu aucune activité.

(ii) Suite à une première phase de déflation selon toute vraisemblance ne faut-il pas s'attendre dans le moyen terme à un retour de l'inflation face à l'importance des injections annoncées ?

L'ampleur des liquidités laisse planer en effet dans un second temps une fuite en avant possible dans l'inflation afin d'amortir le poids des endettements contractés. Et de nouvelles formations de bulles spéculatives* également sur les places financières, notamment de l'Allemagne et du Luxembourg. Comme de la France.

Mais l'inflation est aussi une bonne nouvelle. Rechercher du 2,5 % annuel (sinon plus, 3% voir 4%) ne serait pas une sottise décision de la part de la BCE ... (il s'agit ici d'une analyse personnelle. Ensuite, de quelle inflation parlons-nous ? Nous pourrions développer ce point oralement).

(iii) Le troisième point concerne le marché des changes.

Quelle tenue possible des parités de monnaies dans un tel contexte de Q.E. ? Concernant l'USD et l'Euro, notons toutefois bien des atouts de la FED et de la BCE pour pouvoir faire face à des chocs baissiers. Leur marché monétaire* et les cours sur le marché des changes* pourraient résister. Les plus fortes menaces ne sont sans doute pas là. La question devrait se porter davantage sur le niveau des taux d'intérêt* qui pourrait se voir soumis à une forte tension en 2021-2022, les niveaux de change* étant par définition corrélés au niveau des taux d'intérêt entre les nations et à leurs « *Spread* »¹⁴.

Et cela est vrai également au sein d'une même zone monétaire. Dans l'UEM, zone monétaire pourtant unie par l'Euro, les émissions d'obligations* par les pays du sud seront ainsi soumises à des primes de risques plus élevées que les pays nordiques. Car les risques sont objectivement plus importants comme nous l'avons vu. Les plus grands problèmes à venir seront donc dans ces pays du sud.

¹⁴ Les écarts de taux entre les nations au niveau de leurs taux de rémunération. Afin d'opérer une attractivité monétaire dans sa zone, une BCN sera tentée d'augmenter ses taux directeurs. Mais ce faisant, elle va conduire à une contraction des activités économiques au sein de sa zone. Par ailleurs, une course à l'attractivité entre les places financières se traduit par des effets macroéconomiques pénalisants pour l'ensemble des parties.



En bleu, les nations rattachées à la zone UEM.
En rouge, le périmètre de l'UE avant la décision du Brexit.

Alors partons dans ces pays du soleil. Au choix, ce sera celui de la magnificence, l'Italie.

4- Venise, les gondoles vides

Dès février 2020, l'Italie sera l'économie européenne touchée de plein fouet par la crise. Sur le plan sanitaire comme sur le plan économique, n'est-ce pas également lié ? Aux raisons conjoncturelles s'additionnent par ailleurs plusieurs problèmes structurels, et là les éléments sont plus graves.



La Sérénissime désertée.

L'Italie est généralement l'économie considérée comme la plus critique de la zone UEM. Cela du fait de l'importance de son poids économique dans l'UE. Une démographie de 60 millions d'habitants et un PIB conséquent de 1800 MM d'euros. Le tout avec de fortes fragilités macroéconomiques structurelles et un système financier témoignant d'un risque élevé de solvabilité.

Economiquement, sept difficultés majeures sont à noter.

1-Des comptes publics guère solvables, là est le point le plus critique. Une dette publique de 140% du PIB couplé par ailleurs à un déficit budgétaire récurrent¹⁵. Comme auparavant esquissé, l'ampleur du service de la dette* conduit à une absorption forte des recettes budgétaires et donc à des marges de manœuvre restreintes sur les autres postes. La crise du Covid ne fera qu'intensifier ce mouvement.

2- Un taux de chômage de 10% de la population active, et de 33% parmi la classe des 16-25 ans. De forts effets migratoires sont par ailleurs constatés au niveau des jeunes générations formées, le tout au sein d'un pays marqué par un problème de vieillissement.

3-A l'instar de l'Espagne, une économie aux richesses très inégalement réparties entre les régions, et reposant principalement sur des TPE et PME, et avec un secteur du tourisme prépondérant. Sans ménagement sur ce segment d'activité, la crise 2020 pose en cela des questionnements sur la capacité de ces deux pays à pouvoir surmonter un confinement durable.

Au-delà de la crise sanitaire, l'urgence est donc au déblocage des problèmes de trésorerie, notamment pour les petites structures. 600.000 commerçants employant près de 2 millions de personnes sont actuellement dans des phases compliquées, sinon critiques ou de faillites en Italie.



Cinq Terres.

L'Italie, haut lieu du tourisme mondial. Avec la France et l'Espagne, sur le podium des flux touristiques. Autour de 60 millions de touristes par an, et une activité générant environ 40 MM d'euros annuel. Mais il s'agit ici d'un des tous premiers secteurs touchés par la crise.

¹⁵ L'Italie témoigne généralement d'un solde budgétaire primaire* négatif, ce qui rend complexe une capacité du pays à rembourser des niveaux de dette souveraine élevés (le solde primaire signifie le budget hors remboursement de la dette – cf. Lexique). Quant à son solde budgétaire total, il gravite autour de -3% en moyenne. Avant même la crise de 2020, la soutenabilité de la dette publique italienne de moyen terme posait déjà ainsi question. De par la crise 2020, une tension sur les taux d'intérêt* devrait s'en trouver renforcée. Autant de lourds nuages sur la première puissance économique de l'Europe du sud.

4-Un système bancaire et financier fragile du fait de nombreuses créances douteuses, estimées à hauteur de 350 MM d'euros au sein des banques italiennes. A cela s'ajoute de multiples pratiques de *Shadow Banking*.



Milan, capitale de la mode mais aussi capitale financière de l'Italie. Et là, les choses sont plus complexes. La capitale lombarde est par ailleurs au cœur d'une région forte d'un réseau dense de PME- PMI organisées en district industriel. Une des caractéristiques de l'économie italienne est de reposer sur un tissu de PME développées en capitalisme familial¹⁶.

Coronavirus, PME, banques et bourse, l'on comprend pourquoi la ville sera particulièrement touchée par les vents mauvais de la crise Covid.

5-Une forte dépendance structurelle aux importations, notamment sur l'énergie. En particulier le pays ne disposant pas de source énergétique d'origine nucléaire, il se trouve contraint d'importations massives notamment fossiles ;

6-Une instabilité politique récurrente rendant complexe le développement d'une politique économique suivie (cf. annexe 3).

7-Une difficulté pour l'Etat à lever l'impôt tant du côté de la TVA que de l'IS ou de l'impôt sur les revenus, le tout doublé d'un niveau de corruption important au sein de la nation.

A cela nous pourrions rajouter une crise migratoire majeure dont l'UE se défaussera plus ou moins élégamment, principalement au détriment de la Grèce et de l'Italie.

Au final, le pays de l'armée du parfum et des garçons de la rue ne serait-il que de problèmes ? Non bien évidemment il n'est que d'art, de musique et de vie. Alors au diable la science du sordide, un peu de léger, de décalé, de grandeur et de couleurs, ce sera Ermal Meta, « *Vietato Morire* », Paolo Conte « *Sparing Partner* », ou I Corvi, « *Sono un ragazzo di strada* » (1966), au choix !

¹⁶ Sur les questions de « *District Marshallien* », une abondante littérature existe. Se reporter en particulier aux travaux de Gabriel Colletis, Claude Courlet, A. Ferguène et Bernard Pecqueur, quelques grandes signatures de l'hexagone sur la question.

Sono un ragazzo di strada



Paolo Conte (1992) « Sparring Partner » (YT, 4,12)

Trésors disponibles sous You Tube. Ici I Corsi (1'44) ou Paolo Conte

5- Eteindre l'incendie sans changement de logiciel ?

Retour à l'économie et à son niveau mondial : crise nouvelle, mais pas de changement de logiciel sur le fonds quant au modèle de développement à privilégier. Pour l'instant nous naviguons à vue et les décisions sont prises principalement depuis le 25 mars suite au déblocage par le sénat américain du plan initialement proposé par l'administration D. Trump.

Première puissance mondiale, ce sont en effet les Etats-Unis qui influenceront (impacteront ?) le plus par leur politique les trajectoires à venir. Et la Chine. A l'instar de 2008, les solutions esquissées à la crise actuelle portent en elles les germes des crises futures. Juste à plus grande échelle de par les volumes d'endettements cumulés.



En mars 2020, J. Powell, gouverneur de la FED, sera d'accord avec un plan massif de rachat de dettes et d'injections de liquidités. Contrairement à la crise 2008, il semble que ce soit la maison blanche qui ait ouvert le feu et non pas la FED mais sur le fonds, la politique pour faire face à la crise 2020 reste la même : une relance d'inspiration néo-keynésienne sous les doubles volets budgétaire et monétaire.

Un plan ici alloué aux ménages via une distribution directe de revenus et l'élargissement des conditions d'allocation du chômage, mais surtout aux entreprises et au secteur financier par un soutien de l'offre. Le tout intensifié en matière de moyens mis en oeuvre.

Pour les nouvelles générations « climat », l'urgence de nouveaux plans « Marshall » ?

Face aux crises et à l'urgence des transitions, faudrait-il opérer à répétition des relances internationales à l'image du plan Marshall à la sortie de la seconde guerre mondiale ? En période de crise et de changement climatique, la réponse est sans doute positive.

En 2008-2010 les considérables plans de relance américains puis chinois, et dans une moindre mesure européenne ont témoigné de cette volonté de sortie de crise, ici financière. Pouvons-nous envisager les choses différemment ? Le choix d'un keynésianisme de demande de consommation et d'investissement à haute dose va donc être à l'honneur, et cela fonctionnera relativement bien sur le plan de la croissance et

de l'emploi mais sans remettre en cause toutefois les sources du dysfonctionnement du capitalisme moderne : les destructions environnementales. Au contraire, le keynésianisme va les amplifier.

Rappelons que pour être efficace, une relance doit être coordonnée sinon les pays aux balances excédentaires exporteront leurs chômages vers les pays s'endettant pour promouvoir ces relances. Il est généralement admis que les politiques économiques nationales isolées sont condamnées à l'échec.

Quelle conclusion en retenir ? Notre monde a besoin de coordination internationale face aux situations de crise et aux enjeux environnementaux.

La crise 2020 ne va pas démentir. Des plans de relance sans précédents vont de nouveau en découler, outre Atlantique, en Europe, En Chine, au Japon, ... L'UEM parviendra de son côté à des pas significatifs suite à l'accord de mutualisation des Corona Bond prononcée par l'Allemagne d'A. Merkel en mai 2020.

Nous pouvons également concevoir des relances en dehors des crises, mais cette fois au service d'un développement durable. On parlerait alors de QE4P conduite par une monétisation de la dette orientée population et soutenabilité. Durant cette décennie 2020, l'Europe pourrait peut-être surprendre en la question ? Elle en a les moyens en tout cas et les choix à opérer sont d'ordre politique.

Les Etats et les argentiers du monde développent de massifs plans de soutiens et de relance mais sans changement de logiciel économique quant au modèle de société à promouvoir¹⁷. Mais dans l'urgence, peuvent-ils opérer d'autres choix face aux sauvetages à assurer ?

La réponse semble négative. Nous pouvons envisager des inflexions fortes dans nos modèles existants mais cela est difficile à impulser durant une phase critique. Tels les sapeurs-pompiers face à un incendie, il leur faut d'abord stopper la propagation du sinistre. Puis il nous faut ensuite savoir tirer les enseignements de cette crise et impulser les actions en faveur de modèles socio-économiques plus cohérents, durables, et en faveur des petites et moyennes structures plutôt que des géants au cœur des oligopoles mondiaux.



L'injection massive et rapide de monnaies dans cette crise est fondamentale, telle l'eau pour éteindre un incendie. Sans cela, ce serait une extension sans précédent des faillites en chaîne. Notamment au niveau des petites structures (PME-PMI).

Malgré cela, il y a tout lieu de penser que la crise du coronavirus se révélera un drame mondial au niveau des petites entreprises. Et une suprématie croissante des oligopoles* notamment du numérique et de la santé.

Encadré 2

Les gagnants de la crise du Covid : Le renforcement d'un capitalisme numérique oligopolistique*

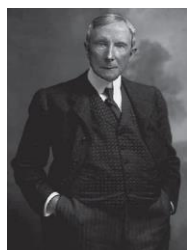
¹⁷ Sur cette question, se reporter au chapitre n°5 « Inflation : la fin des menaces ? » in Boissin, O., « *Comprendre l'économie contemporaine : analyse économique et monétaire* », Ed. Campus Ouvert, 2021.



GAFA : « *The winner takes all* ».

Cette crise 2020 devrait intensifier la suprématie du capitalisme numérique. Selon très forte probabilité les gagnants en seront les géants du numérique à l'image des GAFAM. Et cela se fera au détriment des petites structures du secteur des services notamment. Pendant que les restaurants ou les librairies souffrent ou ferment, les Uber gagnent de nouvelles parts de marché. Conjoncturellement mais aussi structurellement ces tendances sont clairement à l'œuvre.

Face à cette croissance des déséquilibres, il nous faut aussi réaffirmer le primat de la puissance publique dans la vie économique. Notamment sur le plan de la fiscalité et du contrôle stratégique des acteurs dominants, du droit du travail et du droit de la concurrence. Bien au-delà de son seul rôle de régulateur.



J.D. Rockefeller (1900), fondateur de la Standard Oil (Esso – Exxon Mobil) et figure emblématique du capitalisme thermo-industriel. Et des inégalités sociales qu'il génèrera.

Comparativement aux GAFA et autres BATX, à la fin du XIX^e - début XX^e siècle, le monde connaîtra de manière similaire ces déséquilibres avec l'hégémonie de J.D. Rockefeller et autres monopoleurs tel A. Carnegie, grand magnat du secteur de la sidérurgie. Un nouveau droit de la concurrence émergera alors aux Etats-Unis afin de lutter au mieux contre ces abus de positions dominantes.

En ces années 2020, assisterons-nous à un nouveau *Sherman Act*¹⁸ (1889) vis-à-vis des oligopoles du numérique ? Avant tout, nos sociétés n'auraient-elles pas besoin d'ancrer territorialement les petites et moyennes structures ? Celles créant des valeurs de proximité et sur la base de valeurs souvent citoyennes ?

De nouveaux chantiers sur les bureaux notamment de la Commission Européenne sont ouverts. La décennie 2020 pourraient positivement surprendre en la question. Réglementairement et fiscalement, une Europe politique se réveillant ? Cela, c'est l'avenir qui nous le dira.

Masques et CAC 40 : vents mauvais sur l'hexagone

Rapport d'étonnement, dans l'hexagone il semble que les médias parlent peu de ces décisions économiques majeures prises outre-Atlantique, et à fortiori à l'échelle mondiale (Allemagne,

¹⁸ *Sherman Act*: du nom du sénateur J. Sherman, première loi votée en 1890 aux Etats-Unis contre les comportements anti concurrentiel notamment perpétrés dans l'industrie pétrolière et métallurgique.

Chine, R.U, Japon, ...) mais focalisent quotidiennement sur les seules questions de masques en papier disponibles en France ou, en terme économique sur les cours de la bourse.

N'est-ce pas là des effets loupes ?

Quid de la compréhension des impacts et des scénarios possibles sur le plan de la macroéconomie mondiale ? Plutôt que de réitérer à longueur de journée de mêmes informations, ne serait-il pas pertinent d'informer les citoyens sur les évolutions sanitaires et socio-économiques possibles en Afrique, Inde, Brésil, Chine, Iran, ... ? Et sur les conséquences politiques, socio-économique et culturelles possibles ?

Masques, morbide comptabilité et bourse.



Les informations véhiculées par les canaux médiatiques habituels nationaux focalisent sur quelques données principales : les stocks de masques, la macabre comptabilité et les données financières. Ils sous-estiment de multiples questions macroéconomiques pourtant centrales dans la compréhension des scénarios mondiaux possibles.

Mais sur le fonds, quelle est la source de ces ruptures d'approvisionnement ? Pourquoi un tel manque de ces précieux morceaux de papier ? Alors un peu de léger, petite leçon en matière de management des systèmes d'informations appliqués au génie industriel : l'expert est ici Karim Duval nous livrant enfin un peu de vérité sur la réalité !

Un peu de léger, Karim fais nous rire !



Source : You Tube

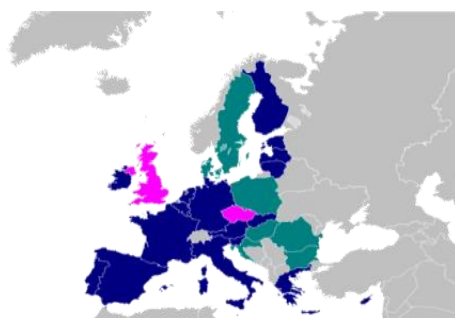
En 4 minutes, légère et magnifique explication de l'origine de la pénurie des masques.
Une leçon de premier plan sur le management des systèmes d'information
Disponible sous *You Tube* (« Karim Duval, masques »)

Retour aux données médiatiques, ici la bourse, avec une chute historique des indices il est vrai en une poignée de journées. De violentes pertes financières pour de nombreux petits porteurs notamment, et bien des perspectives de profits pour les « grosses baleines » et autres *Market Makers* œuvrant en salle de marchés. C'est-à-dire les brokers, les grandes banques et les fonds financiers avisés sur les scénarios financiers possibles. Nous y reviendrons en chapitre 2.

Mondialement, cette crise ne devrait ainsi qu'accroître les déséquilibres de richesses entre les individus. Entre ceux qui traversent difficilement cette crise 2020, et ceux qui en sont les bénéficiaires.

Sur ces questions, les rémunérations et la fiscalité devraient revêtir une importance majeure au profit de profonds rééquilibrages entre les revenus issus du travail et ceux du capital. Mais pour l'heure, toujours rien à l'horizon. Cette crise mondiale ne serait-elle pas le moment d'ouvrir ces dossiers, tout au moins sur son volet fiscal et à son niveau européen ?

L'urgence d'une politique fiscale européenne



Une double priorité : une harmonisation fiscale entre les pays de l'Union, et un rééquilibrage des fiscalités entre les revenus issus du capital et ceux du travail. Sur ces questions, se reporter aux travaux de F. Alvaredo, F. Chancel, T. Piketty, E Saez et G. Zucman¹⁹ en particulier. Dans l'Hexagone, il s'agit là de quelques signatures centrales.

6- Keynes à l'honneur ?

Continuons de garder une hauteur macroéconomique : nous allons vivre à l'instar de 2008 une politique davantage néo-keynésienne²⁰ que d'austérité néo-libérale. Les Etats-Unis et l'Europe, mais aussi la Chine, le Canada, le R.U., le Japon, ... s'inscrivent dans cette voie. Et tout cela se trouve intensifié au regard des moyens mis en œuvre.

Rappelons-nous : en 2008 le plan de sauvetage orchestré par B. Bernanke (FED) et par le secrétaire d'Etat au Trésor H. Paulson s'établissait à environ 1100 MM USD, montant accepté en première vague de QE après passage devant le sénat. Avec celui de J. Powell et S. Mnuchin, en mars 2020 nous en sommes au double actuellement.

¹⁹ Saez, E., Zucman, G., « *Le triomphe de l'injustice* », Seuil, 2020 et Alvaredo, F., Chancel, F., Piketty, T. Saez, E., Zucman, G., « *Rapport sur les inégalités mondiales* », Seuil, 2018.

²⁰ Cf Chapitre 3 du manuel « *Comprendre l'économie contemporaine : une analyse économique et monétaire* » Ed. Campus ouvert, 2019 pour une compréhension des atouts et limites d'une politique de relance keynésienne. De nos jours, elle va reposer sur le double volet d'une relance par une politique monétaire expansionniste et par une relance budgétaire par les Etats. Le niveau européen se heurte cependant à son absence de budget à l'échelle de l'UE. En cela, les relances du côté budgétaire seront minimisées et davantage orchestrées par les Etats membres. Le niveau des comptes publics et d'endettement notamment des pays du sud étant dégradé, sinon critique, il en résulte de réelles interrogations sur les marges de manœuvre, notamment de l'Italie et de l'Espagne, deux nations particulièrement importantes de la zone UEM.

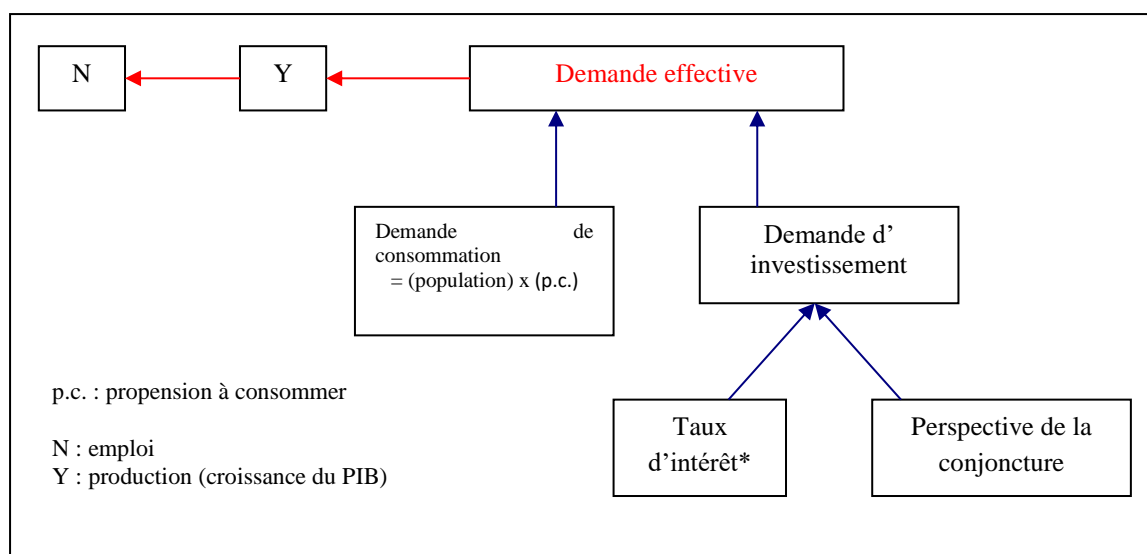


JM. Keynes et sa femme L. Popokova (1920)

JM. Keynes (1883-1946), économiste britannique soutenant l'importance d'une implication forte de l'Etat dans le circuit économique, et notamment en période de crise. Il s'opposera aux penseurs néo-libéraux qui eux stipuleront de laisser l'Etat sur les seules fonctions régaliennes, et de laisser libre les marchés qui devraient retrouver par autorégulation une situation d'équilibre général.

Aux Etats-Unis, ce plan repose sur une double relance par l'investissement (des actions orientées entreprises²¹) mais aussi par la consommation. Outre-Atlantique nous sommes en période électorale, ne point l'oublier. En cette fin mars, telle est la situation.

Logique d'ensemble de la théorie de J.M. Keynes



Dans le schéma keynésien, il est coutume de distinguer les effets de relance par l'investissement, c'est-à-dire visant des soutiens aux entreprises, de ceux de la consommation²² : des aides aux ménages. En réalité, ces deux effets sont

²¹ Ce plan devrait permettre un renforcement également des allocations chômage ainsi qu'une extension de son régime aux travailleurs indépendants. La grande partie du plan, à hauteur de 500 MM USD, sera allouée aux aides et aux prêts accordés aux entreprises. Le secteur aérien sera notamment fortement soutenu avec des aides à hauteur d'environ 30 MM pour les transports du fret comme des passagers. De même, le secteur hospitalier se verra allouer une enveloppe de 100 MM USD.

²² La demande de consommation dépendra de quatre facteurs principaux :
 -la démographie de la nation
 -le pouvoir d'achat moyen de la population

souvent liés et il est difficile de formellement les distinguer. Par exemple, une prime à la casse automobile est un chèque parvenant dans le budget d'un ménage, mais soutenant en premier lieu le secteur de l'automobile²³.

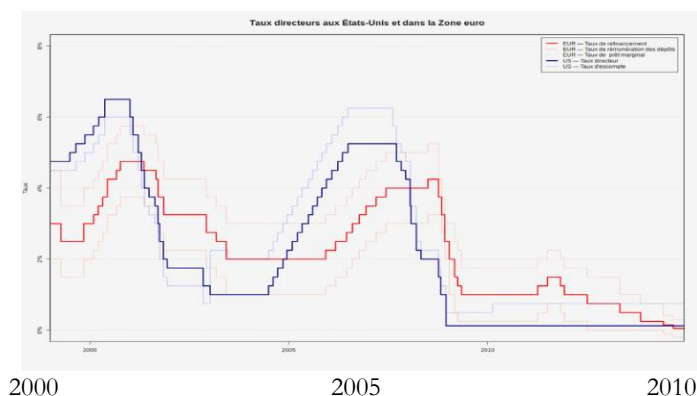
La question néo-keynésienne centrale dans le paysage actuel est aussi à rechercher ailleurs. La relance sera-t-elle impulsée par la politique monétaire ou par la politique budgétaire ? Les conséquences notamment en matière de comptes publics en seront distinctes, et dans la cadre actuel d'endettements excessifs de nombreuses nations, cette question mérite toute son attention.

Actuellement, les priorités visent un couplage de ces deux politiques, mais à des degrés divers selon les marges budgétaires des nations.

Ainsi l'Allemagne bénéficie de larges possibilités de relance par sa politique budgétaire contrairement à son homologue italien qui comptera davantage sur une relance monétaire via le canal européen de la BCE.

Depuis 2009, une bonne nouvelle toutefois pour la plupart des nations : sur la question monétaire, le fait de pouvoir bénéficier d'un loyer de l'argent gratuit est favorable à un moindre poids du service de la dette. Et cela tant du côté des ménages que des entreprises ou encore des Etats²⁴.

Taux directeurs d'intérêts FED et BCE



Source : T. Steiner. Données financière BCE (rouge) et FED (bleu)
(En ordonnée : 0 / 2 / 4 / 6 / 8)

A partir de 2009 et suite à la crise de 2008, les banques centrales américaine et européenne positionneront leurs principaux taux directeurs à 0%, sinon en seuil négatif. Cette situation reste toujours de mise en 2020, un loyer de l'argent gratuit. Dans le même temps, la BCE annoncera en mars 2020 une politique de « verdissement » dans ses rachats d'obligations*. La politique de QE s'oriente ainsi peu à peu vers un développement davantage soutenable. La tendance est là, mais la métrique des moyens l'est-elle aussi ?

-le taux d'épargne des ménages et sa propension à consommer.

-le coefficient Gini* du pays (coefficient de dispersion des richesses dans la population du pays – cf lexique).

²³ Pour comprendre les fondamentaux des décisions macroéconomiques et scénarios possibles, vous disposez du manuel de cours sur la monnaie. Se reporter aux chapitres 3, 4 et 5, là sont mentionnés les principes afin de comprendre les mesures monétaires décidées actuellement par les banques centrales, la Commission Européenne et les Etats.

²⁴ Pour une analyse de cette question, Boissin, O, « *Analyse économique et monétaire* », Ed. Campus ouvert, 2020.

L'avenir chancelant du Royaume-Uni

Du côté des pays critiques, le Royaume-Uni est de loin le plus critique des pays riches de l'espace européen. Les médias soulignent les cas économiquement graves de l'Italie et de l'Espagne, ce qui est exacte, mais les choses devraient se révéler complexes également outre-Manche. Cela de par le poids de cette économie et de son relatif isolement politique dorénavant. Hormis avec les États-Unis, mais ces derniers en incohérences décisionnelles sur de nombreux dossiers rendent difficile pour le gouvernement de B. Johnson la gestion des relations avec son allié historique outre Atlantique.



Le R.U. se trouve dorénavant sans soutiens possibles de l'UE. Or, il s'agit là d'une population et d'un PIB majeur de l'Europe, à l'instar de la France. Le tout dans une nation au système économique laissant une place croissante à la privatisation de ses infrastructures publiques : système de retraite, Ehpad, système de santé), des amortisseurs sociaux de plus en plus défaillants, une précarité croissante du travail. Et comme si cela ne suffisait pas, dans un contexte socio-politique de division de la population sur la question du Brexit²⁵.

Dans l'immédiat, la Banque d'Angleterre a décidé d'abaisser à son plus bas niveau historique son principal taux directeur : 0,1%. Dans le même, elle va annoncer un rachat de dettes à hauteur de 220 MM d'euros afin de réduire notamment les risques-crédits des banques.

A l'instar de *British Rail*, de nombreux groupes privés du secteur du transport seront en 2020 menacés de faillite



²⁵ Gardons-nous toutefois de quelques simplifications. Le Royaume-Uni conserve un système de santé par exemple gratuit pour l'ensemble des résidents locaux, et cela de longue date. Toujours de nos jours, ce *National Health Service* (NHS) reste souvent efficace et avec pourtant un très faible poids de ses dépenses rapportées par point de PIB (inférieur à 10%). Nous sommes loin des États-Unis. N'omettons de même que c'est un anglais du nom de W. Beveridge qui a montré en 1945 la pertinence d'un interventionnisme public dans le fonctionnement d'une économie. Les gouvernements britanniques adopteront ce principe et en garde encore de nos jours de nombreux héritages. Enfin, concernant les privatisations, certaines ne se révèlent pas toujours négatives pour le plus grand nombre, et l'industrie des télécommunications pourrait sans doute en offrir une illustration. La vente des actions de la société British Telecom a permis à BT de financer un développement qui s'avère au final œuvrer au bénéfice du plus grand nombre. Ce n'était pas le cas auparavant avec un opérateur souvent reconnu comme peu efficace par manque d'investissements publics.

Un soutien majeur doit être apporté au système ferroviaire du pays auparavant privatisé sous la période M. Thatcher (début 1980), puis finalisé par J. Major en 1993. Il se trouvera en 2020 en risque de faillite face à l'effondrement du trafic. Le gouvernement de B. Johnson annoncera en mars 2020 une aide dans les 6 mois à venir. Comme bien souvent, nous nous retrouvons dans une situation où l'acteur public doit voler au secours du privé sur des infrastructures ici de service public.

Royaume-Uni, pays à suivre de très près donc...

7- Vers un *Green Deal*?

En la personne d'U. Von der Leyen, nous avons l'opportunité d'avoir dans l'U.E. une présidente de la Commission offensive, propos subjectif. Et par ailleurs appuyée dans ses décisions par C. Lagarde et E. Macron. Les choses devraient aussi avancer mais non sans mal de par les résistances principalement des pays nordiques.

Hormis les choix de politique monétaire pour la zone UEM, en cette fin mars les solidarités européennes ne sont toujours pas au RV dans l'Union. Cette crise peut-être sera-t-elle un tournant ? Notamment pour s'engager dans une réelle transition écologique ?

Mise à Jour Avril 2021

Selon la dernière étude de l'OCDE, nous pourrions lire que 336 MM d'USD des plans de relance seront affectés à des investissements verts au niveau des pays de l'OCDE. Soit 17% des plans cumulés. Mais est-ce là suffisant ?

Source de l'encadré : *OECD : Covid : rapport sur la relance verte* (Avril 2021) :

Où va l'argent ?

La plupart des mesures vertes prennent la forme de **subventions ou de prêts** (environ 37% des 680 mesures recensées dans la base de données), de **réductions d'impôts ou d'autres aides** (17% du total) et de **modifications de la réglementation** (environ 11%).

Plus de 60% des mesures vertes ont une spécificité sectorielle (diapo. 2) et, en termes de nombre de mesures et de montant de financement, elles ciblent surtout les **énergies et le transport terrestre** (respectivement environ 20% et 16% du total).

On peut s'en féliciter, dans la mesure où, dans bien des pays, ces secteurs sont responsables d'une forte proportion des émissions de GES et se prêtent souvent à des déploiements rapides (projets d'électricité renouvelable, infrastructures de véhicules électriques...).

À l'inverse, en ce qui concerne des secteurs essentiels comme les **transports aériens et l'industrie**, les mesures mitigées et négatives sont largement majoritaires.

L'atténuation du changement climatique est la dimension environnementale la plus souvent visée par les mesures de relance qui ont fait l'objet d'un suivi (près de 90% des fonds), que le bilan soit positif, négatif ou neutre (diapo. 3). La seconde dimension la plus communément impactée est la **pollution de l'air** (avec environ 1/3 du financement total, et des effets positifs et négatifs répartis à parts égales).

D'autres dimensions environnementales sont moins bien loties. La **biodiversité** recueille moins de 10% des fonds alloués. **L'eau** souffre elle aussi d'un manque d'intérêt, avec environ 8% des mesures positives tant en termes de fonds que de mesures. Quant aux **déchets et au recyclage**, ils en sont réduits à la portion congrue.



De même que la gouverneure de la BCE C. Lagarde, la nouvelle présidente de la Commission Européenne U. von der Leyen doit lutter contre deux tendances opposées entre d'une part une Europe du sud en situation de violente crise économique et sanitaire -Italie et Espagne en tête-, et d'autre part une Europe du nord refusant une solidarité sur les dettes souveraines, via notamment l'émission d'Euro bond²⁶.

L'UE parviendra-t-elle un jour à parler d'une même voix ? Nous sommes à ces moments clés, les crises en cela sont précieuses. Les résultats de l'arbitrage qui sera pris sont principalement dans les mains d'A. Merkel.

Du côté des bonnes nouvelles, le plan Finance-Climat notamment soutenu par J. Jouzel et P. Larrouturou, pourrait être remis à l'honneur. Il s'agit de 1.000 MM d'euros planifiés dans l'UE sur 2020-2030, et permettant de trouver un peu de couleur face à l'urgence des défis écologiques. Pour un *Green Deal* !

Mais ces mesures restent mineures au regard des défis à relever. Moins de 20% des plans de relance annoncés seront en effet dédiés à l'environnement.

Encadré 3

Que propose le Pacte-finance climat ?

Source : Anais de La Fonchais (17/03/2019)

« Le Pacte finance-climat se présente comme un lobby citoyen européen “qui vise à provoquer un sursaut collectif dans la lutte contre le dérèglement climatique”. Leur mot d'ordre : interpellier les chefs d'Etat et de gouvernement européens pour négocier le plus rapidement possible un pacte qui assurerait pendant trente ans les financements nécessaires à la transition écologique. Alors que le Fonds Monétaire International (FMI) craint une crise plus grave et plus générale qu'en 2008, l'idée du Pacte finance-climat est de dégonfler la spéculation* en fléchissant la création monétaire vers une économie à forte efficacité énergétique et faible en carbone.

L'enjeu est donc double et corrélé : répondre à l'urgence climatique et éviter une nouvelle crise économique mondiale. La transition écologique que promeut le Pacte se veut solidaire : elle n'affecterait ni le pouvoir d'achat des ménages, ni les acteurs économiques vulnérables et pourrait créer, selon l'Agence pour l'environnement et la maîtrise de l'énergie (Ademe), 800 000 emplois en France et 6 millions en

²⁶ D'un côté nous avons l'Allemagne, la France et les Pays-Bas qui souhaitent actionner le Mécanisme Européen de Stabilité (MES). Ce dernier a été mis en place lors de la crise de 2008. Cela repose sur la mise à disposition d'un crédit devant être remboursé d'ici 5 à 7 ans par les pays emprunteurs. Les pays du sud s'opposent toutefois à cela et demandent de leur côté l'émission d'un Euro Bond commun à la zone UE dédié à l'impact financier du coronavirus. Se trouve là le point central du désaccord.

Europe. Pour atteindre cet objectif ambitieux, le Pacte prévoit deux outils : la création d'une Banque européenne du climat et de la biodiversité (BECB), et la mise en place d'un Fonds européen du climat et de la biodiversité (FECD).

Chaque année, la BECB prêterait aux États membres une somme correspondant à 2% de leur PIB et cela à taux zéro. La France bénéficierait ainsi chaque année d'une enveloppe de 45 milliards d'euros et l'Allemagne de 65 milliards d'euros.

Quant au FECD, ce fonds financera un budget de 100 milliards d'euros par an réparti en trois volets. 40 milliards d'euros iront aux pays d'Afrique et du pourtour de la Méditerranée. Alors que l'Europe est la première responsable des émissions de gaz à effet de serre depuis deux siècles, c'est en effet l'Afrique qui subit en première ligne les conséquences du réchauffement climatique. 50 milliards d'euros permettront de financer le chantier sur le territoire européen, notamment par des aides aux travaux d'isolation afin de diviser par deux les factures qui s'y rapportent. Enfin, les 10 milliards restants seront consacrés à la recherche.

Comment alimenter le FECD ? Principalement par un prélèvement sur les bénéfices (avant impôts) des entreprises opérant dans l'Union européenne. Les artisans et les petites et moyennes entreprises en seraient exonérés ».

Plus exactement, nous nous retrouvons plongés ici dans des décisions européennes de moyen et long terme.

Avec des horizons plus lumineux, une Europe en neutralité carbone à l'échelle 2050 ? Mais cela, là aussi c'est l'avenir qui nous le dira.



Vanoise

Dans le court terme, il en sera vraisemblablement différemment outre le « verdissement » des rachats d'obligations* par la BCE. De manière tristement logique, la raison en trouve ses origines dans les évolutions de marché. Les économies repartiront, mais fortement sur une base d'énergies fossiles ...



Du côté des moins bonnes nouvelles, le prix du pétrole qui est en chute libre avec des niveaux jusqu'ici jamais égalés et gravitant autour des 20 USD, sinon 10 ou moins, redonne aux énergies fossiles un avantage en matière de

consommation. Et donc de production. Sans fiscalité verte fortement incitative, sinon d'injonction à l'utilisation du fossile dans certains segments économiques, les énergies renouvelables ont besoin d'un prix du pétrole élevé pour pouvoir se substituer à lui. Or, au-delà des discours la crise 2020 et sa médication esquissée par les pouvoirs en place ne remettent guère en cause le fonctionnement de nos capitalismes thermo-fossiles.

Mise à jour novembre 2021

2021 : la forte reprise mondiale des cours des matières premières et du coût des transports

La forte reprise en particulier du PIB chinois conduira en 2021 à une flambée des prix sur la plupart des marchés de matières premières. Ainsi, le baril du Brent passera en 1 an de 07 USD à 80 USD en novembre 2021. Demain à 100 USD ? 130 USD ?

Cours du Brent sur la période avril 2020 à avril 2021



Source du graphique : Boursorama

Il en sera de même sur la plupart des commodities, ainsi que sur le transport maritime en particulier.

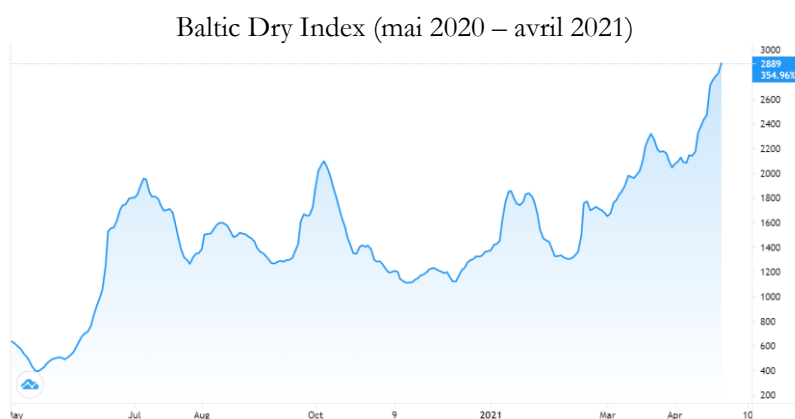
Les vraquiers et porte-conteneurs seront ainsi en pleine charge pour la totalité, et avec des manques importants de conteneurs par ailleurs. Surcharge des infrastructures et manque d'équipements, chute du fret aérien conduisant à des reports sur le maritime, reprise des dépenses sur les biens de consommation de par l'effondrement des services et des biens culturels, de nombreux goulots d'étranglements se feront jours mondialement.

Au final, des problèmes de capacités, de planification et de coordination au sein des grands ports et des terminaux seront des variables explicatives majeures. Et cela en particulier sur les routes maritimes en départ de Chine.



Dans une poignée de mois, une flambée des prix s'en suivra. Une difficile situation pour les entreprises notamment au regard d'une fragmentation de plus en plus poussée de leurs chaînes de valeur. Plaidoyer pour une relocalisation ? Retenez un secteur de votre choix et analysez la question.

Concernant le coût du transport maritime, cela se mesure notamment par l'indice *Baltic Dry Index* (BDI). C'est l'un des indices clés du marché²⁷. Cet indice repose sur une moyenne de prix de 20 liaisons de transport en vrac sur des matières sèches (charbon, céréales, métaux...). Cet indice passera de 500 points en mai 2020, à près de 2000 points en janvier 2021, puis 3000 en avril 2021 jusqu'à 5600 en octobre pour évoluer ensuite dans les zones de 3000 points.



Source : BDI Index Chart / *Trading View*

En projection, nous pouvons toutefois penser à un retour à la normale dès lors que les nations retrouveront leurs régimes de développement plus habituels et que les mouvements de désorganisations actuelles s'estomperont.

²⁷ D'autres index existent tel le *Freightos Baltic Index* (FBI). Ce dernier est une mesure du coût du transport d'un conteneur. C'est l'un des indices clés servant de référence à l'analyse du fret en produits manufacturés. Et lui aussi connaîtra sur la période des envolées souvent encore plus marquées. Le prix d'un conteneur Shanghai – Tanger (Maroc) passera par exemple de 2500 USD à 10.000 USD. Cela s'explique en particulier par un manque de conteneurs disponibles sur le marché.

Quant au marché du travail mondial, il connaîtra sans surprise une croissance significative du chômage et une extension de la précarité, sur la base d'emplois « à la Amazon » pour dire les choses succinctement. Et cela dans les pays pauvres comme dans les pays riches, en Europe le Royaume Uni sans doute en tête.

Sur le plan des mauvaises nouvelles, la crise sera en effet majeure, et le stade de récession mondiale sera annoncé le 27 mars par la directrice générale du FMI, Kristalina Gueorgieva.



Conclusion

Face sombre : des dettes, des répliques de solutions passées, une crise profonde, mondiale, et une extension des précarités.

Côté lumière : de nouvelles prises de consciences sur la dépendance du monde à la Chine notamment, sans doute de profondes avancées dans les pratiques non conventionnelles des BCN, repenser aussi nos modèles face aux défis notamment écologiques, voilà en quelques mots les bouleversements à attendre de cette crise 2020.

A-Concepts et thèmes abordés :

Politique de *Quantitative Easing* – Monnaie - Monétisation de la dette – Euro bond – Dette/charge de la dette - Déflation - Green Deal / Pacte Finance Climat – Théorie de Keynes.

B-Acquis d'apprentissages attendus :

Savoir lire et analyser avec esprit critique les événements économiques et monétaires dans une situation de crise et en se gardant d'effets loupes et de clivage partisan dans l'interprétation des faits.

C-Question d'approfondissement :

Au regard des montants de dettes souveraines accumulées dans le bilan des banques centrales, un remboursement par les grandes nations est-il envisageable et si oui sur quelle base ? D'autres solutions sont-elles possibles ? En prenant appui sur le cas français, esquissez des voies de solutions et étayez-les par des données quantifiées.

D-Pistes de lecture

Les papiers de fonds sur le plan macroéconomique devraient sortir sous peu. En France, M. Aglietta, B. Coeuré, J.P. Fitoussi, D. Strauss Khan, D. Philon, ... sont des signatures à surveiller. O. Blanchard et D. Méda également sur le plan notamment du travail. Plus factuellement, lire *Les Echos* également ; ce journal est factuellement de bonne qualité pour une présentation pédagogique des événements économiques et des décisions politiques. Dans une grille d'analyse un peu distincte, la revue *Alternative Economique* est également

là et je ne peux que vous la recommander. Puis à compléter par des articles le plus souvent de très haute qualité avec les revues de l'École des Mines de Paris (*Gérer et comprendre - Réalité industrielle - Environnement*).

Sur les questions de fonds pour un développement économique en contexte de soutenabilité, quelques autres sources sont ici à retenir :

- Bourg, D., « *Le marché contre l'humanité* », PUF, 2019.
- Jany-Catrice, F., Méda, D., « *Faut-il attendre la croissance ?* », La documentation française, 2016.
- de Perthuis, C., Jovet, P.A., « *Le capital vert : une nouvelle perspective de croissance* », Odile Jacob, 2013.
- Grandjean, A., Dufrêne, N., « *Une monnaie écologique pour sauver la planète* », Odile Jacob, 2020

* * *

Chapitre 2

En période de crise, la bourse est aux anges ?



Sommaire

- 1- Crise Covid, CAC 40 et dividende
- 2- Finance heureuse et taux de chômage.
- 3- Trader, investisseur, et moi et moi et moi...
- 4- Intermède : « Aujourd'hui, c'est *Open Bar!* »
- 5- La finance de marché au profit des plus démunis ?
- 6- Pékin : communication à la poudre de Perlimpinpin.
- 7- « Le chemin des Dames ».

Introduction²⁸

Question d'étudiants

« Que va-t-il se passer sur la bourse ? »

*« Monsieur, que va-t-il se passer sur les places financières ? Et ne serait-il pas intéressant finalement d'investir en bourse ? »
(19 mars 2020).*

Loin des propos de sagesse de P. Rabhi sur de nouvelles marches possibles du monde, on change ici d'angle de vue : le marché financier. La question a été posée, tentons d'y répondre. Et face à la complexité des sous bassement, nous dépasserons ici le cadre plus ou moins lapidaire d'une réponse par mail.



Quelle réponse apporterait P. Rabhi ?

Loin des dérives mondiales de nos capitalismes financiers actuels, cet auteur prône un modèle radicalement différent reposant non sans bon sens sur une bioéconomie visant une sobriété heureuse.

²⁸ Un approfondissement des outils et analyses de ce chapitre est présent dans le manuel de cours « *La bourse : tout ce que vous avez voulu savoir sans jamais oser le demander* », BoD, 2021 (disponible sur votre intranet).

Au niveau de la réponse, cette dernière est simple et pour les intéressés, oui, c'est probablement le moment d'investir sur le marché financier...

Mais l'objectif de ce chapitre est davantage de vous transmettre des éléments cadres sur le fonctionnement de la bourse et de poser les questions des valeurs sous-jacentes. En d'autres termes, comprendre ce que signifie ce système d'allocation de ressources financières et savoir replacer le tout dans son contexte sociétal. Notre mondialisation actuelle face au choc des transitions à conduire nécessite cela.

Au préalable, rappelons un élément parfois contesté dans l'esprit du public : la bourse n'est pas que de diable, elle est aussi utile. Mieux, le marché financier est en réalité précieux. Cela car il permet des levées de fonds nécessaires au développement d'activités fécondes. Pensons aux innovations et aux réalisations dans les domaines des énergies, du médical, des transports, des télécommunications, de l'aérospatial, etc.

La question de fonds n'est donc pas là mais davantage dans la nature de sa réglementation, de sa gouvernance et de la fiscalité lui incombant. Car si les degrés de libertés et les vides juridiques sont nombreux, alors les dérives s'avèrent vite intenses. Et en 2020, n'est-ce pas le cas ? Sans hésitation, la réponse est là aussi positive, mais il ne s'agit là que d'une position subjective. Une finance dérégulée, mondialisée et peuplée d'intermédiaires localisés en off-shore financier. Et dans ce système d'obédience néo-libérale, les marchés financiers en représentent une pièce centrale. La clé de voute ?



NY Stock Exchange

De NY à Shanghai, de Londres à Moscou, de Tokyo à Paris, de Sao Paulo à Johannesburg, tout autour de la planète les places de marchés financiers sont omniprésentes. Des gouvernances actionnariales le plus souvent exacerbées, des prix de marché sur à peu près tout, des rationalités néo-libérales faisant fi des questions d'équité et de soutenabilité, seule la recherche de profits en ligne de mire. Et face à l'importance des liquidités injectées, il est à craindre que la crise 2020 ne fasse qu'intensifier ces logiques.

Il y a une urgence à former le plus grand nombre à ces questions de la finance. Tel est l'objectif recherché dans ce chapitre : approcher cette institution et son fonctionnement, le tout dans un contexte particulièrement singulier, celui de la crise 2020, c'est-à-dire où tout se trouve exacerbé. Mais n'est-ce pas là un merveilleux terreau pour les compréhensions ?

1. Crise Covid, CAC 40 et dividende

De la crise Covid à la crise financière

Après la crise de 1929 et celle de 2008 (la crise des *Subprimes*), les 9 et 12 mars 2020 représentent les journées historiques de la chute des places financières mondiales.

Concernant la bourse parisienne, la séance du 12 mars va ainsi témoigner de sa plus forte baisse depuis la date de création de l'indice CAC 40 en 1988 : - 12%. Les autres places vont enregistrer des impacts similaires et la récession mondiale va être déclarée quelques jours plus tard.



Le monde est placé à partir de mars 2020 dans une période exceptionnelle de chutes, puis de variations erratiques des cours. C'est-à-dire de perspectives de pertes comme de gains. Elles sont très rares en de telles métriques. La raison provenait de cours initiaux situés à des niveaux élevés. En France, entre 2011 et 2020, l'indice CAC 40 était ainsi monté de 3000 points à plus de 6000 points. 100% de croissance, soit environ 8% de taux de croissance annuelle moyen. Pendant ce temps, le PIB quant à lui évoluait sur un régime de 1.3% par an.

De par les niveaux atteints, une correction était donc hautement prévisible. Et cela sur l'ensemble des places financières mondiales : NYSE, Tokyo, Francfort, Shanghai, Londres, Paris.... Car ne pas oublier que la place parisienne ne représente qu'une faible partie de la capitalisation boursière mondiale. L'essentiel reste de très loin positionné sur la place de New York. La crise Covid va être l'étincelle de la crise financière.

A partir de la mi-mars, les gains possibles par les plus-values vont se révéler colossaux, parfois de l'ordre de 100% sinon plus, sous réserve du respect toutefois de quelques règles prudentielles élémentaires.

2020, le grand plongeon, donc des perspectives de profits pour les mieux informés.

Comme nous l'avons vu, le cours des actions²⁹ a considérablement chuté durant le mois de mars 2020. Beaucoup de valeurs se sont alors trouvées significativement sous côtés. Une perte dans un premier temps, mais l'investisseur actif n'avait ensuite que l'embarras du choix pour prendre des positions rémunératrices, dès lors qu'il ne soit pas contraint par un besoin de liquidité.

²⁹ Rappelons qu'une action représente une part de capital d'une société. Cela confère un droit à obtenir une fraction des bénéfices et de vote pour désigner le dirigeant de la société.



Source : Euronext* / Trading View. (20 Mars 2020)

Evolution de l'indice CAC 40 sur une année. Puis de la fin février 2020 à la mi-mars, une chute de 6100 points à 3700 points va être enregistrée. Bien des perdants donc. Principalement, qui ? Etaient-ils les mieux conseillés ? Puis en 2021, un CAC renouant avec le niveau des 6600 points. Bien des gagnants donc. Principalement, qui ?

Un investisseur actif est un agent analysant une batterie d'indicateurs techniques et veillant à prendre ses bénéfices à l'issue d'une période rémunératrice. En cela il opère de continuelles décisions d'achat et de vente sur son portefeuille.

Capital versus travail ?

Ce sont les travailleurs les véritables créateurs des richesses, parfois peut-être se rappeler quelques évidences : les infirmiers, les boulangers, les charpentiers, les maîtres d'école, les gardiens de la paix et de la démocratie, les acteurs de l'industrie, les agriculteurs, les sapeurs-pompiers, les postiers, les livreurs, les restaurateurs, ...

Et bien souvent ce sont eux les plus durement touchés par la crise. Ceux qu'il faut pourtant protéger. Les citoyens, pas les traders ou autres financiers en salles de marché trop souvent aveuglés par les seules logiques d'analyses par graphiques, de critères techniques et autre trading en haute fréquence³⁰. Des agents le plus souvent déconnectés de l'économie réelle. Et le tout en sollicitant l'Etat en *Crédit Impôt Recherche* (CIR) pour développer ces types de produits et autres algorithmes. Pour quelle finalité ? Est-ce-là cohérent ?

Le divorce entre le capital et le travail



³⁰ Logiciel en salle de marché fonctionnant à des fins spéculatives sur des modèles générant 50.000 opérations par seconde.



Nos sociétés ont décidé par des choix politiques de privilégier les détenteurs du capital et non pas le travail. Les dérégulations opérées sur le secteur de la finance depuis la décennie 1980 n'ont jamais été remises en cause mondialement. Ni les privilèges et les aides octroyées aux acteurs du secteur. Cela participe à une distorsion entre la rémunération du capital et celle du travail. Les placements opérés sur les marchés financiers en représentent un des leviers clés.

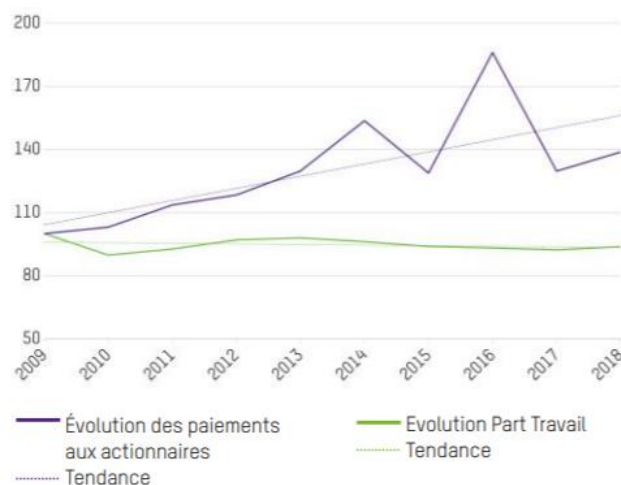
A quand une COP de la fiscalité vis-à-vis des asymétries de pouvoir dont bénéficient le secteur de la finance ?

En France, une ou deux mesures fiscales simples pourraient-elles réduire cet écart ? Comment ?

Par exemple, est-il impossible de plafonner la part des bénéfices alloués aux actionnaires ?

Ou encore de réduire les écarts de salaires entre les salariés au profit d'un partage de la valeur ajoutée plus équilibré ?

Evolution de la distribution de la valeur ajoutée (Travail/Actionnaires) au sein des sociétés CAC 40 (2009-2018)



Base 100 en 2009.

Source : Oxfam « Evolution de la répartition de la valeur au sein du CAC 40 » (période 2009-2018)

Par ailleurs, sur les trois dernières décennies la part du secteur financier a plus que doublé dans le PIB dans la plupart des pays, et la France n'échappe pas à la règle³¹. Se trouve au final une sur-financiarisation

³¹ Sur ces questions, se reporter notamment aux travaux de Bréaud, P. « *Finance et inégalités* », Revue Après Demain, n°38, 2016, Morin, F., « *L'Hydre mondiale : l'oligopole bancaire* », Lux Ed., 2015 ; Oxfam, « *Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent* », (disponible en ligne), rapport Oxfam 2018 ; Oxfam, « *CAC 40 : des profits sans partage* », Rapport Oxfam, 2019 ; Thomas Piketty, *Le Capital au XXI^e siècle*, Éditions du Seuil, 2013 ; Joseph E. Stiglitz, *La Grande Désillusion*, Fayard, juillet 2002 ; Stiglitz, J., « *Peuple, pouvoir et profits* », Ed. les Liens qui libèrent, 2019.

de l'économie et il s'agit là d'un des facteurs explicatifs de l'accroissement des inégalités au sein des populations.

« Crise Covid, CAC 40 et dividende »

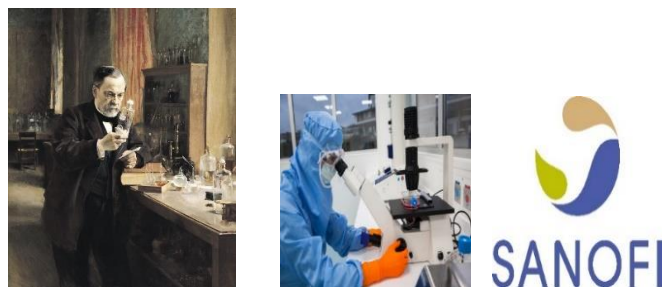


En avril 2021, l'on va apprendre par « *L'Observatoire des multinationales* » que l'ensemble des sociétés du CAC 40 ont été massivement aidées par l'Etat français afin de traverser la crise : mesure de chômage partiel, aides financières multiples, etc. Des mesures sans doute adoptées à raison.

Mais dans le même temps, à la fin de 2020 l'on apprendra par le même Observatoire que ces sociétés verseront à leurs actionnaires 51 MM d'euros de dividendes. En hausse de 22% par rapport à l'année 2019... Alors même que les profits n'étaient pas au rendez-vous du fait de la crise. Une chute des profits de 55% sur l'année en moyenne du CAC 40.

En données cumulées, un équivalent de 140% des profits vont être ainsi versés à titre de dividendes aux actionnaires. C'est-à-dire des rémunérations actionnariales largement au-delà des profits réalisés. Sans compter bien sûr les plus-values généralement réalisées par les actionnaires au regard de l'évolution des cours en bourse.

Ce qu'une PME ne peut faire, un grand groupe le peut donc. Dans la liste l'on peut nommer les sociétés Total, Sanofi, LVMH, Accor, Société Générale, BNP Paribas, ...



Durant la crise Covid, le pays de Louis Pasteur va briller par son incapacité à trouver un vaccin. Le géant pharmaceutique français Sanofi ne va trouver ni le vaccin ni ne va décider de développer ses efforts en RD, mais au contraire va opter pour une suppression de 1700 postes dans le monde (dont 1000 en France). Et dans le même temps, va verser 4,8 MM d'euros à ses actionnaires.

Quant à son dirigeant, il sera le patron le mieux rémunéré du CAC 40 sur la période 2009-2018, avec une rémunération annuelle moyenne de 8,9 millions d'euros. Existe-t-il une cohérence entre la rémunération du dirigeant et la pertinence de la stratégie et des résultats obtenus par le groupe ? Quel est l'objectif prioritaire de la société Sanofi ? Soigner la population ou rémunérer ses actionnaires ? Le tableau semble complet et les esprits critiques avanceront qu'il s'agit là d'un archétype d'une *Corporate Governance** en « *Share Holder** ». Sans doute.



Source graphique : Oxfam « *Les grands gagnants du CAC 40* », 2020.
Entreprises ayant versé le plus de dividendes entre 2009 et 2018
Total, Sanofi et Engie en médaille de bronze.

Non sans lien, le fond financier américain Black Rock (aux côtés d'autres grands *Hedge funds* américains) reste l'un des grands actionnaires du groupe Sanofi. Mais bien sûr, d'autres raisons expliquent cet échec du groupe à parvenir à la mise au point d'un vaccin durant la pandémie 2020-2021. Les questions économiques sont rarement simples.

Question ouverte : entre le capital et le travail, les gagnants ne sont-ils pas les détenteurs de capitaux ? Et le marché financier n'en serait-il pas une des explications racines ? Sur ces questions, se reporter aux travaux d'A. Gethin, D. Méda, C. Martinez-Toledano, E. Saez, T. Piketty et G. Zucman³².

Capitalisme de Casino ?

(mise à jour novembre 2021)

Source : Boissin, O. « *La bourse : tout ce que vous avez voulu savoir sans jamais oser le demander* », Ed Série « Off », 2021.

Partons d'un constat : un an après le début de la crise Covid (avril 2021), le cours de l'action de la société McPhy va coter non plus 5 € comme en mars 2020 mais 30 € le titre... McPhy est une start-up grenobloise spécialisée sur les techniques de stockage de l'hydrogène. Elle fait partie de ces entreprises à haut potentiel³³ orientée en *Green Techno* et éligibles en PEA.

Quant au CAC 40, l'indice ne sera plus à 3500 points, mais à 6000 points sinon plus. Le franchissement de la barre des 7000 points sera dépassé en novembre 2021.

Ainsi, posons une hypothèse : un étudiant ayant décidé de demander l'ouverture d'un « Prêt étudiant » de 30.000 € (à taux 0% ou 0,5% et remboursable en différé) afin de le placer sur la place parisienne, son avoir graviterait un an plus tard -et sans guère de risques- autour de 50.000 ou 60.000 €.

Et si l'étudiant en question se révélait peu averse au risque et avait décidé de miser une partie de son prêt non pas sur le seul compartiment guère risqué du CAC 40 mais aussi sur l'action McPhy, ses gains en seraient beaucoup plus

³² Saez, G., ; Zucman, G., « *Le triomphe de l'injustice - Richesse, évasion fiscale et démocratie* », Seuil, 2020. ; Piketty, T., « *Capital et idéologie* », Seuil, 2019 ; A. Gethin, C. Martinez-Toledano, Piketty, T., « *Clivages politiques et inégalités sociales : une étude de 50 démocraties 1948-2020* », EHESS Seuil, 2021.

³³ Depuis 2019, cette PME témoigne d'un chiffre d'affaires en augmentation d'environ 50%. McPhy est une entreprise qui passe en phase d'industrialisation sur des produits à très hauts potentiels liés aux questions de développement durable, le tout avec des participations financières majeures de grands groupes, notamment Air Liquide et EDF.

significatifs bien évidemment. Le tout sans rien faire, hormis l'ouverture du prêt au banquier, et une fois la ligne de créance inscrite sur son compte bancaire, quelques clics informatiques passés entre deux sessions de cours Zoom.

Et pendant ce temps, l'ouvrier du bâtiment, le caissier de Lidl, le tâcheron des micro-clics informatiques ou encore le livreur d'Uber Eats sur son vélo vont continuer de travailler, de pédaler, de jour comme de nuit, pour des salaires le plus souvent bien maigres. Dans le langage commun, l'on nomme parfois cela un capitalisme générateur d'inégalités, sinon de Casino. Il est vrai, l'expression n'est sans doute pas sans quelques fondements.



2. Finance heureuse et taux de chômage

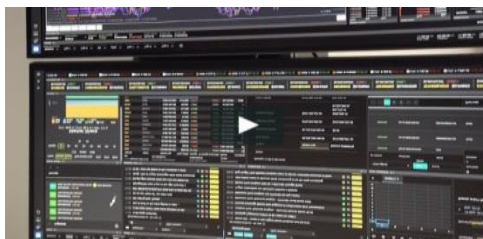
Le capitalisme mondial est placé depuis la décennie 1980 sous l'hégémonie d'une poignée de banques systèmes et de grands fonds d'investissements.

Ne point voir ici de théorie fumeuses complotistes ou autres inepties dont notre monde raffole, il s'agit simplement de la réalité. Côté banques, pensons aux ICBC³⁴, JP Morgan-Chase, Bank of America, HSBC, UBS, Deutsch Bank, BNP-Paribas, ... et côté fonds d'investissement, aux Carlyle, KKR, Apollo Global Management, BlackRock, Vanguard Capital, ... la liste semble comme interminable mais les pouvoirs sont en réalité concentrés, le secteur de la finance demeurant plus que jamais oligopolistique³⁵.

³⁴ ICBC pour *Industrial and Commercial Bank of China*. Dans le secteur des banques, il s'agit là de la première capitalisation boursière* mondiale. Quelques 300 MM US\$ et une gestion d'actifs d'environ 4.000 MM US\$. En comparaison, BNP-Paris, la 9^e plus grande banque mondiale, détient une capitalisation boursière d'environ 60 MM US\$, et une gestion d'actifs d'environ 2000 MM US\$. De loin, les plus grandes capitalisations bancaires mondiales sont chinoises et américaines.

³⁵ Une structure oligopolistique signifie la présence de peu d'offreurs par rapport au nombre de demandeurs. Il en résulte un pouvoir de marché au profit de ces quelques offreurs. Appliqué au secteur de la banque-finance, cela signifie que le top 10 mondial des grandes banques dispose d'un pouvoir de marché considérable. Le secteur est dit concentré, ce qui est le cas à l'échelle mondiale au niveau de la finance, même si une multitude de banques commerciales et d'affaires existe bien évidemment (plusieurs centaines sinon milliers). Mais la plupart n'ont qu'un pouvoir de marché très restreint par rapport aux quelques grands acteurs de la finance, ces derniers étant principalement des groupes américains (Bank of America, Goldman Sachs, JP Morgan and Chase, ...) et chinois (ICBC, Bank of China, Bank of Shanghai, ...), mais aussi japonais, britanniques, allemands et français. On parle alors d'un oligopole frangé.

Qu'est-ce qu'un fonds d'investissement ?



Un fonds d'investissement est une société publique ou privée qui place de l'épargne d'acteurs sur différents titres financiers. Par fonds public, on parle parfois de fonds souverain lorsque c'est l'Etat qui en est le détenteur. Il place alors de l'épargne nationale.

Un fonds de pension repose quant à lui sur des placements issus d'acteurs versant une épargne au gestionnaire d'un fonds, cela en prévoyance d'une retraite qui leur sera versée à échéance. Il s'agit d'un système de pension par capitalisation individuelle. Très développé au sein des pays anglo-saxons, en Europe ce système peut également être complémentaire à un système de retraite par répartition.

D'autres fonds d'investissement privés existent, à vocation plus ou moins spéculatives. On parle alors de *Hedge Funds* pour caractériser ces derniers. Les prises de risques sont plus importantes afin d'accroître les espérances de gains. Selon leur taille, ces fonds privés peuvent engager des volumes de placement plus ou moins importants, parfois gigantesques.

Que ce soit en fonds privé ou fonds public, les placements concernent principalement des prises de position sur les marchés actions* ou obligations*. S'il s'agit d'actions, le fonds devient alors le propriétaire de l'entreprise au prorata des actions détenues. Mais d'autres produits peuvent être retenus selon les stratégies : matière première, produits sur marchés à terme, devises, cryptomonnaie, ... tout un ensemble d'actifs.

L'objectif d'un fonds financier est d'optimiser le retour sur investissement de ses placements, notamment opérés sur les marchés financiers. Pour les fonds souverains, d'autres raisons stratégiques lui sont liées, d'indépendance stratégique notamment.

BlackRock, c'est l'un des plus grands -sinon le plus grand mondialement- gestionnaires de fonds. 6.000 ou 7.000 milliards US\$ de gestion d'actifs de nos jours, on ne sait plus trop. Historiquement, il s'agit d'un grand investisseur sur les énergies fossiles, mais aussi dans bon nombre d'autres groupes mondiaux tels les GAFA, Macdonald, Wal-Mart, Unilever, Pepsi-Co, Caterpillar, General Electric, ... si l'on ne retiens ici que les Etats-Unis en pays d'élection.

En France, il est présent dans la plupart des grands groupes du CAC 40 également : Safran, Thalès, Bouygues, L'Oréal, Total, Sanofi, ... et il en est de même en Allemagne, au Japon, en Chine, au Brésil, etc. C'est donc l'un des grands propriétaires des groupes de la planète.

Le fonds par sa gestion active de son portefeuille est réputé pour imposer aux managers des rationalités actionnariales élevées sinon exacerbées. Objectif : opérer des retours sur investissements les plus élevés possibles. Mais ce fonds ne se limite pas à cela. Il influence également les plus hautes instances politiques internationales, que ce soit aux Etats-Unis ou en Europe, pour cette dernière directement au niveau de la Commission Européenne. C'est ce fonds qui explique par exemple aux élites politique de l'UE ce que doit être la politique environnementale européenne. Cette question peut interpeller car BlackRock est dans le même temps le principal financier de l'oligopole mondial du pétrole.



Larry Fink est à la tête du plus grand gestionnaire d'actifs financiers mondial. Un fonds affichant tous les records et déséquilibres. Il est l'un des symboles maîtres du divorce entre le capital et le travail. Et du modèle d'un capitalisme financier destructeur de ressources environnementales³⁶.

Concernant les salariés du fonds, c'est-à-dire 14 000 personnes dont principalement des financiers s'employant à la gestion du fonds, le salaire médian est de 140.000 US\$. C'est-à-dire un peu plus que le salaire médian d'un employé de Mac Do, de Wal-Mart ou de Uber Eats n'est-ce pas ?

Quant à la palme d'or, elle revient à son patron L. Finck, avec quelques 20 ou 25 millions d'USD de revenu bon an mal an. La finance heureuse.

Un contexte 2020 placé sous hautes turbulences économiques

Ce n'est là un secret de Polichinelle pour personne, les investissements en actions sont risqués par définition. En 2020 un indice CAC 40 à 3600 points ne garantissait en rien qu'il ne chuterait pas à des seuils inférieurs. Il n'existe guère de visibilité sur l'évolution des cours, notamment dans un contexte mondial de pandémie.

C'est donc une incertitude qui va dominer sur les marchés action, que ce soit en Europe, aux Etats-Unis, en Chine, en Inde, en Afrique, etc. car les économies sont interdépendantes. Si la bourse de New York enregistre une chute prononcée, la tendance sera de même enregistrée rapidement sur les places de Tokyo, de Londres, de Francfort, de Paris, ...

Dans le cadre de la crise Covid, le balancier donnera raison à une hausse rapide et significative des indices. A l'été 2021, le CAC 40 va ainsi coter non pas 3 600 points mais 6 700 points. Pour autant, le monde va rester plongé dans de difficiles conditions socio-économiques. La bourse peut ainsi témoigner d'un relatif décrochage entre le niveau de ses performances financières et les agrégats macroéconomiques des nations, notamment ceux concernant le taux de chômage.



La crise Covid va en particulier frapper les pays émergents (Afrique, Inde, Amérique Latine, etc.) car ces derniers souffrent d'un manque d'infrastructures publiques, de faibles budgets et de faibles moyens pour relancer leurs

³⁶ Pour une analyse de cet empire financier, cf. le reportage d'Arte « *Le monstre de Wall Street : BlackRock* » (17/9/2019) disponible sous You Tube (1h30).

économies. Par ailleurs, ils sont principalement peuplés d'habitants pauvres et ne bénéficiant pas d'amortisseurs sociaux.

En Chine par exemple, l'un des principaux moteurs du PIB est l'exportation. Sans porte-conteneurs qui partent des ports de Shanghai, de Ningbo, de Tianjin ou de Hong-Kong, la nation se trouve rapidement impactée. Le tout dans un contexte d'économie nationale marquée par des surcapacités chroniques de production. La crise Covid en cela va être difficile à traverser durant l'année 2020.

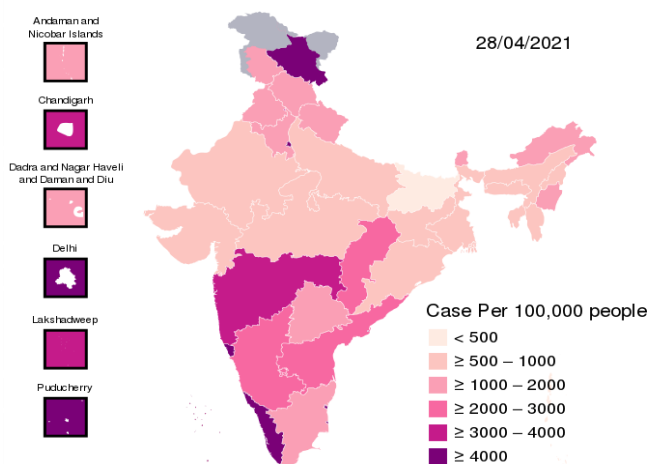
Chine : des surcapacités chroniques de production dans la plupart des secteurs (logement, automobile, sidérurgie, biens de consommation courante, ...).



En dépit des actions de soutiens des activités par l'Etat central, l'économie du pays se heurte à de forts déséquilibres car les exportations sont dépendantes des perspectives de la croissance mondiale. Par ailleurs, la consommation intérieure de la nation par habitant reste structurellement faible. Les chinois sont souvent prévoyants et averses aux risques. Cela s'explique par des anticipations de dépenses sociales/santé à prévoir pour subvenir aux besoins des parents, ainsi qu'au coût du logement et des dépenses pour élever l'enfant unique.

En Inde, les raisons en sont différentes, mais les conséquences de la crise sont tout autant complexes sinon critiques.

***En 2021, l'Inde sera frappée de plein fouet par la crise Covid.
Une anarchie fonctionnelle à son paroxysme en découlera
Et une explosion du taux de pauvreté*.***



Cas de Covid par million d'habitants
Source : *Wikimédia Commons* – Shanze1 (avril 2021)

Inde, 2021, l'année va être sous le signe d'une désorganisation rarement connue à une telle ampleur suite à la piètre gestion de la pandémie par le gouvernement N. Modi. Il en a résulté un drame sanitaire sans précédent, avec quelques 3000 morts journaliers, et une désorganisation massive des infrastructures notamment de santé face à l'ampleur des cas de contamination à gérer.

Cela s'est traduit également par une chute sans précédent de l'économie du pays, avec une récession de plus de 20 points de contraction du PIB, une très forte croissance du taux de chômage et de la pauvreté dans un pays où l'immense majorité de la population est constituée de travailleurs indépendants et à très faible pouvoir d'achat. De 2019 à 2021, le taux de pauvreté va ainsi passer de 20% à environ 50% de la population, le tout dans un pays comptant près d'1,4 milliard d'habitants.

* Le taux de pauvreté mesure la proportion d'individus dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté, c'est-à-dire à la moitié du revenu médian de la population totale.

Concernant les nations ne disposant pas de monnaie forte ni de marges budgétaires, la solution pourrait venir du FMI à travers une utilisation de ses Droits de Tirages Spéciaux (DTS³⁷). Dans le cas contraire, sans soutiens forts par les grandes institutions internationales l'on peut craindre une situation critique pour les pays pauvres : ceux de l'Afrique, l'Inde, le Bangladesh, le Moyen Orient et Proche-Orient, l'Asie du sud-est, l'Amérique Centrale, l'Amérique Latine, ...

Le tout dans une dynamique de cercle vicieux car le monde est systémique : risque de montée des violences, des flux migratoires, des tensions sur le marché des denrées alimentaires, un choc de la demande, etc. Si une crise économique commence généralement par le décrochage des valeurs sur les marchés financiers, elle s'étend ensuite à l'ensemble de l'économie réelle puis franchie rapidement les frontières. Tel est généralement le scénario classique.

Crise financière : la « prophétie auto-réalisatrice »



M. Aglietta.

La crise Covid sera profonde et avec un risque élevé de « prophétie auto réalisatrice » : cela signifie la chute des cours sur les places financières, la contraction des effets de richesse, donc aussi des consommations et l'apparition des faillites notamment des petites structures. Il en découle de nouvelles perspectives baissières, etc. C'est ainsi un cercle vicieux qui s'auto réalise³⁸. Cette analyse a fait l'objet de développements théoriques notamment en France par les économistes Michel Aglietta et André Orléan, et aux Etats-Unis par Robert Schiller.

³⁷ Un DTS repose sur un panier de cinq devises : l'US \$, l'euro, le yuan, le yen et la livre sterling. Le FMI dispose d'un stock important de DTS et peut ainsi les prêter aux pays pauvres ou émergents.

³⁸ Sur ces questions, se reporter aux travaux de M. Aglietta, d'A. Orléan et de R. Schiller en particulier. M. Aglietta et A. Orléan « *La monnaie entre violence et monnaie* » Odile Jacob Ed., (2002) ; et « *Les esprits animaux : Comment les forces psychologiques mènent la finance et l'économie* » par G.A. Akerlof, R. J. Shiller et C. Faure-Geors (Traduction), Pearson Education (2009)

Small is Beautifull ... et Big is Powerfull!

Tout ce qui a été sévèrement impacté par la crise Covid représente les titres à plus fort potentiel d'évolutions positives : l'aérien et le pétrole, les transports, l'énergie, les biens de consommation, le bâtiment, certaines matières premières ou devises, etc.

En d'autres termes, les titres de type Airbus, BNP-Paris, Safran, Thalès, Danone, Vicat, PSA, Total, Technip, Eiffage, Bouygues, Engie, Air France, Michelin, ST, ... ont témoigné de considérables chutes ... et donc pour l'investisseur représentent de très forts potentiels de reprise. Sans guère de risques par ailleurs pour d'aussi grands groupes. Le luxe et LVMH aussi ...

Et l'après crise Covid validera haut la main tout cela.

« *Merci Patron !* »



Film de F. Ruffin (2016) sur une rocambolesque histoire de deux ouvriers fabriquant à Valenciennes des costumes Kenzo dans une usine du Groupe LVMH. Suite à une décision de délocalisation du site en Pologne afin d'optimiser les profits du groupe, le couple va se trouver dans le désarroi et sans ressource. Un coup de poker est alors tenté envers le groupe de Bernard Arnault, et ce dernier va tomber dans le piège tendu.

Mêlant humour et détresse humaine, une histoire vraie pleine de légèretés. Cela dit, si nous prenons du recul sur ces questions de gouvernance et de respect des collectifs de travail, soulignons que le groupe LVMH est loin d'être le plus mauvais des élèves sur la question de la RSE.

On ne peut toutefois en dire autant pour des structures de taille intermédiaire, ou encore pour les PME. Là réside une inégalité additionnelle de la bourse : en situation de crise, les positions ne se feront guère sur les petites structures estimées trop à risques. Car les banques leur offriront une porte fermée, et l'Etat ne les connaît. Les investisseurs privilégieront alors des valeurs estimées refuges et porteront leur position sur les grands indices.

Crise mondiale et taux de chômage

Sans surprise la crise va se solder par un nombre considérable de faillites et une hausse considérable du chômage dans la plupart des nations. Aux Etats-Unis, du 15 au 30 mars 2020, 10 millions de travailleurs vont ainsi s'inscrire au chômage. En Europe, les tendances enregistrées ont été similaires : près d'un million de chômeurs vont être comptabilisés fin mars en Espagne. La crise du Covid va se solder mondialement par des dizaines de millions de nouveaux chômeurs.



Etats-Unis : entre le 15 et le 30 mars 2020, la nation va compter 10 millions de nouveaux demandeurs d'allocation chômage. La crise du Covid 19 va se solder par un lourd bilan sur le plan du chômage mondial. Cela notamment par le fait que l'essentiel des emplois mondiaux sont concentrés dans des TPE et des PME. En Chine par exemple, cela représente 80% des emplois. Or, notamment dans les services, les petites structures vont être les premières frappées par la crise (hôtel-restauration, services à la personne, activités sportives et culturelles, artisanat, ...).

Encadré 5

Crise Covid et taux de chômage : où en sommes-nous ?

« La crise du coronavirus fait exploser le chômage aux Etats-Unis »

Par [Epoch Times avec AFP](#)
2 avril 2020

Source : <https://fr.theepochtimes.com/la-crise-du-coronavirus-fait-exploser-le-chomage-aux-etats-unis>

« Le nombre de nouveaux demandeurs d'allocations chômage a explosé aux Etats-Unis en une semaine, du jamais vu, sous l'effet des mesures draconiennes prises par les autorités pour endiguer la pandémie provoquée par le nouveau coronavirus.

Près de 6,65 millions de personnes ont poussé la semaine dernière les portes des agences pour l'emploi, s'ajoutant aux 3,3 millions de personnes de la semaine précédente.

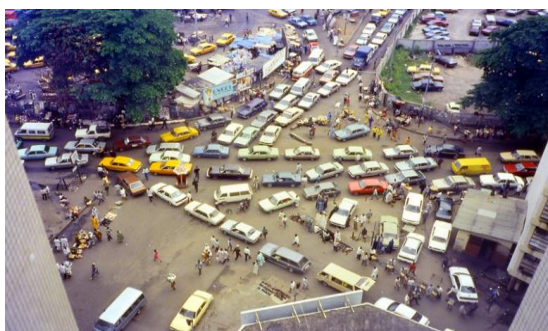
Sur deux semaines, ce sont ainsi près de 10 millions de personnes qui se sont inscrites pour recevoir une allocation chômage.

L'épidémie de virus de Wuhan touche désormais l'ensemble des 50 Etats américains, et si tous les secteurs sont concernés, les services et la restauration sont en première ligne, selon l'enquête publiée jeudi par le département du Travail ».

(...)

Cette question centrale de l'emploi se pose dans beaucoup de pays historiquement développés, mais également dans les pays émergents comme la Chine, l'Inde, le Nigéria, le Bangladesh, l'Indonésie, les pays du Maghreb, ... Les pays les plus durement touchés sont souvent ces pays pauvres ou émergents. Il s'agit là de « la tragédie des émergents »

La tragédie des émergents



Lagos (Nigéria), un exemple de nation en anarchie fonctionnelle.

Sans solution à l'extension du virus, les plus grandes menaces restent dans les pays émergents à forte densité de population. Cela de par le manque d'infrastructures publiques, d'un niveau élevé de pauvreté et d'un déficit d'organisations. Ici Lagos, la capitale du Nigéria. Une ville qui va passer de 4 à 20 millions d'habitants en vingt ans. En 1990 la nation comptait 100 millions d'habitants, 200 millions en 2020, et devrait en compter 500 millions en 2050. Il s'agit de même de nation qui seront frappées de plein fouet par le changement climatique alors même que le taux d'émission CO2 par habitant est faible.

Michelin n'est pas Dexia

Retour aux décisions microéconomiques : si la RSE vous semble un critère important dans vos arbitrages, sur le marché action les sociétés peuvent être discriminées selon ce principe. Ainsi, le groupe Michelin ne peut être confondu avec Good Year, les banques Dexia, Société Générale ou autre HSBC avec le Crédit Coopératif ou la Banque postale, Lactalis n'est pas Danone, Springer Publishing n'est pas Acte Sud, H&M n'est pas Patagonia, Total n'est pas Vestas³⁹, Orange n'est pas Somfy, Nike n'est pas Décathlon, etc. Chaque société détient sa propre histoire, ses valeurs, sa culture.

Il est important de connaître l'activité de l'entreprise et de quelle manière cela se réalise. A l'extrême, certaines sociétés sont adeptes de pratiques dignes d'un esclavagisme industriel de type Foxconn⁴⁰, d'autres de douces hypocrisies de type Glencore, Texaco, Nestlé, ..., et d'autres véritablement soucieuses de RSE, ou tout au moins de l'approcher le mieux possible, de type Michelin, Patagonia, Danone, Somfy, Schneider, Decathlon, ...

Certaines entreprises aux gouvernances démocratiques décident même d'adopter un statut d'économie sociale et solidaire (ESS), telles des Scop comme Acome, Alma, Ardelaine, Biocoop, le pain du Cairn, S.E.T. Saint-Jeoire, ... Mais concernant ces dernières, elles ne sont pas cotées sur le marché financier.

Si la communication de la société paraît absconse, il ne s'agit pas là d'un bon signe. Il faut savoir rechercher les grandes masses de l'information comptable et financière, mais se fier également à son intuition, elle représente souvent un bon guide. Pensez ensuite les futurs possibles car la bourse est une vigie : elle est en avance sur les tendances. L'entreprise va-t-elle être portée par les développements à venir ? Nous retrouvons de nos jours la question centrale du développement durable. L'investisseur peut alors retenir dans son portefeuille des sociétés positionnées sur ces marchés (Vestas, Northvolt, EDF, EDP Renovaveis, BayWa, Naga Solar, ...) ou encore sur des Trackers ETF, c'est-à-dire des indices répliquant des indices boursiers ici orientés écologie de type *Clean Energy*, *BNPP Low Carbon Europe*, *Lyxor*, ...

³⁹ Leader mondial sur le marché de l'éolien.

⁴⁰ Il s'agit du plus grand groupe industriel mondial en termes d'effectifs : 1,3 millions de salariés, le plus souvent localisés sur des sites chinois et travaillant dans des conditions difficiles sinon critiques.



Lyxor Green Bond est un Tracker ETF reposant sur un panel d'activités en investissement durable. Ce produit financier est indexé sur un indice vert, l'indice *Solactive Green Bond* composé d'environ une centaine d'obligations⁴¹ vertes inscrites dans les domaines de la biomasse, le solaire, la géothermie, l'agro écologie, etc.

Au regard du plan de la Commission Européenne, que ce soit sur l'énergie, les moyens de transports peu carbonés, les technologies vertes, les projets en compensation carbone, bien des opportunités de placements sont ouvertes par les ETF. Certes, dans l'immédiat les gains sur un plan strictement financier ne seront pas toujours au rendez-vous car ces indices *Trackers* se réfèrent par définition à des produits consolidés. Ces placements permettent par contre à l'investisseur de répartir ses risques.

Plus largement, il convient de surveiller les secteurs qui vont être directement portés par les plans de relance décidés depuis 2020 par les trois premières puissances économiques mondiales : Etats-Unis, l'Europe et la Chine.

Puis de cette vue panoramique il faut ensuite descendre à une granularité plus fine : quels sont les impacts possibles par segment d'activité et au niveau des entreprises. Si l'on se positionne sur l'indice CAC 40, des entreprises de type EDF, Air Liquide, Schneider, Engie, Bouygues par exemple sont à surveiller de près ...

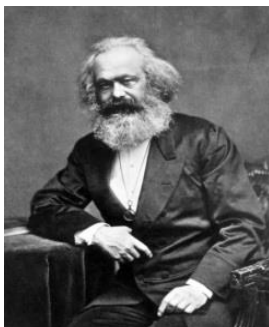
Au final, l'analyse macroéconomique est précieuse, les deux domaines de l'économie et de la finance étant profondément liées. Même si l'on peut déplorer depuis la décennie 1980 que ces deux volets restent loin d'être traités sur un pied d'égalité par les autorités politiques.



R. Reagan - M. Thatcher. La décennie 1980 marque un tournant historique en privilégiant un capitalisme à dominante dérégulée et financiarisée plus que de résilience.

⁴¹ Une obligation est un titre de créance à long terme (supérieur à sept ans) qui conduit au versement d'un intérêt fixe émis par l'Etat (OAT) ou par l'entreprise émettrice de l'emprunt. Ici il s'agit d'entreprises dont les activités sont orientées sur le marché de la transition écologique. Comme son nom l'indique, les échanges d'obligations s'effectuent sur le marché obligataire.

Mais ne cherchons pas ici à approfondir les pensées de R. Reagan et de M. Thatcher mais celui de l'improbable couple K. Marx et A. Rimbaud.



K. Marx (1818-1883)

Monsieur Marx, il s'agissait là d'un très grand penseur doublé d'un prolifique auteur. Pas besoin d'être marxiste pour avancer cela, l'évidence s'impose. Ses détracteurs, promoteurs le plus souvent de totalitarismes collectivistes vont toutefois faire ce que l'on connaît de sa si riche pensée. Karl Marx serait sans doute bien surpris de voir de quelle manière l'on a interprété ses analyses.

Selon cet auteur, le monde capitaliste repose sur une dialectique entre des exploiters et des exploités, et puise ses racines dans une contradiction entre la rentabilité du capital et celle du travail. Tout cela semble un peu binaire mais n'est guère erroné sur le fond. Les exploiters sont ceux détenant le capital, ce dernier se concrétisant en actifs, des biens d'équipement et autre « travail mort ». Il s'agit d'un monde de dominants où les verbes être et avoir se trouvent finalement confondus : « on est si l'on a ».

Quant aux exploités, il s'agit dans leur grande majorité d'humains non pas de la classe bourgeoise mais des prolétaires : le « travail vivant » dans la terminologie marxiste. Ces derniers n'auront d'autres choix que de travailler plus ou moins en aliénation afin de percevoir un salaire de subsistance, c'est-à-dire un salaire permettant le renouvellement de leur force de travail.

Un monde inégal donc, appelant le prolétariat à une lutte internationale des classes afin de renverser le capitalisme au profit d'une société plus juste.

Thomas Piketty dans son ouvrage maître « *Le capital au XXI^e siècle* » va l'énoncer de son côté en données actualisées : la rentabilité du capital est supérieure à celle du travail durant le XX^{ième} siècle jusqu'à nos jours. Il en découle des inégalités dans la répartition des richesses, notamment au profit des classes très riches. Après la parenthèse des trente glorieuses, ce déséquilibre ne va faire que s'intensifier : de 1980 à nos jours, les tendances en sont exacerbées, et cela à l'échelle mondiale.

K. Marx dans les temps plus anciens écrivait : *le capitalisme étend par sa logique interne d'appropriation de la plus-value, son modèle à l'ensemble de la planète.*

Les deux auteurs convergent finalement sur la question de l'inégalité inhérente au capitalisme. Un divorce entre le capital et le travail est souvent constaté, et en son cœur le marché financier en est tout sauf neutre. Le monde selon Black Rock, Goldman Sachs, Foxconn et autre Amazon.

Ou encore en France, entre la myriade de franchisés de type « *Carrefour City* » et les grands actionnaires du groupe de la grande distribution ⁴² ? La réalité des inégalités entre le travail et le capital n'est en effet guère

⁴² Pour un plongeon dans ce monde inégal, invitation au reportage d'Arte « *Hypermarchés, la chute de l'empire* », (Théma) 2021. Mais il ne s'agit là que d'un exemple parmi d'autres.

souvent plus éloignée que notre échoppe commerciale au coin de la rue. Ici, appliqué par exemple au domaine de la grande distribution.

Alors reprenons un peu de souffle, A. Rimbaud !

*A quatre heures du matin, l'été,
Le sommeil d'amour dure encore.
Sous les bosquets l'aube évapore
L'odeur du soir fêté.
Mais là-bas dans l'immense chantier
Vers le soleil des Hespérides,
En bras de chemise, les charpentiers
Déjà s'agitent.
Dans leur désert de mousse, tranquilles,
Ils préparent les lambris précieux
Où la richesse de la ville
Rira sous de faux cioux.
Ah ! pour ces Ouvriers charmants
Sujets d'un roi de Babylone,
Vénus ! laisse un peu les Amants,
Dont l'âme est en couronne.*

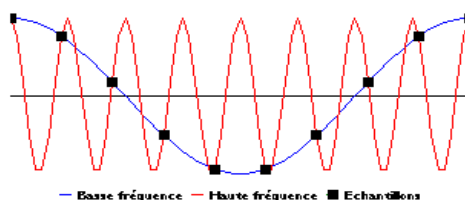
Rimbaud (1854-1891)
Poésie du matin / Une saison en enfer.

3. Les traders, les investisseurs, et moi et moi et moi...

Dans le domaine de la finance, il est coutume de différencier un *Trader* d'un investisseur. Quant aux petits, on les nomme des petits porteurs. Un *Trader* prend des positions de très court terme, un investisseur de plus long terme. Ils peuvent-être de taille modeste, ou plus conséquentes.

Ensuite, l'analyse se décline en des unités temporelles encore plus fines : elles vont de quelques secondes⁴³ à un ou trois mois le plus souvent. Par exemple, un *Trading Swing* prendra des positions non pas sur une temporalité de quelques minutes, mais de quelques jours.

D'une manière générale, le travail d'un trader consiste à gérer des positions d'opportunités/risques sur la base de modèles jonglant avec une batterie d'indicateurs techniques⁴⁴. Ces derniers reposent principalement sur des calculs d'oscillations, de moyennes mobiles et de cours pivots.



⁴³ Sinon moins, l'on parle alors de trading haut fréquence, en millièmes de secondes.

⁴⁴ Un indicateur technique vise l'analyse d'une série de données relatives à des évolutions de cours d'un actif financier. Cela peut concerner également des volumes de transaction. L'objectif est d'anticiper des évolutions de cours, d'anticiper des retournements. Comme nous l'avons vu en chapitre premier, l'un des indicateurs clé est le RSI.

Les indicateurs techniques boursiers analysent des évolutions possibles de prix au sein de tunnels d'oscillations. Dès que les évolutions sortent de ces seuils, cela signifie des situations de surachat ou de survente conduisant généralement au déclenchement de passation d'ordres afin de réduire les risques de pertes ou encore de prendre des bénéfices.

Bien souvent loin des fondamentaux, les prises de positions par les traders obéissent à des analyses de cycles. L'information est contenue dans les oscillations qui sont interprétées sur base de modèles en anticipations rationnelles. L'épreuve des faits ne dément généralement pas.

La formulation d'une telle hypothèse amène alors à de nombreuses questions. Notamment, quelle est la nature du lien entre une valeur fondamentale d'un produit financier et l'évolution de son cours ? Nous développerons oralement cette question majeure dans le domaine de l'économie comme de la finance.

Le tout en se spécialisant sur différents compartiments de marché⁴⁵ eux même corrélés, toute une musicalité en découle alors.



Que faire ? Où aller ? Que jouer ? Sur le marché des actions ou des obligations ? *Price Earning Ratio* ou coupons pleins ou zéro ? Marché large ou étroit ? Quel volume de transactions ? Indices de volatilité ou de retournement de tendances en RSI ? Quel potentiel de croissance en min-max ? Quelle suggestion de l'indicateur d'oscillations MACD ? Opter pour un indicateur OBV ou ADX ? En Point pivot ou en bande Boulinger ? Fibonacci ou Ichimoku ? Sur la base d'un sentier U, V, M ou W ? Et existe-t-il un chef d'orchestre ?

Non, il n'existe pas de chef d'orchestre.

Le 31 mars 2020, si l'on pose comme hypothèse un modèle en V sur le marché actions, et sur la base des 4316 points de ce jour, le 10 avril l'objectif à atteindre sera alors la zone des 4850 points. S'il s'agit d'un modèle en W, 3470 points. Mais quid d'un scénario possible en M ? Les Etats-Unis en déroute, l'Europe divisée et une Chine perdant pied ?

« Le financier, étayé par l'ingénieur a le don de réunir des éléments qui isolément et aux yeux des autres sont dépourvus de valeur.

Soupçonne-t-il quelque part dans le monde un gisement inexploité ou une terre en friche ; entend-il parler d'une découverte nouvelle ; apprend-il dans le même temps qu'une main-d'œuvre est en chômage, et qu'à l'autre bout du globe les capitaux abondent ?

Son imagination féconde rapproche, en une fulgurante intuition, ces facteurs économiques demeurés sans emploi et en fait naître une richesse nouvelle, comme le poète qui fait jaillir la beauté d'un agencement harmonieux de mots quelconques ».

O. Moreau-Neret, « *La poésie de la finance* » (1948)

- « Et donc ? »

⁴⁵ Marché action ou obligation, SRD ou ROR, SFB 120 ou OPCVM, Nasdaq ou Easdaq, Forex ou matières premières, au comptant ou à termes, etc.

On n'en savait rien. Car de multiples incertitudes demeuraient en ces phases critiques de crise Covid, et en factoriel 1000 possibilités étaient présentes : D. Trump va-t-il-placer en quarantaine les E.U. ou non ? Pékin raconte-t-il des balivernes sur le taux de mortalité du virus sévissant au sein du grand empire ou pas ? Le virus va-t-il adorer passer l'été sur les plages de l'hémisphère sud ou encore muter, ou au contraire s'effacer ? Va-t-il flirter du côté de l'Inde, de l'Algérie, du Nigéria et du Brésil ou mourir en majesté d'un ultime ricochet sur l'Atlantique nord ? Le pétrole va-t-il-continuer de baisser ou reprendre couleur dans les conjectures des industriels et des financiers ? Les épidémiologistes vont-ils découvrir le Graal ou pas ? Un Vaccin ? Quand ? L'Arabie Saoudite va-t-elle épouser les doux charmes de V. Poutine, ou se perdre en overdose dans des vapeurs de pétrole ? Sur le plan des Corona Bunds, les autorités allemandes vont-elles succomber aux impossibles désirs de la ville éternelle, ou jouer cavalier seul dans une chevauchée toute bismarckienne ? La vitalité du virevoltant virus sera-t-elle en V ou en W ? Etc.



Bref, même les dieux de la cardinalité sont paumés.



Fontaine de Trevi

Rome plaide pour une solidarité européenne monétaire par l'émission de bons « Coronavirus » émis non pas par les nations, mais au niveau de l'UEM en Eurobonds. Quant aux puissances nordiques, elles sont opposées à cela. De l'option finale privilégiée découleront des perspectives distinctes d'évolution de la crise en Europe. A la fin mars, l'on va rester toutefois dans l'incertitude quant au choix final à retenir par la BCE. Cette dernière va-t-elle avoir une écoute plus attentive des pouvoirs de Berlin ou de Rome ? Mme Merkel va-t-elle devenir solidaire à la détresse italienne ?

Dans le cadre de la crise Covid, s'il nous fallait concentrer la complexité dans une seule variable, il s'agirait de la durée de la pandémie. Ce que personne ne connaissait à l'époque ! Au moins sur cette donnée, les médias ne racontaient pas trop de balivernes. Si elle dure, la crise en sera profonde et les indices suivront, et inversement. Le monde va ainsi naviguer à vue, faites vos jeux rien ne va plus, tel l'homme dérouté par l'entrée d'une fatale, d'une divine chute tenter de se redresser, en chiffre tel Engie, enfin l'on peut imaginer, depuis 2012 échapper à la mort lente.



Cours de l'action Engie

Au final, même les *Traders* ne savent plus bien. Tant de volumes de transactions, d'interrogations, de divagations, dans leurs boîtes crâniennes anticiper rationnellement des parallélismes de comportement, tel un labyrinthe de miroirs où s'invitent J. Maynard Keynes et Orson Welles, un peu de silicium aussi dans un jeu d'apparences et de réalités, vitres et verres brisés, condamné aux fébriles positions, dans l'incertain se raccrocher au virtuel formel, le recours aux critères techniques alors là sera la religion !

Car celle-là n'est maîtrisée que par les initiés et par les traders, et le marché financier ne fait son miel que des asymétries et des traitements de l'information. De là en découleront de nouvelles inégalités, telle ainsi est la signature des marchés.

Indicateur technique et ratio comptable et financier : les incontournables

Source : Boissin, O., « *Gestion des risques économiques et financiers* », manuel de cours, Grenoble-INP, 2021.

Lors d'une prise de position sur un titre, plusieurs critères comptables et financiers sont mobilisés. Les plus fréquents sont :

Critères financiers :

- le dividende versé par action.
- le bénéfice par action (BPA)

Critères comptables (en évolution sur court et moyen terme) :

- les évolutions du profit de l'entreprise
- les évolutions de l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE)
- une analyse comparée de l'évolution de l'EBE/action vis-à-vis du rapport dividende/action
- le retour sur capitaux propres permettant une mesure de la rentabilité pour l'actionnaire
- le niveau des dettes rapporté aux bénéfices avant impôts, intérêts et dotations aux amortissements.

Puis à cela s'ajoute une batterie d'indicateurs techniques visant l'analyse d'une série de données relatives à des évolutions de cours de l'actif. Cela peut concerner également des volumes de transaction. L'objectif est d'anticiper des évolutions de cours et d'anticiper des retournements.

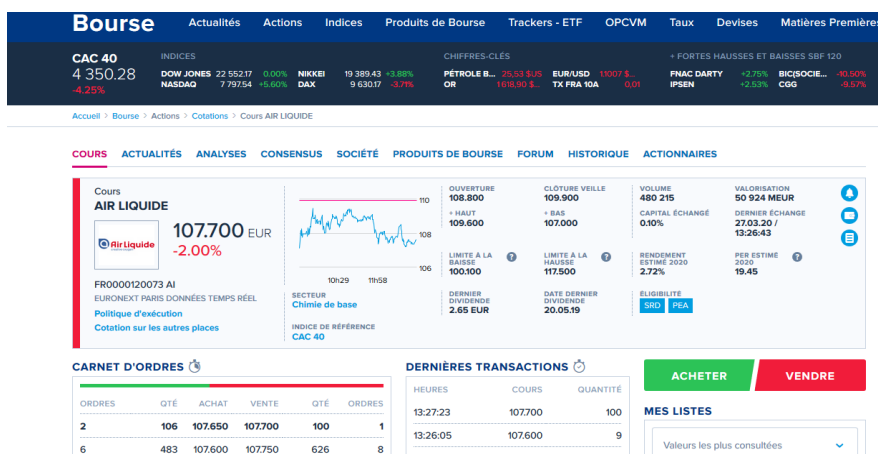
Au niveau de ces indicateurs, un critère clé est le RSI (*Relative Strength Index*) qui est un indicateur *Leading* sur des évolutions possibles de prix au sein de tunnels d'oscillations. Dès que les évolutions sortent de ces seuils, il y a un déclenchement de passation d'ordres par les systèmes experts afin de limiter les risques, ou d'effectuer des prises de bénéfices. Les analyses sont conduites le plus souvent sur la base de sinusoides et de spectres en plus ou moins hautes/basses fréquences.

Modèle décisionnel par analyse graphique issues d'indicateurs techniques



Source : Trading View

Mais peut-être demeure-t-il un peu d'Art finalement en ces salles de marché ? Afin de réduire ces asymétries d'information, les acteurs peuvent consulter des sites de type Trading View, Boursier.com, Les Echos Investir, Boursorama, et autres sources apportant des éléments aux boursicoteurs. Des informations souvent distinctes, et des sites parfois contradictoires entre eux ...



Source : Boursorama.

Par ailleurs, ne pas se fier aveuglément au banquier adoré car parfois sa rationalité n'est pas toujours de grande limpidité. Disons qu'il obéit souvent à des directives du haut, des recommandations de prescriptions par sa hiérarchie. Et cela n'est pas toujours dans l'intérêt du client. Fabrice Tourre, ancien trader de Goldman Sachs pourrait écrire un *Petit traité de manipulation à l'usage des malbonnés gens* sur la

question⁴⁶. Le monde de la haute finance est ainsi, le plus souvent un théâtre cynique jouant au bénéfice des acteurs dominants.

Par ailleurs, durant la période de printemps 2020 il n'était guère besoin en réalité de disposer de conseillers financiers : les investisseurs pouvaient parvenir à de très bonnes positions sans guère de risques sur le moyen-long terme. Sous condition toutefois qu'ils ne soient pas dépendants d'un besoin de liquidités dans le court terme. C'est-à-dire d'opérer contraint un retrait de leur position.

Comme vous le suggère par contre avec raison votre ami financier, il faut veiller à respecter un montant minimum lors de la passation des ordres. Souvent une passation nécessite de mobiliser 600 € minimum par ligne. Cela afin à ne pas trop perdre en frais de transaction en tout genre. Mais d'une limpidité là aussi toute relative selon les marchés, les canaux de transactions retenus et les opérateurs.

Autre élément : lors de l'achat ou de la vente d'un titre, prendre soin à le positionner avec un cours limité. Cela signifie de ne pas omettre de borner une limite supérieure à la valeur d'achat, ou inférieure en situation de vente. Cela est notamment important en période de variations erratiques des cours tel qu'en témoigne le contexte actuel. Cela fin de ne pas se retrouver dans la passation d'un ordre d'achat à un prix éloigné de l'intention initiale de l'investisseur⁴⁷.

Si vous n'avez jamais effectué cela, c'est-à-dire approcher le fonctionnement de la bourse, et qu'il se trouve quelques centaines d'euros dormant dans un de vos tiroirs de type livret A, tentez alors peut-être la passation d'un ordre, vous comprendrez tout cela de manière réelle. N'est-ce pas là le meilleur moyen d'approcher cet univers nourrissant les meilleurs romans de Stephan Zweig ?

Marché financier et écologie : antinomie ou des synergies possibles ?

Vous pouvez par ailleurs bénéficier du froid des chiffres pour accroître vos connaissances relatives aux questions de développement durable. En commençant par le fonctionnement et l'évolution des ETF (Trackers) orientés énergies renouvelables comme auparavant mentionné. En particulier surveillez de près des ETF de type *Clean Energy* et Lyxor New Energy qui devraient connaître des évolutions sans doute remarquées durant ces années 2020. Et analysez plus en détail les enjeux, les portées et les limites relatives aux *Green Bond*. Par *Green Bond*, nous désignons un appel à financement orienté sur des projets d'écologie. Pensons à un projet vert émis par un territoire, une entreprise ou encore un Etat.

Puis complétez votre analyse par le jeu des incitations et des obligations juridiques déployées par les autorités publiques, et qui ne vont là aussi que s'intensifier. Deux grands outils existent sur le plan économique : d'une part la mise en place d'obligations légales par le jeu de taxes et de réglementations (pensons à la taxe carbone par exemple). D'autres part la mise en place d'incitations notamment par le mécanisme des marchés. Pensons au marché du carbone par exemple. Il ne s'agit pas ici d'un marché financier car il repose sur des règles distinctes de fonctionnement, mais reste dans son principe d'obédience néo-libérale⁴⁸.

Les autorités ont décidé à partir de 2005 de mettre en place un marché de droit à polluer afin de lutter contre les émissions de gaz à effet de serre. La bourse ne devient ainsi pas insensible aux questions du

⁴⁶ Référence à l'ouvrage de JL Beauvois « *Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens* », PUG, 2014.

⁴⁷ Cela dit, si les positions sont sur le CAC 40, les passations d'ordres seront généralement nouées très rapidement, en une poignée de secondes, sinon de fractions, et donc sans grande surprise quant à son prix d'exécution. Mais sur des compartiments de marchés plus étroits, à plus faible activité, il est prudent de borner les décisions d'achat comme de vente.

⁴⁸ Cf. les manuels de cours « *Bourse : tout ce que vous avez voulu savoir sans jamais oser le demander* », Ed. Bod, 2021 ; et « *Développement durable : des chiffres et des étoiles* », Vol. 1, 2021 (disponibles sur votre intranet).

changement climatique⁴⁹. Nous n'en sommes qu'au début et ce marché quitte enfin son état quasi stationnaire de piétinement 2005-2018 (autour de 10 euros). Dorénavant tout devrait changer très vite (mise à jour de la donnée : le quota carbone sur l'ETS sera coté 65 euros en fin 2021...).

Les données clés de l'évolution des marchés seront conditionnées de plus en plus par ces questions environnementales. Et non plus par le pétrole qui va être considéré comme une industrie à risque. La génération qui s'ouvre et celle des enjeux climatiques et des énergies renouvelables.

Question d'étudiant

**« Le pétrole me semble à court terme (sur les hautes fréquences) un bon indicateur de reprise...
Qu'en pensez-vous ? »**



« Bonjour monsieur,

J'ai mis ce temps de confinement à profit pour me former à l'investissement et ouvrir un PEA Jeunes (merci la loi Pacte 2019). Votre écrit m'éclaire sur des notions qui étaient encore quelques peu embrumées. Je me focalisais beaucoup sur les fameux sigles qu'on apprend en école d'actuariat (PER, PEG ...). Mais j'ai quelques questions :

-Vous diriez que le domaine de l'énergie est « Too big to fail » ?*

-Total, EDF et autres consorts ne sont-ils pas en train de se « verdier » pour le long terme mais restent champions sur les énergies fossiles à court terme ... ?

-Vous diriez qu'il vaut mieux viser la plus-value en ces temps de crise financière ou bien les dividendes ?

-Je pense que le pétrole est à court terme (sur les hautes fréquences) un bon indicateur de reprise...qu'en pensez-vous ?

Bien cordialement »

Bonjour,

Voilà bcp de questions ds tes propos, synthétiquement quelques pistes :

-Actuellement, face aux considérables interrogations, le moment sur les places financières est davantage propice aux prises de positions en mode "trading" (cad en unité temporelle de court terme, de l'ordre de la journée) et non pas en mode investisseur (des positions de long terme). Ou alors entre les deux, en "Swing Trading" comme disent les professionnels, cad avec des prises de position assez fréquentes face aux cours très erratiques en cette période fortement chahutées. Le tout sans oublier de mettre des positions en Stop Loss** (en général les traders retiennent le principe d'1 à 2 % de perte sur la somme des capitaux engagés, mais cela dépend bien sûr de l'aversion aux risques des agents).

-Energie "Too big to fail", oui notamment pour les grandes structures à la Total. Puis ensuite un remaniement majeur des cartes stratégiques devrait avoir lieu notamment quant à la nature des investissements qui seront déployés. Le vert sera à l'honneur, y compris chez les majors du pétrole dans le moyen terme (et à fortiori long terme)

⁴⁹ Cela va commencer par la mise en place du marché Blue Next en 2007, mai va ensuite évoluer vers d'autres architectures de bourses environnementales moins ambitieuses suite aux nombreux dysfonctionnements enregistrés sur le Blue Next durant cinq années (2007-2012). De nos jours, on parle en Europe du SEQE, c'est-à-dire d'un marché d'échange de quotas d'émission.

incontestablement. Les banques et les fonds privés ont également anticipé cela depuis 2018 au niveau de leur politique de crédits. Certes, le tout sans oublier de nous déverser des campagnes publicitaires bariolées de vert...

Dans le court terme (2020, voire 2021), garder à l'esprit que les entreprises liées aux pétroles en particulier seront violemment la tête sous l'eau sur le plan bilantaire. Mais *Too big to fail*, l'urgence est à éteindre l'incendie pour les majors traditionnel du secteur, via du QE notamment. L'État restera derrière eux, car les intérêts y compris stratégiques induits sur l'ensemble des autres secteurs d'activités sont trop importants. Et c'est là sans doute une bonne décision mais je te laisse conduire ta propre analyse.

Sur le fond, retenons que les groupes de type Total déplaceront leurs politiques d'investissements vers le vert, et c'est là bonne nouvelle n'est-ce pas ? Car sur plusieurs décennies ces types de groupes à forte odeur de soufre n'auront pour le moins guère contribué à la sauvegarde des chants d'oiseaux ...

-Dividende ou plus-value, la question se pose en effet et dépend des entreprises en question. Sur les titres des majors de l'énergie ou liées au secteur (de type Schlumberger en France, des cours généralement naviguant à 35 € et qui sont aujourd'hui à 15 €), ou du secteur de l'industrie automobile (de type PSA ou Renault), les politiques de dividendes seront importantes sinon majeures. Bcp d'investisseurs donc devraient miser là-dessus. En plus des forts probables gains en matière de plus-values... Après, concernant le pétrole, plus subjectivement nous retombons sur la question de la nature des investissements à privilégier ... des entreprises clairement inscrites en RSE vs œuvrant plutôt historiquement sur du fossile ?

-Oui, le cours du pétrole est une donnée importante mais sur le plan des signaux de court terme, le meilleur indicateur de la reprise ne sera pas le pétrole mais les données plus en amont des épidémiologistes sur l'extension ou non du Covid. Ensuite, tout ira très vite (en hausse ou en baisse). Les traders sont actuellement dans l'indécision et dans l'attente de ces informations sur la pandémie.

Retenons que les soutiens de cours émanent de beaucoup d'autres logiques par ailleurs, via notamment les "Zinzi" (Investisseurs Institutionnels, voire demain -si ce n'est déjà le cas- par les banques centrales). De même, il te faut garder à l'esprit depuis la fin mars l'existence de considérables écarts types sur les volumes de transactions sur les titres. Et les valeurs du CAC 40 n'échappent pas à cela. Nous assistons à de fortes reprises ou soutiens de cours sur la base de faibles volumes de transactions. Et cette question est source d'instabilités. Inversement, juste après une augmentation sur la base de faibles volumes, toujours au sein de courtes unités temporelles, parfois se font jours de considérables volumes injectés en accord avec les recommandations des indicateurs techniques d'oscillations. Les marchés sont nerveux et dans l'incertitude pour le moins car une hypothèse de crise en W n'est pas du tout à exclure.

Frappe rapide, maladresses, bon WE, bien cordialement. (Avril 2020)

**Too Big to Fail* (« Trop gros pour mourir ») signifie que l'État ou autres gendarmes du système économique viendra sauver l'agent économique défaillant car sa faillite causerait un risque système trop élevé pour le reste de la société.

**Une position dite « *Stop Loss* » est une demande d'exécution d'un ordre basé sur un seuil de déclenchement pour la vente d'un titre. Cela afin de réduire les risques de perte. Les cours limites peuvent être positionnés à la hausse (prise de gains) ou à la baisse (réduction des risques de pertes).

Mais quittons Boursorama et le bas pour rejoindre les hauteurs. Les humains ne pourraient-ils pas s'abandonner sans les fastes d'un subsidiaire marchand ? Quelques mots, quelques notes tout cela ne suffirait-il pas ? Oui bien évidemment, alors place à la grandeur, ici avec la reine, Billie Holliday.



« *All of Me* ». You took my kisses and all my love...

Et sur les chemins de verts, l'insondable printemps.



Où dans des univers colorés en « Black Friday », le choix d'une fuite en avant ?



Là, sans doute c'est plus compliqué, Verlaine nous l'avait conté.
L'hypothétique élu peut alors commencer à boursicoter, belle voiture et grands restaurants, quelques brillants peut-être même, LVMH et autre Richemont applaudiront.

4. Intermède « Aujourd'hui c'est Open Bar ! »

Divagation chérie, continuons sur le registre : une fois terminée la période Covid et son délicieux confinement, à la pause de l'amphi, clamer haut et fort à votre promo :

« Aujourd'hui c'est Open bar ! Au diable la Covid et retour à la vie, café-croissant, Champagne et fraisières, Chamallow-Coca comme vous voulez, et y'aura même Léa et Léo au saxo ! La pause sera sous le signe de « Catgroove », « Joséphine » aussi, les années folles s'invitant au XXI^e siècle, et les décibels sans modération, carte blanche paraît-il par la direction, merci ! Tout cela sera dans le hall d'entrée ».

Mensonge tout cela, la direction de l'école n'avait rien dit, elle découvre la supercherie, mais voilà c'est trop tard !

Il existe une vie après la Covid





Parovoz Stelar The Mojo radio gang live at Sziget Amended (You Tube, 5'32)
Après le Covid, de nouvelles années folles peut-être ? Qui sait ?

-Mais rassures-moi, c'est pas un enseignement sur la crise ton écrit normalement ?

Alors retour au sérieux : économie, drame sanitaire et santé sous le signe de la finance et des budgets.

-Pfouuu...

5. La finance de marché au service des plus démunis ?

Le plus souvent la réponse est négative. Les bénéfices sont appropriés de manière inégalitaire par les populations les plus aisées. Notamment le premier décile des plus riches mondialement. Depuis 1980, les statistiques de l'ONG Oxfam ne démentent pas.

Ce constat émis, un élément de consolation peut parfois être souligné : gagner de l'argent est une chose, la manière dont il est utilisé en est une autre. Et en la matière tous les choix sont ouverts.

Illustration : avec toute la prudence que cet exemple requiert, pendant que nous écoutons quotidiennement la macabre statistique nationale française d'environ 3000 décès fin mars (c'est-à-dire un niveau représentant 0,4 % des décès moyens annuels du pays⁵⁰), depuis plusieurs décennies et dans l'indifférence du monde, 500.000 personnes, principalement du continent africain connaissent chaque année le miracle de la mort comme dirait M. Houellebecq.

Par le palud.

Pour les 2/3 non pas à 82 ans, mais des enfants de moins de 5 ans.

Savoir conserver à l'esprit les ordres de grandeurs statistiques



Sur nombre de sujets liés à cette crise, les ordres de grandeurs sont-ils toujours au RV ?
Il faut savoir naviguer entre des effets loupe et des instrumentalisation, entre les données minimisées et les clivages partisans.

⁵⁰ La France compte environ 550.000 à 600.000 décès annuels

Le palud a bénéficié sur longue période de moins de couverture médiatique. Pourquoi une aussi faible attention ? Cette morbidité s'inscrit dans ce que l'on appelle l'injustice du développement. Et l'on ne parvient guère à solutionner car le problème est hautement complexe et aux sources non mono-causales. Mais sur le plan des faits, le constat est là : le prix de la vie n'est pas considéré de manière identique selon les pays. Il s'agit là d'une difficile et majeure question de philosophie économique...



Moustique Anophèle

Quelques lignes positives toutefois se font jour : les victimes du palud ne succombent plus totalement dans l'indifférence du monde. L'OMS bien sûr tente ce qu'elle peut au regard de son budget et des personnels soignants mobilisés. Souvent un travail admirable est réalisé. Mais devant elle, c'est la fondation de Melinda et Bill Gates (Microsoft) qui alloue le plus significatif budget afin de lutter contre cette maladie.

Montant ?

Cinq milliards d'USD. Et ce budget est issu de leur fortune personnelle afin de conduire au mieux la lutte tant attendue contre le fléau transmis par le moustique Anophèle. L'argent des milliardaires peut ainsi être utilisé de manière « citoyenne » pourrions-nous dire. Cela rééquilibre un peu les choses. Et cela nous ferait presque oublier les inégalités de richesse issues de la bourse et autres pratiques de parachutes dorés à la S. Tchuruk ou autres M. Combes⁵¹.



Les pays africains sont le plus souvent démunis des infrastructures élémentaires. Pourtant, et de loin, ce sont les nations les plus touchées par les questions sanitaires. 2020, la crise du Covid va-t-elle réaffirmer ce constat ou échapper à la règle ?

⁵¹ Lui aussi, ancien dirigeant d'Alcatel-Lucent en présidence en 2015 juste avant le déclin du groupe. 14 millions d'euros à titre de prime pour la qualité du travail accompli durant sa bien courte présidence du groupe Alcatel-Lucent.

L'importance de l'Etat dans la protection sociale et santé des populations

Sur le fonds et pour la bonne marche d'une nation, l'on sait toutefois que l'argent public est bien plus efficace qu'attendre les bons vouloirs de milliardaires à résoudre les problèmes ...

Contrairement aux sornettes néo-libérales, une société qui tente le mieux possible de rechercher « le bien-être collectif » de la population est une société où l'acteur public est présent et puissant. Son objectif : viser le développement d'une classe moyenne notamment. Cela passe par des moyens de redistribution via la fiscalité et l'endettement public : la monnaie-dette et les budgets au service des habitants. Cela se nomme un Etat Beveridgien, et bien des nations peuvent de nos jours s'honorer de ces choix politiques, notamment en Europe. C'est là un constat enregistré sur longue période, notamment depuis 1945.



W. Beveridge (1879-1963)

Beveridge, du nom de l'auteur d'un rapport en 1942 remis au gouvernement du Royaume-Uni. Il mentionne l'importance de mettre en place un Etat providence au service du plus grand nombre. Notamment à travers un système d'assurance maladie proposé par la puissance publique et reposant sur un système fiscal redistributif. La mise en place des préconisations sera en grande partie effectuée.

6. Pékin, communication à la poudre de perlimpinpin.

Covid : une morbidité de faible ampleur par rapport aux victimes du Palud ?

Non. Que cet exemple ne minimise donc l'ampleur du drame sanitaire actuel. Le Covid 19 ne peut d'aucune manière être minimisé, il est majeur. Il s'agit d'une pandémie même si certaines nations semblent visiblement se jouer des chiffres.

Au regard du nombre de décès officiel annoncé par le pouvoir de Pékin, à la fin mars bien des analyses d'épidémiologistes extérieurs laissent à penser qu'ils sont bien sous-estimés (annexe 2). Ou alors, à en croire les données transmises par Pékin, en ce 30 mars 2020 il y aurait davantage de décès en Italie qu'en Chine ...

La question n'est pas de savoir si le pouvoir de Pékin ment, secret de polichinelle pour personne, tel D. Trump sa communication officielle n'est le plus souvent qu'un tissu de litotes. Question grave toutefois car si l'Occident avait eu connaissance de l'ampleur de la gravité de ce virus, des mesures auraient sans doute été prises de manière plus forte et réactive. Plus tôt, c'est-à-dire des vies épargnées.



26 février 2020, le déroulé des compétitions de football entre l'Italie et la France sera maintenu. Le match Turin - Lyon se jouera ainsi avec la venue à Lyon de 3000 supporters de la « Juventus ».

Pourtant en début de crise, quelques espoirs s'étaient faits jour... L'OMS se fera l'écho de statistiques émises par le pouvoir le Pékin. On parlait même de transparence...

Mais pendant ce temps, les autorités policières chinoises arrêtaient le médecin chinois lanceur d'alerte qui mettait en garde l'option sur la dangerosité du virus s'évissant depuis le début du mois de décembre 2019 à Wuhan. Bien plus tôt sans doute d'ailleurs... au début de l'automne 2019 ?

Le lanceur d'alerte chinois Li Wenliang



« Arrêté par la police début janvier, Li Wenliang avait dû signer une lettre de réprimande pour diffusion de rumeurs sur internet. Dans ce document d'autocritique, il promettait de ne plus commettre « d'actes contraires à la loi » (Source : Le Parisien AFP, 19 mars 2020).

Le 7 février, Li Wenliang décèdera du virus. Face au scandale, ce sera au tour du pouvoir de Pékin de faire marche arrière et d'orchestrer dans l'urgence une communication de crise faisant l'éloge du médecin défunt. N'était-ce pas de la stabilité de son régime qu'il était dorénavant question ...

Covid : la transparence des infos, cela se sera donc « pour la presse ». Et en mars tel un château de cartes, la véracité des données s'imposera au monde. Cela commencera du côté de l'Adriatique : l'Italie durement frappée. Pendant ce temps, du côté des élites de Pékin tenter d'expliquer que la Chine sauve le monde. Mais fallait-il s'attendre à autre chose d'un régime ayant décidé depuis 2013 d'intensifier un projet totalitaire ?

Dans ce contexte semé de mensonges et de manipulations, la vraie question est de savoir quelle est l'ampleur des informations dissimulées. En ce premier trimestre 2020, pour de nombreuses nations du monde cette question se révèle centrale. Car la manière de pouvoir se préparer afin de lutter le mieux possible contre cette pandémie nécessite aussi de disposer des informations les plus complètes possibles. Notamment en matière de taux de morbidité potentiel. Fin mars, ne point s'attendre donc sur cette question à une transparence de Pékin.

Quant à l’OMS, comme le découvrira le monde, son discours est dorénavant lui aussi sous l’influence du vote chinois. Cette question n’est pas mince et le pilotage de la crise devra donc se faire en asymétrie d’informations.

En 2020, l’agence de l’ONU va se révéler être placée sous une forte influence du pouvoir de Pékin. Ce dernier refusant par exemple de reconnaître que le virus émane de la Chine.

Question : que faut-il attendre d’une agence onusienne placée dorénavant sous l’influence d’un régime totalitaire ?

2020 : le constat d’une OMS défaillante.



A partir du mois de mars et face à l’ampleur de la pandémie, l’OMS sera pointée du doigt pour son degré d’incompétence à gérer cette crise sanitaire d’une ampleur inégalée depuis la création de l’agence (1948). Elle va témoigner de défaillances décisionnelles, tant en matière d’informations que de mesures préventives. Derrière un discours étonnamment symétrique aux volontés de Pékin va se voir posée la question de la gouvernance prévalant au sein de l’agence. En bien des domaines, le REX de cette crise Covid devrait se révéler riche.

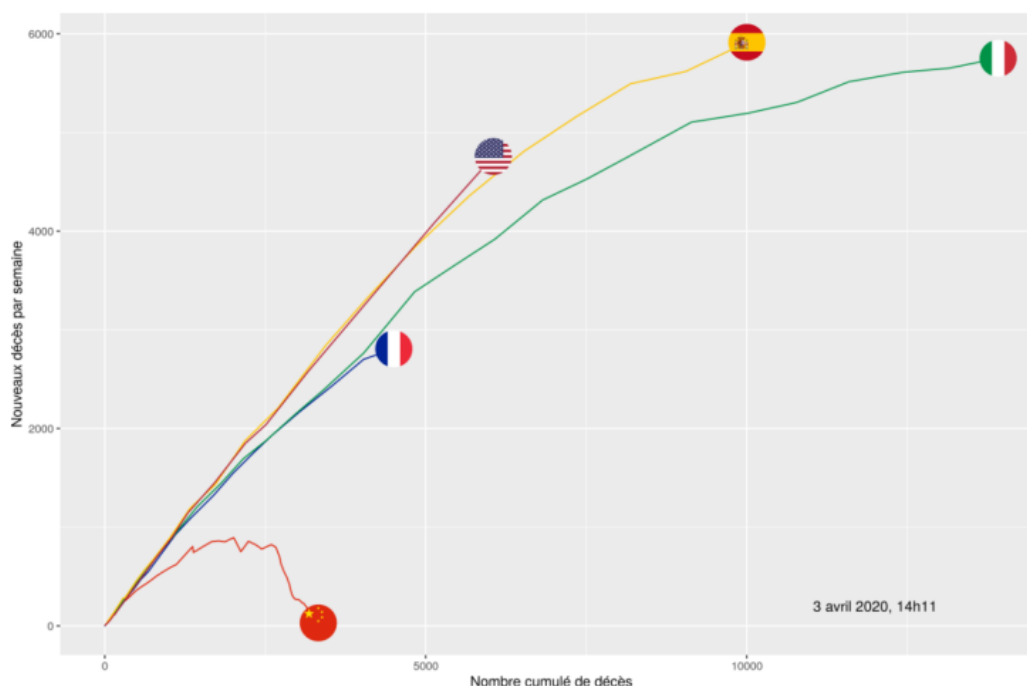
Dans l’incertitude, les épidémiologistes vont devoir attendre l’écoulement du premier trimestre 2020 pour tenter d’évaluer les évolutions de la contagion et son taux de morbidité. Sur le plan de la fiabilité des données, ce sera l’Italie qui ouvrira la voie. Et cette nation témoignera fin mars de l’ampleur de la gravité de la situation.

Rappel des données :

Au 27 mars, on compte davantage de décès en Italie qu’en Chine. Or l’Italie compte 60 millions d’habitants, la Chine 1,4 milliard habitants. Le tout avec des décisions de confinement relativement identiques dans les deux pays par rapport à la date de détection des premiers cas positifs au virus.

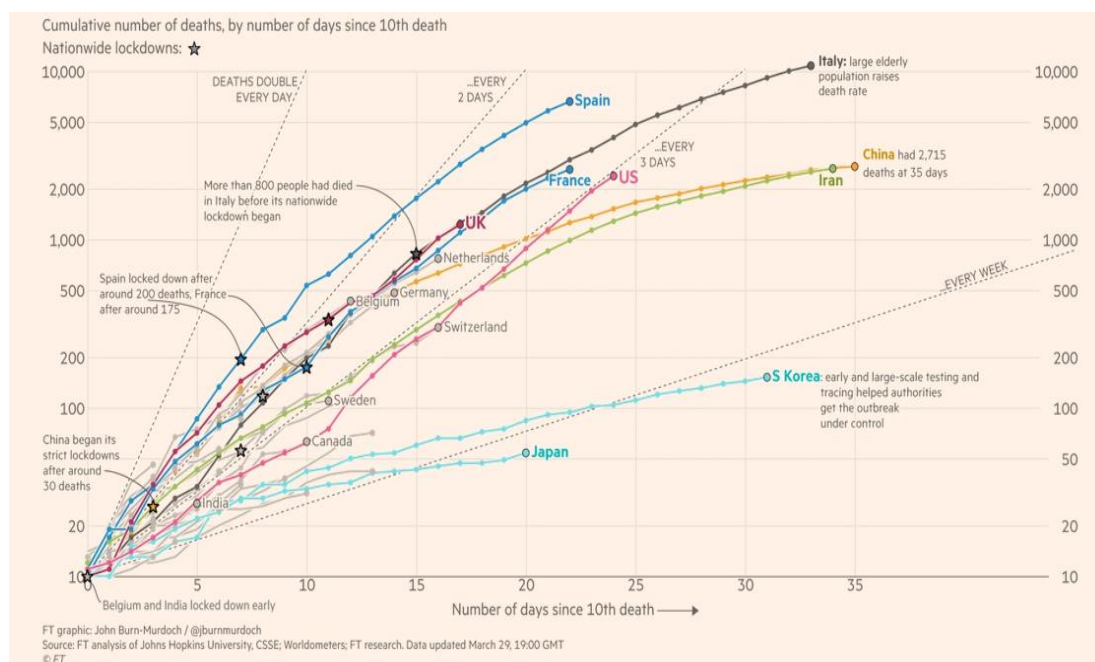
La crise 2020 sera ainsi contrainte d’être pilotée durant ses premiers mois avec un manque de transparence. Telle une communication à la D. Trump, des situations où la vérité est le mensonge, et le mensonge est la vérité. Quid des véritables données dans l’empire du milieu ? On n’en sais rien.

Nombre de décès relatifs à la pandémie ?



« L'axe des abscisses correspond au nombre total de décès depuis le début de l'épidémie. L'axe des ordonnées correspond au nombre de nouveaux décès par semaine. Cela permet de comparer la propagation de la maladie dans les différents pays touchés : plus la pente est forte, plus l'épidémie se propage rapidement. Lorsque l'épidémie s'arrête, cela se traduit par une chute de la courbe sur le graphique (exemple de la Chine). Données issues du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies » (source : wikipedia, 1^{er} avril 2020).

Nombre cumulé de décès par nombre de jours (en ordonnée logarithmique)



Source : FT Graphic John Burn-Murdoch / Analysis of Johns Hopkins University, CSSE 29 mars 2020

7. Le Chemin des Dames

Un peu de sémantique !

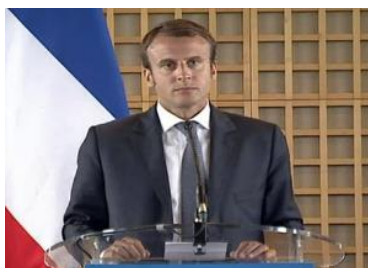
En ce monde tant habillé de communications politique, un peu de sémantique. En France cette fois. Les macabres données témoignent-elles d'une situation de guerre comme va l'énoncer la présidence E. Macron ?

Boniment.

Guerre, n.f., Définition du Larousse :

« Lutte armée entre États. (La guerre entraîne l'application de règles particulières dans l'ensemble des rapports mutuels entre États ; elle commence par une déclaration de guerre ou un ultimatum et se termine par un armistice et, en principe, par un traité de paix qui met fin à l'état de guerre.) »

Lundi 16 mars, 20h.



Sur le ton martial et sur fonds de mobilisation générale,
« Chers concitoyennes, chers concitoyens, nous sommes en guerre ».

Le chemin des Dames

En ce mois de mars, bien des mots jouant de ces dérives étymologiques. Sommes-nous véritablement en guerre ? Que nous diraient sur cette question les soldats défunts ? Ceux ayant vécu les insondables douleurs ? Peut-être peut-on l'imaginer.

Nous aurions pu prendre la Syrie 2020 et le boucher de Damas, mais ce sera ici 1917 et le chemin des Dames.



De ces mots pourtant si beaux, tant de désespoirs, les tranchées et les barbelées, d'un labyrinthe de boyaux, les petites vies souillées, les corps mutilés, le froid la pluie et les rats sous un ciel de

feux, les grondement et les cratère d'obus, le sang et la faim, les mourants, de corps arrachés, la recherche de l'absente morphine, de nuit récupérer les camarades tombés, fauchés, ces jeunesses anéanties, de surdité, des poètes à jamais disparus, Péguy ou Apollinaire de leurs mots d'alcool « *Amour, vos baisers florentins avaient une saveur amère qui a rebuté nos destins* », les vents chargés de poisons, leurs brûlures d'une insulte à la vie, les nuits d'agonies dans leurs draps d'uniformes, rêches, leurs visages derrière les masques, deux orifices de verre ronds cachant un peu les larmes de l'ami parti, pataugeant, titubant, encore un peu de temps, rescapés ou en finir, ne plus savoir de ces vies volées, tenter de lutter, de survie de corps et d'esprit, les deux camps pourtant d'unité, l'éphémère étincelle de la cigarette grillée, du souvenir de ces baisers des amantes lointaines, dans l'attente des premières lignes sera la charge à venir, boire si il y a, puis les pensées s'envolant à l'amour perdu, à l'enfant jamais connu, de l'intensité de l'insondable chagrin du printemps perdu, les douleurs et les pleurs, de ces temps anciens, de ces temps heureux, de ces villages qu'ils aimaient, sans le savoir, le temps des moissons, n'avoir su le dire, le son des cloches dans la campagne, l'espoir d'une lettre arrivée, puis les états-majors d'incompétences, de Nivelles la boucherie, d'un paroxysme inégalé, le désastre programmé. De tous ces malheurs, trop loin, trop proche, les tirailleurs sénégalais fauchés, Dieu anéanti d'une telle barbarie, au sol lui aussi, l'agonie de son envoyé peut-être plus facile, ces grands adolescents n'auront connu de l'étranger que ces effondrements de raison, de cette aventure lointaine que l'acier du combat, de l'échappée de leur terre natale que cette boue du nord, d'un siècle passé, ô Verdun, quelle profondeur d'enseignements de tes plaies toujours béantes.



Sans doute fut-il un temps où sur ces chemins des plaines du nord, les pas n'étaient pas de néant mais honorés des Dames.

« L'officier ordonna d'ouvrir le feu. Il présumait que derrière ce leurre se dissimulait une attaque d'envergure. C'était sans doute la première fois qu'on cherchait à tuer le vent. ... Et, maintenant que la nappe de gaz était proche à les toucher, levant devant leurs yeux effarés un bras dérisoire pour s'en protéger, les hommes se demandaient quelle nouvelle cruauté on avait encore inventée pour leur malheur ».

Jean Rouaud, « *Les champs d'honneur* ».

Non, monsieur le Président, en ce mois de mars 2020 nous ne sommes pas en guerre mais confinés dans nos habitations. Il s'agit plus justement d'une prévention médicale vis-à-vis d'une pandémie.

Conclusion

24h dans la vie d'une femme

!



Les jetons glissant sur le tapis, les prises de positions,
les mains fébriles, les addictions.
Si délicatement dessinés, les doigts du jeune homme,
si délicatement observés, Mme Henriette.
L'insondable amour.

De ce chapitre nous savons tout ou presque sur ce monde flirtant si souvent de tapis vert. Sur le fonds, ne pas oublier que ces rationalités de prises de positions financières ne visent en effet le plus souvent que la recherche de gains spéculatifs. Car nous sommes ici sur le marché de l'occasion, et non pas sur celui de l'émission de titres nouveaux.

En réponse à la question du chapitre, une phrase suffit : la bourse détient de nombreux atouts de par sa capacité à faire appel à l'épargne publique mondiale, mais elle se nourrit aussi d'inégalités dans la répartition des richesses, et pire les amplifie.

A-Concepts et thèmes abordés :

Marché financier – indice CAC 40 – marché action – marché primaire/marché secondaire – asymétrie d'information - Tracker ETF – règles prudentielles de passages d'ordres - Investissements Socialement Responsables (ISR).

B-Acquis d'apprentissages attendus :

Comprendre l'environnement du marché financier, sa portée et ses limites.

C-Pistes de lecture

- AMF France, « *Les votes en assemblées générales* », avril 2021 (disponible en ligne, site AMF)
- Boissin, O. « *Bourse : tout ce que vous avez voulu savoir sans jamais oser le demander* », Ed. BoD, 2021.
- Gomez, P.Y., « *La république des actionnaires* », Desclé de Brouwer, 2001.
- Orléan, A., « *L'empire de la valeur : refonder l'économie* », Seuil, 2011.
- Saez, E., Zucman, G., « *Le triomphe de l'injustice* », Seuil, 2020.
- Le site de la finance pour tous, « *Institut pour l'éducation financière du public* » IEFP.

* * *

Chapitre 3

Une Europe *Made in China* ?

Sommaire : Une Europe « Made in China ? »

- 1- Industrie, nous chérissons ton nom
- 2- Chine, la nouvelle « Economie-monde » ?
- 3- Une perte de compétitivité-prix de la Chine ?
- 4- Chine vs Etats-Unis, un partout et l'Europe balle au centre
- 5- « *Black Mirror* »
- 6- L'empire non durable.
- 7- La grandeur du peuple chinois.

Introduction

Question d'étudiant

Cette crise du Covid va-t-elle conduire l'UE à repenser sa stratégie compte tenu de sa dépendance à la puissance économique chinoise ? Vers des relocalisations ?

De vos multiples questions, beaucoup convergeaient sur cette troisième thématique : celle de la dépendance des nations à la Chine. La crise Covid pourrait-elle rebattre les cartes en faveur d'un rééquilibrage ?

Cette question n'est pas la plus facile mais également fondamentale. Puis par extension, vers de nouveaux modèles de sociétés ?



Statut de Mao Zedong, Chengdu

1- Industrie, nous chérissons ton nom

Le premier avantage de ce questionnement est de reconnaître l'importance de l'industrie et des technologies. Hier comme aujourd'hui, et il en sera de même demain. L'avenir en effet ne démentira pas, on nomme cela l'industrie du futur. Quelle concerne l'automobile ou le nucléaire, le ferroviaire ou le sidérurgique, la papèterie ou le génie civil, l'électronique ou l'aéronautique, le textile ou l'hydraulique, le médical ou la robotique, l'informatique ou les biotechnologies, ... l'industrie n'est en effet aucunement poussiéreuse mais appelée à de spectaculaires innovations.

Quant au fonctionnement de nos sociétés modernes, elles en sont profondément dépendantes. La crise Covid nous le rappelle tous les jours.

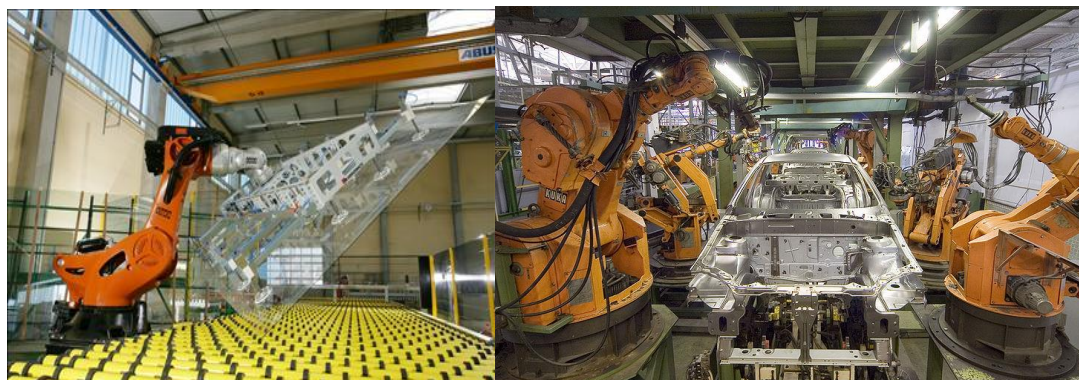
L'industrie dans son sens large est le plus souvent très sophistiquée et fait appel à des hauts niveaux de compétences. Elle se trouve au centre des innovations, de la production et des exportations. Et des services également, car il y a une porosité fondamentale entre les activités du « tertiaires » et celles du secondaire (industrie).

Un monde placé sous une industrie innovante donc, et cela aussi bien dans les secteurs modernes qu'au sein des secteurs dits traditionnels (BTP, habillement, sidérurgie, mécanique, ...).

Elle est enfin au centre des dynamiques territoriales et des vitalités locales. Parfois, peut-être faut-il se rappeler ces évidences⁵².

⁵² Pour une analyse de la question, Ben Mahmoud-Jouni, S. Charue F., Midler, C., « *Management de l'innovation et globalisation* », Dunod, 2015 ; Boissin, O., « *Innovation : Analyse, méthodes et enjeux* », Ed Campus Ouvert (vol. 2 à paraître, disponible sur votre intranet) ; Colletis, G., « *L'Urgence industrielle* », Lormont, Le Bord de l'eau, 2012 ; Veltz, P., « *La société hyper industrielle* », Seuil, 2017 ou encore le remarquable travail d'A. Ferguène pour une application en Afrique du nord (« *Territoire et développement local au sud : six expériences en Afrique du Nord* », Ed. Campus ouvert, 2021.

Le syndrome Kuka



Exemple de milieu industriel en robotique Kuka

Ligne robotisée ici dans une industrie verrière, Les progrès de l'industrie sont tout autant à rechercher sur les produits que sur les process. Ici une industrialisation en robotisation Kuka, un des fleurons mondiaux du secteur de la robotique. La firme allemande sera rachetée en 2016 par l'entreprise chinoise Midea, dans le cadre du programme développé par Pékin, « *Made in China 2025* ». Ce programme vise le contrôle de l'ensemble des secteurs de l'industrie du futur. Cette option est clairement affichée dans le XIII^e comme le XIV^e (2021-2025) plan de la nation.

Indépendance technologique et mode de prise de contrôle dans le domaine de la robotique

(Source : Boissin, O. REWP-C / « *Perspective du secteur de la robotique en Chine - Horizon 2020-2025 / XIII^e plan* » – n°11-2 /2011-2018) ©

(...) Kuka :

Deux ans après le rachat, le dirigeant allemand Till Reuter, ex-banquier d'investissement et président du directoire du fabricant allemand sera débarqué du groupe pour des raisons de « différence de stratégie en Chine ». Il était pourtant initialement l'un des ambassadeurs allemands de l'option de la vente du groupe à l'entreprise chinoise. Les raisons en sont multiples mais les principales étaient prévisibles au regard du montage retenu. (...).

Ces types de rachats posent de nombreux problèmes et s'inscrivent dans un programme beaucoup plus étendu d'une volonté de contrôle des informations et de montée en compétences, en particulier sur de l'automatisation et plus largement de l'IA a application non pas uniquement civile mais aussi duale. En continuité du XIII^e plan, nous devrions rester ici dans la droite ligne de l'objectif prioritaire qui devrait s'affichait dans le XIV^e plan (2021-2025): la recherche d'une indépendance technologique de la nation sur les cinq secteurs clés scientifiques et techniques auparavant mentionnés (chapitre1). (...) Kuka comme nous le savons est fortement implanté dans la plupart des industries allemandes et notamment dans celui de l'automobile. De par sa maîtrise des doubles volets du hard et des softwares propre à la robotique industrielle, la société dispose des compétences cœurs sur sa famille de produit mais aussi à l'instar de d'ABB, Comau ou de Fanuc, sur le process et dispose de nombreuses remontées d'informations de ses clients afin de pouvoir déployer ses solutions technologiques. (...).

Il en est de même dans l'industrie aéronautique européenne avec de fortes positions historiques de Kuka AG notamment dans la société Airbus mais aussi chez de nombreux équipementiers de premier rang (...). Se pose ainsi la question du respect de données privées et plus largement des multiples clients européens et mondiaux de la société allemande directement ou indirectement concernés par le rachat. (...)

L'opération s'est déroulée dans un contexte très rapide de négociation conclue en deux étapes durant le 1^{er} semestre 2016 où il ne se faisait guère de doutes sur les objectifs recherchés par le Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information ainsi qu'à son niveau supérieur par le Conseil des Affaires de l'Etat. Sans surprise un contexte élevé de confidentialité a été retenu dans l'approche de Kuka AG ainsi que sur le planning du montage juridique et financier à mettre en œuvre rapidement. (...)

Au regard de l'évolution des données sectorielles et de la montée en compétences sur la robotique, sur l'IA et sur la maîtrise des canaux d'informations par voie formelle et informelle par les parties chinoises, les dommages à subir devraient s'avérer importants dans le moyen terme à l'échelle européenne, et en Allemagne en particulier, à partir de 2022 notamment. (...).

Dès l'information connue, le gouvernement américain via ses deux organismes du *Comités des Investissements Etrangers* et son *Directorate of Defense Trade Contrôle* s'est opposé de son côté très rapidement à la cession en exigeant à la société Kuka AG de ne pas céder dans le cadre de la négociation établie la branche américaine au repreneur chinois. Ce sera la société américaine Advanced Integration Technology qui opérera la croissance externe sur *Kuka Aerospace & Defense* évitant d'importantes fuites de compétences et d'information dans des segments technologiques aux applications notamment militaires. Le noyau actionnarial du groupe va accepter de son côté les cessions de Kuka sous couvert d'une garantie bien fragile sur son plan tant stratégique que juridique sur le respect des données par le repreneur Midea. A partir de 2018, la plupart des engagements pris vont en effet devenir complexe à contrôler du fait notamment d'une éviction des principales parties allemandes dans la direction de la société placée dorénavant sous hégémonie de capitaux chinois. (...) . Le constat est sans appel sur l'erreur stratégique en matière de SNI germanique sur cette cession opérée et nouée dans la précipitation. En particulier les sites historiques d'Obernburg et d'Augsbourg pourraient en connaître rapidement les conséquences, y compris au niveau des emplois et de la déstabilisation interne au sein de ce groupe historique et aux positions solides notamment en Allemagne et en Amérique du Nord, mais plus largement à l'échelle mondiale.

Pris de court entre février et mai 2016 sur les actions impulsées par Midea et sur l'échec des négociations avec ABB et Siemens, le gouvernement d'A. Merkel devrait en retirer en partie les leçons au regard des récentes déclarations officielles. L'adoption sur le plan des FDI de règles de contrôle plus restrictives pourrait en découler rapidement. (...). Bien que témoignant d'un retard encore significatif en 2018 sur la plupart des indicateurs d'intégration de la robotique dans le tissu industriel chinois, la nation devrait témoigner d'une croissance très soutenue des activités sous le XIV^e plan à venir. Il devrait atteindre le rang de leader mondial à cette échéance, et avec une concurrence en boomerang prévisible sur sol européen dès 2020. Un des points qu'il faut en partie analyser est le maillage potentiel des compétences à l'échelle de la nation avec notamment UB Tech Robotics et plus largement avec le pool dominant des 5 acteurs majeurs du secteur de la robotique industrielle en Chine, et qui compte dorénavant Kuka parmi les pièces majeures du dispositif.

Un autre point central à étudier est celui de l'impact sur l'emploi au sein de la nation chinoise au regard d'une industrie très majoritairement à faible ou moyenne intensité capitaliste dans la majorité des secteurs traditionnels. La nation est et restera sur longue durée la première touchée mondialement par ces mutations relatives à l'introduction de l'automatisation industrielle sur des activités initialement réalisées par des emplois faiblement qualifiés et routiniers (chapitre3).

(...)

La production industrielle n'apparaît donc plus comme un sous-produit de l'économie comme le pensaient les partisans du *Fabless*, tel S. Tchuruk ou autres personnes avisées en matière de

stratégie industrielle⁵³. Au contraire, elle est l'indicateur maître caractérisant les puissances économiques. Entre autres, sur le plan des grandes signatures en France, mentionnons F. Bost, G. Colletis, JM Levet, P. Pascallon, J.T. Ravis et M. Deschamps, P. Veltz, ou encore sous un aspect davantage d'essayiste J. Attali, auteur parfois polémique mais qui l'enseigne avec raison depuis de nombreuses décennies⁵⁴. C'est sur cette base que se dessine en grande partie la hiérarchie des nations du monde.

Contrairement à la volonté de maîtriser les compétences sur une grande partie de la chaîne de valeur du produit, « *Fabless* » signifie le développement d'entreprises sans usines, sans production. En stratégie cela est parfois possible, même à très grande échelle, mais risqué.

A titre d'illustration, un peu comme Apple sur certaines de ses activités si l'on mène une analyse comparée vis-à-vis de ses deux principaux concurrents Samsung et Huawei. Mais il n'est pas certain bien sûr que les hauts dirigeants d'Apple serait d'accord avec cette dénomination de groupe en *Fabless*. Et sans doute à raison, car l'hypothèse est ici poussée peut-être de manière exagérée. La firme à la pomme est soucieuse de contrôler nombre de ses technologies, et rachète par ailleurs davantage d'entités qu'elle n'en revend... Mr Steve Jobs ou Tim Cook ne peuvent aucunement se confondre avec S. Tchuruk.



La mythique firme à la pomme tant porteuse d'innovations s'est toutefois faite progressivement et dangereusement dépasser par Huawei. Ce fut le cas jusqu'à la décision d'interdiction par l'administration de D. Trump de proposer des supports de Google à certaines sociétés chinoises, dont Huawei. Contrairement aux groupes chinois, Apple n'investit comparativement pas assez dans l'industrialisation de ses produits. Ni même en RD en réalité.

Il en résulte des sphères de compétences plus faibles sur l'ensemble de sa chaîne de valeur ajoutée. Peu à peu, le risque n'est pas nul de la voir décliner. Mais encore une fois, ne jetons pas trop vite la pierre sur Apple car nous aimerions bien détenir en Europe un groupe à l'image de ce fleuron californien.

⁵³ *Fabless*, du mot anglais désignant une fabrication sans usine. En 2000, S. Tchuruk sera l'initiateur symbolique en France de cette tendance, et qui conduira au final à de dramatiques pertes de positions industrielles du groupe Alcatel. Mais ce dernier ne sera pas un cas isolé. Dans ce même secteur de l'électronique, Thomson vendra par exemple l'ensemble de sa division télévision à un petit groupe chinois dorénavant devenu un des tout premiers fleurons mondiaux du domaine : TCL Et non pas uniquement sur les écrans, mais sur de multiples autres segments de l'industrie électronique. A partir des années 2000, cette mode du *Fabless* se trouvera ainsi fortement développée dans nombre d'industries nationales. Contrairement à l'Allemagne qui déclinera le plus souvent cette stratégie. Dans le même temps, après plusieurs décennies d'excédents commerciaux, l'on constatera que la balance commerciale de la France deviendra à partir de 2001 jusqu'à nos jours déficitaires. N'y aurait-il pas là un lien ?

⁵⁴ Pour une brillante analyse de la pensée économique, « *Les 3 mondes* », 1981 (Fayard) puis « *Au Propre et au figuré : une histoire de la propriété* » (1988). Les premiers ouvrages de l'auteur sont particulièrement aboutis, mais ce n'est là qu'un avis subjectif, conduisez votre propre analyse.

Entre les Etats-Unis et la Chine, une Europe la plus souvent absente sur les nouvelles technologies de l'information



Entreprise de taille intermédiaire (ETI) fondée en 2011 dans l'Etat californien. Un financement assuré par le marché financier (Nasdaq) et comprenant en 2020 deux milles salariés. Ses activités sont dédiées à des solutions de communications sur la base de visioconférences. L'activité de l'entreprise connaîtra une explosion de ses parts de marché suite à la crise 2020 comme nous le savons.

L'Europe ne détient ni d'Apple, ni plus largement de GAFAM, ou autres sociétés bien positionnées sur les sciences de la communication et de l'information. Pourtant les besoins sont bien là, et elle détient toutes les compétences. Lors de la crise 2020, à défaut de trouver d'autres systèmes de communication simples et efficaces, beaucoup d'acteurs se tourneront ainsi vers les solutions en visio-conférences « Zoom » afin de conduire leurs activités à distance.

Ce système est pourtant réputé pour n'être guère fiable en matière de contrôle des données utilisateurs. Mais on pourra toujours se consoler en songeant qu'il émane d'un pays à régime démocratique, et non pas d'une dictature. La différence n'est pas mince.

Questions ouvertes :

-A quand une politique industrielle et de l'innovation européenne ?

-A quand un droit de la concurrence permettant de promouvoir cela ?

-L'Europe détient par ailleurs l'Euro. A quand donc une monnaie dédiée à l'économie durable et à l'innovation, et non principalement aux faveurs d'un système bancaire et financier peu soucieux d'économie réelle ? Mais principalement d'arbitrages sur places financières à finalité d'optimisation des profits.

Tant de réformes dans l'attente. Mais la question posée concerne ici la dépendance à la Chine, alors retournons en Chine.

2- Chine, nouvelle économie-monde ?

Huawei, nouvelle firme-monde ?



Huawei, à l'instar des GAFAM, est un symbole de ces nouveaux acteurs dominants le monde du numérique. Cette société, comme la plupart des grands groupes chinois, se trouve directement placée sous contrôle du Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information, et plus largement du Parti Communiste et son Ministère de la Sécurité de l'Etat. Ainsi que de l'Armée Populaire de Libération (APL).

Suspectées de pratiques d'espionnages (pensons notamment aux logiciels espions dans les smartphones ou autres infrastructures et produits d'électronique), à partir de 2020 de nombreuses nations décideront de placer de grands groupes chinois sous liste noire. Une soixantaine de firmes seront ainsi blacklistées notamment par l'administration

américaine : Hua Wei, ZTE, SMIC, Tencen, Nuctech, DJI, ... Nous pourrions développer oralement ce cas si vous voulez, bien des enseignements sont à retirer. A grande maille retenons déjà :

Quels sont les objectifs commerciaux de la société ? Comme pour les autres firmes du monde, (pensons aux GAFAs et autres géants mondiaux du numérique), réaliser des profits. Mais n'y-a-t-il pas d'autres objectifs ? Dans un monde où les Data apparaissent comme le nouveau carburant de l'économie, les collecter, les traiter et contrôler ces données utilisateurs apparaît comme l'un des objectifs clés. Puis demain contrôler les individus ? Dans les mains d'un régime totalitaire cette question est poreuse et c'est la situation dès à présent en Chine. Dans le contexte de la crise du coronavirus les applications déployées sur l'ensemble de la population résidentes sont édifiantes.

Comme la plupart des groupes chinois de l'électronique, les entreprises sont suspectées d'introduire des logiciels espions dans leurs produits, comme les smartphones (Huawei, ZTE, Xiaomi, etc.), ou plus largement au niveau de leurs infrastructures de télécommunication. En cela la question de la dépendance de l'Europe à ces groupes pose de nombreuses d'interrogations. Demain, quid du contrôle et des libertés ?

Hormis sur les questions de capture de données et de cultures de fermeture, la stratégie industrielle de Huawei est en réalité distincte de celle d'Apple. Elle vise une intégration verticale. C'est-à-dire non pas seulement contrôler verticalement les activités mais aussi les réaliser. Produire l'essentiel des composants électroniques par exemple. C'est là une stratégie similaire à celle de son compétiteur coréen Samsung Electronics, le n°1 mondial du secteur.

Certes, cela à un coût : il faut investir en RD et passer des accords de transferts technologiques avec les puissances occidentales sur les compétences non maîtrisées (les japonais et les coréens déclinant généralement cela). C'est l'option qui sera retenue par Huawei. T. Breton, actuel Commissaire européen à l'industrie connaît de longue date le dossier. Et cette stratégie sera plus largement développée par les entreprises chinoises, dans la droite ligne des initiatives taiwanaises ou coréennes des temps passés (1985-2000)⁵⁵.

En données, cela signifie par exemple en 2019 des dépenses de RD rapportées au chiffre d'affaires pour Huawei de 16% contre 4% pour Apple. Pas besoin de longs discours, cela pose rapidement les données du débat. Et suscite quelques interrogations quant au remaniement des cartes mondiales au sein de ce secteur pourtant hautement stratégique. Les plus grands groupes de l'électronique et de l'intelligence artificielles (IA) seront probablement demain chinoise et coréens.

En réalité, dans nombre de segments du secteur, ils le sont déjà.

⁵⁵ Cf. Manuel de cours « *Economie mondialisée* (vol. II – Outils et applications), Chapitre 3 *Méthodes et enjeux des transferts technologique*, Grenoble-INP, 2021 (disponible sur votre intranet) ; Divers contrats de recherche et rapports d'étude conduits en Chine sur les partenariats et transferts technologiques sur la période 1998-2020.

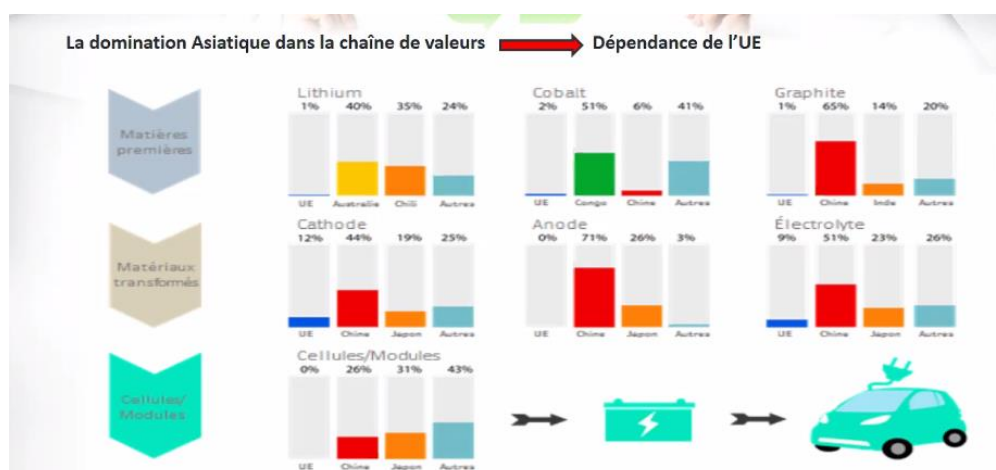
Chine, nation leader sur l'IA



En l'espace de 25 ans, la Chine est parvenue à se hisser au rang des toutes premières puissances technologiques mondiales dans de nombreux secteurs stratégiques : énergie, hydraulique, transport, électronique, robotique, pharmaceutique, matériaux, batterie, ... Parfois en première position même, devant les Etats-Unis sur des segments de l'IA et des techniques de transmissions, à l'instar de la 5G par exemple.

Ou encore avec l'exemple du marché des batteries Lithium-ion que l'on sait tant stratégique, et cela sur l'ensemble des stades de la filière.

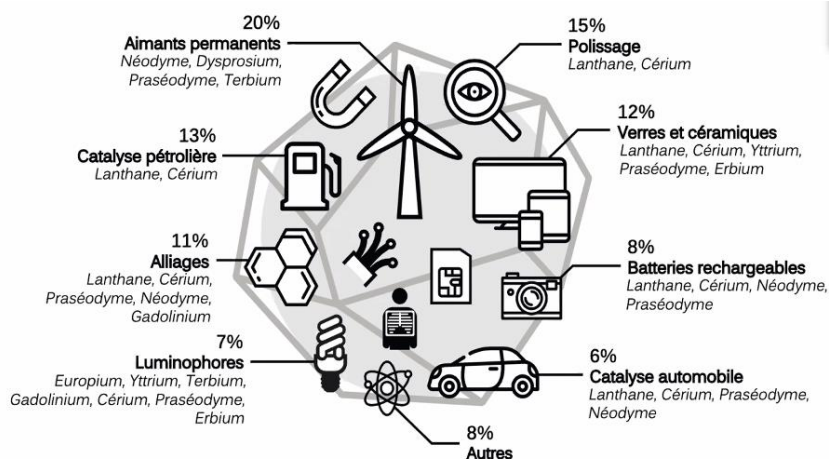
Degré de dépendance de l'Europe sur la filière des batteries électriques, sur les trois stades des matières premières, transformation, et de réalisation des cellules



L'Asie et en particulier la Chine, détient les positions dominantes dans de nombreux segments de cette filière hautement stratégique. Pensons par exemple au marché des batteries de véhicules.

Plus précisément au niveau des matières premières, les terres rares, c'est à dire une famille de 17 métaux très présents dans nos technologies modernes (électronique, batteries pour les véhicules notamment, technologies appliquées au spatial, à la défense, ...) apparaissent dorénavant comme une ressource stratégique et critique en matière d'approvisionnement. Cela au regard d'une Chine monopolistique depuis 2000 (1985 en réalité au niveau de l'amont de la filière) sur le secteur, et qui limite de plus en plus ses exportations de terres rares⁵⁶. Tout un ensemble de filières s'en trouve alors menacées.

⁵⁶ La nation il est vrai dispose de multiples gisements, dont notamment la mine de Bayan Obo à proximité de la ville de Baotou (Mongolie intérieure). Au milieu du désert de Gobi, la plus grande réserve mondiale de terres rares est là. Sur site, les process reposent sur l'extraction de fines particules de marbres dolomitiques et vont être développés et pleinement maîtrisés très tôt, à partir de 1980 par l'industrie chinoise. Comme dans la grande majorité de ces activités



Terre Rare : le « *New Oil* » de nos sociétés modernes. Ces métaux se ressemblant quant à leur formule atomique, ils sont difficiles à séparer. C'est notamment un des problèmes posés au niveau de leur recyclage. Dans le cadre d'une approche circulaire, cette question du recyclage est pourtant essentielle à mener.



Terres rares et métaux rares : des processus conduisant à des rejets de polluants le plus souvent directement effectués dans les cours d'eau sans véritables stations d'épurations. Par ailleurs, lorsqu'elles sont présentes ces dernières s'accompagnent également de polluants.

En Chine, de 2002 à nos jours, l'ensemble des données environnementales relatives aux pollutions de l'eau, de l'air et des sols témoignent d'une croissance exponentielle des polluants. Parmi d'autres facteurs, l'exploitation des terres rares n'y sera pas étrangère.

Sur le plan industriel, l'amont de l'activité est hautement impactante de par les très faibles teneurs minérales contenues dans les sols. A partir de la décennie 1990, la Chine décidera d'en prendre pourtant le leadership, le plus souvent par des pratiques de dumping, conjointement à un retrait des puissances occidentales qui déclineront d'en poursuivre leurs exploitations. Ces activités minières vont se révéler en effet peu rentables et critiquables sur le volet environnemental. Il s'agit pourtant là de l'or noir de notre XXI^e siècle.

sur le territoire, la mine sera placée sous contrôle de l'Etat central. Puis une stratégie industrielle et tarifaire audacieuse conduira à une situation quasi monopolistique de la nation à partir des années 2005-2007 sur le marché mondial.

Revers de la médaille, cela s'entraîne d'effets dévastateurs sur l'environnement. Le champ de déchets toxiques juxtaposant l'usine de traitement des terres rares de Boagang est l'un des plus importants mondialement. Sur place, l'on parle de ville du cancer. Sur ces questions, Bihouix, Ph., De Guillebon, B., « *Quels futurs pour les métaux ? Raréfaction des métaux* », EDP, 2010 ; Boissin, O. « *Développement durable : des chiffres et des étoiles* », 2021 (Vol. 2) (disponible sur votre intranet) ; Degeorges, D. « *Terres rares : enjeux géopolitiques du XXI^e siècle* », l'Harmattan, 2021 ; Maniglier, P., « *Métaux rares et terres rares* », Ed. Campus Ouvert, 2020 ; Pitron, G. « *La guerre des métaux rares* », Ed. Les liens qui libèrent, 2018.

La Chine usine du monde ? C'est en grande partie exact.
Et l'Occident en caution de ce constat.



En Occident, soulignons au final l'incohérence de nos choix lorsque nous adoptons des modes de consommation très éloignés de la sobriété écologique qu'il nous faut pourtant rechercher. Si la consommation n'était pas au rendez-vous, les exportations chinoises n'auraient pas lieu en de telles proportions⁵⁷. C'est-à-dire moins d'extraction, de production et de transport, donc moins de dégradations environnementales.

Concernant la question d'un monde « *Made in China* », comme l'esquissent les instructifs articles d'A. Grjebine et de L. Malvezin (annexe 1 et 5), la dépendance de la France à la Chine est importante, et elle est grave. Sur le plan économique, technologique. Puis demain sur le plan des libertés ? En tant que Commissaire européen à l'Industrie, l'on peut aussi s'interroger sur la décision prise par T. Breton sur cette question. Celle relative à l'acceptation de présence sur le territoire européen du fournisseur de télécommunication Huawei.

Au-delà de la dépendance stratégique à laquelle cette décision va conduire, Huawei comme nous le savons a toujours été suspecté de doter ses infrastructures de logiciel espions. Il en est de même pour ZTE, Xiaomi et la plupart des équipementiers électroniques chinois qui sont directement pilotés par le Ministère de la Sécurité de l'État chinois.

A l'âge de l'ère de l'information où les données représentent un élément stratégique central, cela pose question. Pourtant, T. Breton de par ses fonctions passées notamment à Thomson et à France Telecom, est l'une des personnes connaissant très bien les méandres du dossier. Pourquoi ne pas privilégier le renforcement de groupes européens tel Nokia ou Ericsson ?

⁵⁷ Chaque année, la Chine témoigne du plus grand excédent commercial mondial, et cela de loin. Environ 600 MM USD en ce début de décennie 2020.

« Liberté, nous chérissons ton nom »



En ces temps de libertés tant menacées, faut-il permettre aux groupes chinois d'implémenter leurs technologies notamment de la 5G sur le territoire européen ? En ce XXI^e siècle, les visages de la dictature moderne repose d'abord sur la technologie. Menez votre analyse, vous êtes en Occident, les données sur la toile sont libres. Cette question est plus complexe à instruire en Russie ou en Chine.

Nous ne connaissons les dessous politiques des cartes d'une telle décision qui va s'appliquer en France (Bouygues et Free notamment continueront d'adopter l'équipementier chinois⁵⁸). De leur côté, l'Allemagne, le Japon, les Etats-Unis, l'Australie, ... se montreront beaucoup plus réservés en refusant l'accès du groupe Huawei sur leur territoire.

Nous pourrions étendre la réflexion à bien d'autres secteurs, mais cette fois sur le plan du leadership technologique. Ainsi, la France va se trouver être un des acteurs privilégiés à partir de 1984 (et surtout 1993) pour transférer des technologies notamment duales dans les domaines de l'électronique, mais aussi de l'aéronautique, de l'automobile et de l'énergie. D'autres segments industriels seront également privilégiés autour de l'hydraulique, du ferroviaire, des matériaux, de la biologie, et de la pharmaceutique. La liste exhaustive sur des technologies y compris duales ciblées par le pouvoir de Pékin est en réalité beaucoup plus fine et longue. Elle est discriminée par branches d'activité puis ensuite par familles de produit.



Par extension, au-delà des masques en papier, segment d'activité assez aisément redéployable, bien d'autres activités plus complexes ne sont plus localisées ni maîtrisées dans les pays historiquement développés. Dans le cadre de la crise du Covid, ce sera notamment le cas de nombreuses familles de biens d'équipement médicaux, mais aussi de principes actifs de l'industrie pharmaceutique. En 2020, la quasi-totalité de la pénicilline mondiale est par exemple fabriquée par la Chine. Heurté de plein fouet par la crise, une dépendance de l'Occident à cette nation n'est pas sans poser des problèmes d'approvisionnements.

⁵⁸ De même qu'Orange pour son réseau mobile au niveau de ses filiales situées hors France.

Des documents précis et coordonnées par le *Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information* chinois réglementent les présences étrangères, et spécifient les actions à mener. Dans une temporalité plus récente, cela afin de mener à bien les objectifs du programme « *Made in China 2025* ».

En particulier depuis le début de la décennie 1990, la Chine bénéficie d'un Etat puissant, d'une politique industrielle et de l'innovation de tout premier plan, et c'est là une bonne nouvelle pour la nation. Pour exprimer les choses sur le ton de la moquerie, il est plus rare de croiser des Nabilas de la politique et stratégie industrielle au sein de la nation que dans l'Hexagone. Les autorités décisionnelles chinoises, notamment à leur double niveau central puis provincial/municipal sont le plus souvent très éclairées sur les enjeux technologiques présents et à venir. Puis une fois les décisions prises, l'ensemble des parties sous contrôle de Pékin déroulent le plan et la méthode au niveau des programmes identifiés comme prioritaires.

En ligne de mire, quel objectif ? Détenir une indépendance technologique sur l'ensemble des secteurs clés à horizon 2025. Puis pour le XVI^e plan (sinon en fin de XV^e), ravir la première place économique mondiale aux Etats-Unis. La guerre technologique et commerciale est ainsi ouverte entre les deux superpuissances. Le corridor autour de l'Inde en lien avec d'autres nations pourra-t-il parvenir à contrer la progression chinoise ? La donne géoéconomique se tourne dorénavant sur cette option. Mais encore faut-il que le pouvoir de N. Modi ne dérive pas dangereusement vers le national populisme. Et en 2020, bien des inquiétudes se posent comme nous le savons⁵⁹.

« *Made in India* »

L'atout principal de l'Inde demeure finalement dans l'hégémonie politique croissante de la Chine. Cette expansion fait peur à l'Occident, de même qu'au Japon, à l'Australie, en Asie du Sud-Est, ... et contrairement à ce que certains pensent, également à la Russie de Poutine.



Un redéploiement des activités occidentales pourrait ainsi s'intensifier vers la plus grande démocratie mondiale. Pour l'instant, la nation plurielle reste toutefois plongée dans une crise Covid qui ne travaille pas à son avantage. Une fois passé le cap, une intensification des IDE dorénavant massivement orientés vers cette nation est une hypothèse fortement probable.

⁵⁹ Par ailleurs, une autre question centrale est posée : quid de l'après D. Trump ? L'option d'une réélection ou d'un changement d'administration inscrite dans une voie plus positive ?

3- Chine vs Etats-Unis, et l'Europe au milieu

Selon les capitaines d'industrie de la « vieille Europe », les logiques d'une localisation dans le pays d'accueil et de partenariat technologiques perdurent tant que la rentabilité financière est au rendez-vous et que les positions stratégiques de la société ne soient pas trop malmenées. Aussi, rien n'est moins sûr que des groupes tels que GE, Schneider, Stellantis, Siemens, VW, Carrefour, Ikea, Alstom, Airbus, Bosch, Areva, General Motors, Volvo, LVMH, Richemont, ... ou plus largement la plupart des grands groupes mondiaux ferment leurs activités demain sur le territoire chinois...

Par contre, l'on peut s'attendre de leur part à des modifications importantes en termes de flux d'investissements à venir. Pour leurs unités locales en Chine si l'objectif est de livrer le marché local, et une localisation des nouveaux investissements vers d'autres nations afin de couvrir les autres marchés. Pensons en premier lieu à l'Inde, mais aussi aux pays de l'Est, au Mexique pour l'Amérique du nord, à la Turquie, etc.



L'ampleur des investissements européens réalisés sur le territoire ne pourraient être retirés sans subir des pertes massives. Cela est particulièrement vrai pour les secteurs à haute intensité capitaliste, à l'instar de l'automobile par exemple. Par ailleurs, la Chine représente le premier marché mondial sur de nombreux segments de marché. Une présence locale est donc souvent nécessaire. Mais un choix de répartition des IDE vers les autres pays va être probablement priorisé par les grands groupes mondiaux afin de rééquilibrer leurs positions et réduire leur dépendance à la Chine.

Par ailleurs, cela est d'autant plus probable que la Chine se trouve dans une situation de surcapacités de productions chroniques, et cela sur l'ensemble des secteurs industriels (sidérurgie, aluminium, construction navale, industrie mécanique, textile, cimenterie, ...). L'automobile n'échappe pas à la règle. Ainsi, en 2019, c'est-à-dire avant même la crise, PSA va fermer et vendre un de ses sites pourtant hautement sophistiqué pour des raisons de trop fortes surcapacités de production. Le groupe ne fait localement tourner ses sites de production à guère plus de 20 ou 30% de ses capacités installées. Pourtant, sur la base bien souvent de plateformes de dernière génération technologique. Pensons à la ligne DS par exemple.

Suite à la crise Covid, des décisions pourraient être prises afin de réduire les risques financiers et de dépendances d'approvisionnement. Ainsi, des politiques plus systématiques de *double Sourcing*⁶⁰ (sinon de triple Sourcing) pourraient être privilégiées.

⁶⁰ Sur une activité donnée, cette politique consiste à s'assurer d'avoir la possibilité de recourir à un second fournisseur (généralement dans une zone géographique distincte) afin de prévenir un risque de rupture d'approvisionnement en cas de défaillance de l'un des deux fournisseurs.

Quant à certains segments jugés technologiquement stratégiques, notamment ici dans le secteur du médical, des actions plus ambitieuses de contrôle des activités devraient voir le jour, en particulier sous impulsion de l'acteur public et avec une relocalisation en Europe.

Dans certains cas, des relocalisations donc devraient se faire jour, mais sous condition que les écarts de compétitivité-prix ne soient pas significatifs. Car les entreprises occidentales rivalisent ensuite sur un marché qui lui est mondial.

Quant aux rééquilibres au niveau des pays émergents, pour l'Europe ce seront en particulier les pays de l'Est et de l'Afrique du nord qui pourraient bénéficier d'un regain d'attractivités. Mais l'Inde également comme auparavant noté. Bien des projets en Supply Chain sont à repenser alors, de même que des montées en compétences sur des branches d'activités témoignant de significatifs retards.

L'importance du génie industriel



La crise du Covid va conduire à repenser dans de nombreux domaines d'activités des chaînes logistiques permettant de mieux sécuriser les approvisionnements. Face aux déséquilibres actuels vis-à-vis de la Chine, l'Inde, les pays de l'Est et de l'Afrique du nord pourraient connaître une forte attractivité.

La conception et la mise en œuvre de chaînes logistiques est une fonction majeure des entreprises. Bien des compétences sont nécessaires et les formations en génie industriel se révèlent sur cet aspect particulièrement adaptées. Il convient en effet de concevoir ces projets de logistique globale dans une approche transverse, non seulement sous son angle économique, mais également environnementale, stratégique et technique⁶¹.

Puis la donne pourrait s'intensifier. Rapidement ou plus lentement, nul ne le sait, il n'existe pas de boule de cristal en économie. Mais devrait changer pour trois raisons. Elles sont de natures économiques, politiques et environnementales.

-Raison économique : une perte de compétitivité-prix de la Chine vis-à-vis de pays *Low Cost* notamment d'Asie du sud Est, du Bangladesh et de l'Afrique.

-Raison politique : un pouvoir que nous pourrions qualifier certes à l'emporte-pièce de « *Black Mirror* »

-Raison environnementale : une nation se heurtant à un modèle de développement profondément non durable.

⁶¹ Pensons notamment au déploiement des systèmes d'information.

4- Une perte de compétitivité-prix de la Chine ?

Comparativement à d'autres pays émergents, la réponse est positive pour certaines branches d'activité. Car la Chine est un pays non pas en développement mais catégorisé en pays intermédiaire⁶². Et cela est toujours un stade complexe à traverser, surtout au regard de l'étendue de la démographie du pays. Par ailleurs, l'essentiel de sa population reste limité dans son accès aux études supérieures.

La nation doit ainsi faire face au dilemme de l'entre-deux : elle n'est ni l'Allemagne, le Japon ou les Etats-Unis, ni l'Inde, le Vietnam ou l'Ethiopie. Donc elle est attaquée sur les deux fronts : d'un côté par les pays à compétitivité qualité, et de l'autre par les pays bénéficiant d'une forte compétitivité prix.

A cela, il convient de rajouter un nuage macroéconomique : la situation s'est fortement détériorée depuis 2014 en matière de comptes publics. Particulièrement au regard de la dette totale du pays qui dépasse en 2020 les 300% de son PIB. Une hausse beaucoup plus importante que les scénarii initiaux planifiés par le FMI. C'est la dette des entreprises chinoises publiques qui est particulièrement en cause, en constante hausse depuis 2013. Et la crise du Covid ne va faire qu'intensifier ce déséquilibre.



Le gouverneur de la banque populaire chinoise Yi Gang se trouve depuis 2018 dans une position délicate entre, d'une part, un besoin de croissance planifiée par Pékin, d'autre part une dangereuse progression des dettes de la nation. Le tout avec des dérapages chroniques d'inflation et la présence d'activités en *Shadow Banking* déployées à grande échelle. Dans un tel contexte, la politique monétaire est un exercice périlleux à conduire.

Dans l'immédiat, l'équivalent de 220 MM d'USD ont été injectés par la banque populaire de Chine afin de pallier aux conséquences de la crise. Mais c'est d'un plan d'environ 600 MM d'USD qui pourrait être validé d'ici peu, alors même que Pékin se refusait jusqu'à présent d'augmenter sa dette au regard des *warning* émis par les principales institutions financières, FMI en tête à partir de 2018.

En contra-cyclique, les pressions se font toutefois de plus en plus fortes pour relancer l'économie. Il est vrai, les ménages et les TPE/PME rentrent dorénavant dans des périodes difficiles. la Chine est un pays de grands groupes industriels et de service (pensons à Dong Feng Motors, Haier, Cosco, Petro China, ZTE, Comac, China Mobile, China Telecom ou unicom, ...) ... mais aussi et surtout de PME et de TPE ! Des myriades de petits commerçants et de petites activités de services. Et ces derniers n'ont guère de soutiens comparativement aux entreprises d'Etat. Ils se trouvent dans des situations inégalitaires sur bien des chapitres.

⁶² Sur ces questions, cf. « *Développement économique : de quoi parle-t-on ?* », Grenoble-INP, 2021 (disponible sur votre intranet).



Une rue de Shanghai

La Chine est un pays où l'essentiel des emplois et de l'activité est réalisé par des TPE ou des PME. Ces petites structures ne bénéficient pas ou peu d'amortisseurs sociaux.

Une contraction forte des activités pose aussi un problème majeur en matière de pérennité des structures.

Encadré 6 ***Les trois moteurs économiques chinois***



Port de Shanghai (Yangshan), le plus grand port du monde.
Et des montagnes de conteneurs dans l'attente d'exportation.

Les trois moteurs de la croissance chinoise sont les exportations, la consommation interne et l'investissement. En 2020, ils seront toutefois grippés. En matière de développement durable, bonne nouvelle toutefois, un ciel qui pourrait un temps retrouver un peu de couleurs. Puis après tout repartira et le gris de nouveau s'installera.

1-Concernant le moteur des exportations, il est impacté par un commerce international en berne. Pour la Chine, la demande issue de l'Europe et des Etats Unis n'est plus guère au rendez-vous depuis mars 2020. Un premier moteur tournant au ralenti donc. Rappelons que les exportations sont la clé de voute du développement du pays et représentent environ 1/5 du PIB de la nation.

Deux autres facteurs sont toutefois là :

2-La consommation interne des ménages. En 2020, cette composante se trouve là aussi en contraction, sinon déprimée. La raison en est simple : des ménages placés en situation délicates, pensons aux petites structures notamment : 70% de la population active chinoise œuvrent dans des TPE -souvent des petits commerces-, affaiblies par la situation du Covid 19.

Du fait des problèmes de trésorerie en découlent, et au regard d'une aversion au risque, il en découle une réduction des consommations.

3- Le dernier facteur est l'investissement public. Concernant cet indicateur, les éléments s'affichent davantage positifs. Afin de soutenir les activités, l'Etat actionnera ce levier à ses différents échelons territoriaux : Etat central, provinces et municipalités. Malgré de lourds problèmes d'endettement pesant sur l'Etat et les ménages depuis 2013, Pékin n'aura guère d'autres choix que d'intensifier ces investissements publics. C'est en réalité la politique actionnée de longue date, surtout à partir de 1993. Et les années 2020 ne devraient pas démentir.

Ces investissements seront économiquement non rentables de par des situations de surproduction dans la plupart des secteurs d'activité : automobile, sidérurgie, textile, construction navale, etc. Il va en découler par ailleurs de fortes empreintes carbone (pensons par exemple à la production de ciment ou d'acier) qui n'arrangeront rien à la question de l'environnement⁶³. Au final, quelques lourds nuages pèseront ainsi sur la nation pour différentes raisons :

- un accroissement de l'endettement public comme privé ;
- une activité au ralenti à l'exportation de par l'ampleur des impacts mondiaux de la crise Covid ;
- une détérioration des ressources environnementales par une utilisation d'énergies fossiles (pétrole et charbon notamment dont la Chine est le premier pays en matière de consommation mondiale)

Par contre, les deux premières puissances économiques mondiales avec les Etats-Unis devraient renouer assez vite avec leur modèle habituel de croissance carbonée. Si ce n'est en 2020, ce sera en 2021, au 2022 peu importe. A l'échelle de la planète et de son temps géologique, sur la question du développement durable, une ou deux années ne changeront pas grand choses...

Ces deux nations repartiront selon forte vraisemblance car les Etats-Unis témoignent d'un dynamisme entrepreneurial sans faille notamment sur les domaines du futur. GAFAM s'écrit du côté de la côte ouest, et probablement encore pour longtemps. Les grandes universités, la démocratie et le ciel bleu aidant un peu il est vrai dans l'attractivité des hauts potentiels.

Quant à la Chine, elle bénéficie d'une ambitieuse politique industrielle et scientifique, des programmes d'investissements publics de tout premier plan, dispose de grandes entreprises dans l'attente d'inonder le monde de produit intermédiaires ou finaux, et enfin dispose d'une demande intérieure majeure. Elle pourrait donc vite repartir, mais sur un modèle davantage autocentré bien que critique sur le plan environnemental.

Le drame à venir se trouve là : les deux superpuissances vont continuer de développer un modèle économique inscrit sur une logique ancienne, c'est-à-dire des dynamiques destructrices de ressources. Après le Covid, la prochaine grande crise ne devrait-elle pas trouver ses racines dans une crise environnementale ? La question risquerait alors d'être bien plus grave. Analyse subjective, menez votre analyse. Des Think tanks, tels que *Carbon Tracker Initiative* ou encore *Carbon Disclosure Project* développent d'instructives études également sur les risques financiers à attendre des changements climatiques.

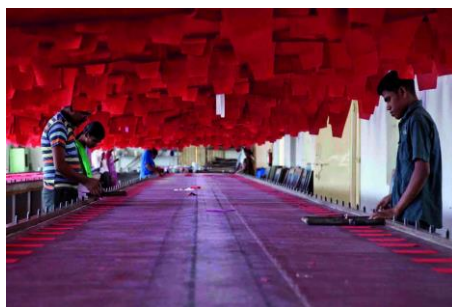
⁶³ En matière de construction, le béton représente le pire des matériaux sur le plan environnemental. Selon les nations, environ 50% des émissions carbone du secteur du bâtiment (BTP) est issue du béton. (le ciment représente à lui seul 5% des émissions mondiales de CO₂). L'acier représentant quant à lui environ 20% des émissions du bâtiment.

Source : Boissin, O., « *Comprendre l'économie contemporaine : une analyse économique et monétaire* », Ed. Campus Ouvert, 2021.

Dans le court terme, la Chine rentre donc dans une dégradation de ses comptes publics comme privés. Et sur les moyen-long termes, après une phase de déflation mondiale il y a tout lieu de penser à une reprise de l'inflation. Cela afin de réduire notamment des seuils d'endettements publics comme privés trop élevés. En découleront des structures de coûts en augmentation et, comparativement aux autres pays émergents, la Chine ne sera plus un pays à attractivité-prix pour les investisseurs étrangers. Et par ailleurs, politiquement une nation qui ne s'affiche guère recommandable pour les démocraties du monde.

IDE : de la Chine à l'Inde

Depuis 2017, l'Inde prend ainsi le dessus en matière de flux mondial d'investissement direct étranger (IDE). Car beaucoup moins coûteuse notamment dans les secteurs intensifs en main d'œuvre.



Usine textile en Inde

En particulier depuis 2010, de nombreux investisseurs y compris chinois délocalisent leurs productions textiles en Inde, en Ethiopie ou au Bangladesh de par des structures de prix beaucoup plus attractives qu'en Chine. Le coût de la main d'œuvre s'y trouve en effet 3 à 6 fois moins coûteux.

Après la Chine, l'Inde ?

En matière d'investissement des entreprises à l'étranger, il y a tout de lieu de penser à une attractivité majeure de l'Inde qui devrait prendre le pas sur la Chine en cette décennie 2020. Il ne serait pas surprenant en effet que les investisseurs en particulier américains, européens et japonais orientent de plus en plus leurs flux d'investissement vers des nations autres que la Chine. La question est posée mais en réalité la réponse est déjà connue : elle est positive.

La raison en est triple.

1-Comme nous l'avons vu, la présence de surcapacités industrielles chroniques en Chine dans la plupart des secteurs.

2-La crise Covid a fait prendre conscience des dangereuses dépendances du monde à la nation. A minima et dans l'urgence, des solutions en back-up s'imposent aussi aux entreprises étrangères dans leur chaîne de valeur.



3-La grave erreur politique du choix de l'intensification totalitaire retenue par le régime Xi depuis 2013. Elle va conduire les pouvoirs politiques des autres pays et les grands groupes à redistribuer leurs positions vers d'autres nations. La Chine ne fait plus guère rêver et cela semble également vrai à en écouter les jeunes talents. C'est-à-dire l'avenir. Les modes de vie semblent à rechercher ailleurs, dans les pays démocratiques et dans des approches davantage orientées en circuits courts. Et cela y compris au niveau des grands groupes. Cela ne signifie pas une réduction des positions industrielles en Chine (la nation ne devrait cesser de s'affirmer économique sur l'échiquier mondial), mais une stratégie de positionnement des sociétés étrangères sur les marchés locaux : Siemens « Chine » pour la Chine, Siemens « Inde » pour l'Inde, Siemens « Allemagne » pour l'Europe, etc. L'hypothèse est recevable.

Mieux, les entreprises de demain les plus attractives seront sans doute celles qui oseront des modifications fortes de leur *Business Model*. Penser la pérennité de l'entreprise mais sans forcément s'engager dans de fortes croissances de leur chiffre d'affaire. Dans l'idéal générer du profit mais sur la base d'une croissance nulle, ou proche. Est-ce possible cela ? La question mérite en tout cas d'être posée. Derrière se trouve l'urgence des transitions et la question de la résilience. Les années qui s'ouvrent devraient également se révéler passionnantes en cela.

L'hypothèse peut être formulée ainsi : la présence d'unité de production des sociétés étrangères localisées en Chine ne fermeront pas, mais seront principalement dédiées au marché chinois, et non plus en logique de site global monde. Les flux d'investissement vont s'orienter ailleurs. Et l'Inde devrait être la grande gagnante de cette stratégie cohérente de la part des sociétés. Décennie 2020, ne serait-ce que pour sécuriser les approvisionnements, le temps du tout Chine est dorénavant derrière nous.

Coté Chine, la solution est de continuer de monter en gamme le plus rapidement possible afin de se positionner dans le rang des nations à forte compétitivité qualité. Et non plus se limiter à inonder le monde de produits à seule compétitivité-coût.

(Parenthèse ouverte : le tout estampillés actuellement d'étiquettes d'une limpidité toute relative. Bien des métiers sont ouverts en matière notamment de traçabilité produit. Cette question n'est pas mince, elle est également au cœur des transitions. Réduire une émission sur une production nécessite au préalable de comprendre les chaînes de valeur et leurs lieux de réalisation. D'où viennent les intrants ? Sans information robuste sur cette question, les ACV n'auront guère de sens)



Telles une plaisanterie de Nestlé en matière de Nutriscore, l'Europe témoigne d'une valse d'étiquettes de belle négligence pour une compréhension réelles des traçabilités. C'est là un problème grave dans la gestion industrielle des activités, notamment pour la conduite d'ACV ou encore pour garantir de meilleures démarches en RSE.

Au regard des spectaculaires avancées technologiques réalisées depuis 2000 dans de nombreux secteurs, la Chine devrait parvenir à cela. Cette nation n'est plus en effet une économie émergente mais une économie en stade intermédiaire, sinon très développée dans certains segments d'activités. Pensons à l'électronique, à la pharmaceutique, à l'informatique, au nucléaire, etc.

Mais une question reste toutefois posée : quel avenir pour une population chinoise souvent employée encore de nos jours dans des activités industrielles nécessitant de faibles niveaux de qualification ?



Usine d'assemblage dans le domaine des biens d'électroniques à Zhuhai.
Un salaire moyen ouvrier qui va augmenter d'environ 300% de 2000 à 2020.
En réalité, il ne s'agit pas là de réelles augmentations de pouvoir d'achat réel car cette croissance évolue au rythme de l'augmentation des prix.
Mais cela s'appelle aussi le développement.

Sur ces types d'activités va en découler une concurrence de plus en plus vive avec des pays à faibles coûts. Tel le Vietnam, la Thaïlande, la Malaisie, ...

4- « *Black Mirror* »

Une seconde raison pourrait intensifier des mouvements géoéconomiques au profit d'autres territoires : un pouvoir politique depuis l'arrivée de Xi Jinping plongeant progressivement le pays dans la dictature. Sur le plan économique, mille embûches aux investisseurs étrangers sont présentes, mais plus grave : la volonté d'une « *solution chinoise* » se fait place, et aux finalités guère compréhensibles. Que signifie exactement ce terme dans l'esprit du pouvoir de Pékin ? Outre la haine des libertés nous n'en savons pas grand-chose, mais dans l'immédiat un million de Ouïghours (d'autres sources mentionnent deux millions) seraient, d'après les informations fuyant, enfermés dans des camps de rééducation. De concentration ?

« *Les métaphores inquiétantes des camps de concentration ouïghours en Chine* »

Source : *The Conversation* (19/1/2020) / *Média part* (2/4/2020)



Les métaphores inquiétantes des camps de concentration ouïghours en Chine

2 FÉVR. 2020 | PAR SILK ROAD | BLOG : LE BLOG DE SILK ROAD

Les métaphores biologiques révélées par la récente fuite de documents du gouvernement chinois qui les utilisent pour désigner les Ouïghours, trouvent leurs analogies les plus sinistres avec l'Allemagne nazie.



□ Cet article a été publié originellement en anglais le 19 janvier 2020 sur le site de Conversation. Pour accéder à la version originale : <https://theconversation.com/the-ominous-metaphors-of-chinas-uyghur-concentration-camps->



La police paramilitaire chinoise se tient debout sur la place du Peuple où des centaines d'Ouïghours ont commencé une manifestation qui a éclaté en émeutes en juillet 2009. Cinq ans plus tard, la Chine a commencé à emprisonner des Ouïghours dans des «hôpitaux de rééducation». (AP Photo / Ng Han Guan)

Aidan Forth

La récente fuite de documents du Parti communiste chinois vers le New York Times offre un aperçu effrayant du plus grand système de camps de concentration du 21e siècle.

Un million d'Ouïghours et d'autres minorités musulmanes sont maintenant détenus dans une opération chinoise qui combine le travail forcé et la rééducation des laogai (*camps de rééducation par le travail*) de l'ère Mao avec la rhétorique post-9/11 de la «guerre contre le terrorisme». Le décret « anti-musulmans » du président américain Donald Trump, les camps frontaliers bondés d'enfants migrants et l'archipel mondial des soi-disant sites noirs détenant des suspects de terrorisme méritent d'être condamnés. Il en va de même pour les camps de concentration de la toute nouvelle superpuissance mondiale.



Sur cette photo de juillet 2015, des Ouïghours vivant en Turquie et leurs partisans, certains transportant des cercueils représentant des Ouïghours décédés dans l'extrême ouest de la Chine, la région ouïghour du

Xinjiang, scandent des slogans alors qu'ils manifestent à Istanbul, contre ce qu'ils appellent l'oppression du gouvernement chinois contre les Ouïghours musulmans dans la province. (Photo AP / Emrah Gurel)

Les analyses de la rétine, les banques de données ADN et la technologie de reconnaissance faciale sont désormais omniprésentes dans la province chinoise du Xinjiang. Ce sont des mises à jour modernes des technologies de surveillance antérieures comme les passeports internes soviétiques.

Les tactiques de KGB

Les images satellites et les séquences vidéo clandestines des tours de guet, des casernes en béton et des périmètres de barbelés sont conformes à l'esthétique de la prison décrite par Primo Levi, survivant de l'Holocauste, et Alexandre Soljenitsyne, détenu en camp de travail soviétique.

Les rafles nocturnes ressemblent aux tactiques du KGB, tandis que les injections médicales involontaires rappellent la sombre histoire de la stérilisation forcée, de l'eugénisme nazi à la stérilisation ciblée des femmes autochtones au Canada. »

(...)

Suite de l'article disponible sur <https://blogs.mediapart.fr/silk-road/blog/020220/les-metaphores-inquietantes-des-camps-de-concentration-ouighours-en-chine>

Concernant la crise 2020, de même des informations officielles hasardeuses inonderont les canaux. Nous apprendrons ainsi courant mars l'hypothèse d'un virus en provenance des Etats-Unis. De l'armée américaine plus précisément. Tant de propagande à contre effet. Le pouvoir de Pékin ne perd-il pas là en crédibilité à véhiculer de tels propos ? Son image n'est-elle pas déjà suffisamment touchée ?

Covid et totalitarisme : un cocktail ne faisant guère bon ménage.



Covid 19 : jusqu'à preuve du contraire, la seule chose que nous savons est que la pandémie va trouver son origine dans la ville de Wuhan. Issue de dysfonctionnements de son laboratoire P4 qui se situe à étrangement à quelques centaines de mètres de là, ou bien à des conditions favorables à l'émergence du virus au sein du marché des animaux de Wuhan ? Cette dernière thèse sera l'officielle avancée par le pouvoir de Pékin : des animaux sauvages. Ou une autre variante également par le pouvoir officiel : une création pure et simple du virus par l'armée américains.

Mise à jour mars 2021

**« *Le mystère des origines du virus Covid* »
De lourdes interrogations pèsent sur le pouvoir de Pékin.**



Sur les deux options soit du marché des animaux sauvages de Wuhan, soit d'une fuite du virus du laboratoire P4, on ne sait guère d'éléments pour l'instant. La thèse d'une manipulation d'un virus par le laboratoire P4 trouve toutefois en 2021 de plus en plus d'échos auprès de scientifiques. Pour les intéressés sur cette question, le reportage *d'Envoyé Spécial* pose de lourdes interrogations sur le pouvoir de Pékin dans l'émergence de la pandémie.

"L'enquête" Coronavirus : le mystère des origines.

(Source : Envoyé Spécial – 11 mars 2021)

« D'où vient le virus qui bouleverse la planète ? Mystère ! Pour une grande majorité de scientifiques, il vient de Chine. Pour les autorités chinoises au contraire, il vient d'ailleurs. Qui dit vrai ? Les experts de L'OMS, après des mois de négociations, se sont enfin rendus en Chine. Mais leur inspection sous étroite surveillance et leurs conclusions n'ont pas convaincu toute la communauté scientifique. Le virus vient-il d'une simple transmission animale, comme le suppose l'OMS ? Ou bien de produits surgelés que la Chine aurait importés, selon Pékin ?

En France, en Inde, aux Etats-Unis, des chercheurs, documents à l'appui, jettent le trouble et avancent une autre hypothèse : et si ce virus, prélevé sur des chauves-souris en 2013 dans une mine chinoise, avait été manipulé dans un laboratoire de Wuhan ? Une négligence aurait-elle permis au virus de s'échapper et de se répandre ? Ce scénario est-il crédible ? »

Un reportage de Virginie Vilar, Olivier Gardette, Karim Annette, et Lisa Beaujour avec France Info.

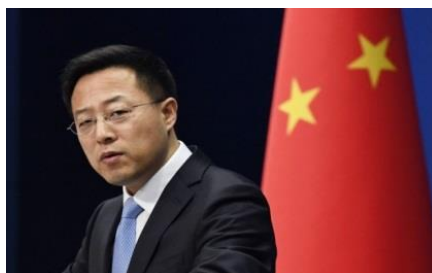
(disponible en TV replay Envoyé Spécial – 11 mars 2021)

<https://www.francetvinfo.fr/replay-magazine/france-2/envoye-special/envoye-special-du-jeudi-11-mars-2021>

Ici, un ensemble de scientifiques exprimant les choses simplement sur les origines possibles de la pandémie. Pour l'instant une seule chose est sûre : ne point compter sur le régime de Pékin pour détenir la vérité sur les activités développées au sein du laboratoire P4. Et enfin, toujours garder esprit critique, loin des thèses complotistes et autres inepties, faire uniquement confiance aux avancées scientifiques pour tenter de comprendre les origines du virus.

Quant à l'OMS, comme auparavant mentionné, en 2020 l'organisation se trouve dorénavant placée en grande partie dans une gouvernance sous contrôle de Pékin. Ne guère compter donc là aussi sur l'institution pour détenir au final la vérité. Leurs experts internationaux n'auront probablement jamais accès aux informations clés. D'ailleurs, l'on apprendra par des sources sérieuses que la base de données virale du laboratoire de Wuhan répertoriant l'ensemble des informations sur ce virus a curieusement été détruite par les autorités chinoise dès la diffusion du virus. Et la thèse qui prévaudra par la voie officielle : un virus possiblement d'importation par l'armée américaine. Fadaïse.

Coronavirus : Zhao Lijian, le « faucon » de la nouvelle diplomatie chinoise
(Source : D. Malovic, *La Croix*, 1/4/2020)



« Cela pourrait être l'armée américaine qui a amené cette épidémie à Wuhuan. Soyez transparents ! Rendez vos données publiques ! Les États-Unis nous doivent une explication ! » a tweeté le 13 mars dernier Zhao Lijian, 47 ans, tout juste nommé au poste de porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères à Pékin.

A 47 ans, Zhao Lijian, nouveau porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, incarne une nouvelle génération de diplomates chinois 2.0, très actif sur les réseaux sociaux.

Loin de la discrétion d'antan, ces jeunes diplomates rivalisent de nationalisme et d'agressivité, au risque de décrédibiliser la parole officielle chinoise.

(...) (Suite de l'article disponible sous : *La Croix.com*, Dorian Malovic)

De quelle manière la population américaine peut-elle entendre de tels propos ? Monsieur Zhao Lijian ne témoigne-t-il pas là d'un profond manque de respect vis-à-vis d'une nation qui va enterrer quotidiennement 1000 de ses concitoyens à partir du mois de mars ? Et enregistrant 10 millions de nouveaux chômeurs en 15 jours ? Peut-être 20 millions en deux mois ?



Y compris mondialement, lors de la crise du Covid 19 le pouvoir de Pékin va développer des communications à odeur de soufre afin de légitimer ses objectifs sécuritaires sur la population chinoise. Et convaincre le monde des bienfaits d'une « *Solution chinoise* » bien énigmatique quant à ses réels objectifs.

Les pays démocratiques quant-à-eux enseignent qu'il n'est pas nécessaire d'être placé sous une dictature pour faire respecter un confinement au sein d'une population. Que ce soit en Italie, en France, aux États-Unis, au Canada, en Australie, au Japon, en Espagne, ... en mars 2020 les populations respecteront généralement dans une démarche citoyenne les directives de confinement émises par leurs élus politiques.

La nation chinoise se trouve ainsi plongée dans une politique interne et externe de plus en plus inquiétante et sous contrôle d'un totalitarisme aux reconnaissances faciales sans faille. Dorénavant quelles évolutions possibles pour des acteurs chinois qui seraient en revendication de démocratie ? Les nouvelles technologies en IA ne vont-elles pas rendre de plus en plus difficiles les démarches citoyennes ? Une intensification des dictatures de plus en plus aisée ?

Le régime XI, une insulte aux libertés



Prison de Lüshun, province du Liaoning (Chine)

Les prisons sont légions en Chine. Il y a les officielles et puis les non officielles, les « prisons noires ».

Dans une société de plus en plus connectée, il devient facile pour un pouvoir politique de tracer et contrôler une population. Dès lors, dans un régime totalitaire quel avenir pour les contre-pouvoirs ? Pour une aspiration à la démocratie ? En 2021, quels enseignements retirer de la Chine sur cette question ?

De 2019 à 2020, la répression va s'intensifier vis-à-vis des porteurs de revendications démocratiques. Du côté de Hong Kong par exemple, et dans la continuité de la révolte du mouvement des parapluies, le groupe des « 47 » va ainsi être arrêté. Dans le même temps, le régime de Pékin va transformer la loi prévalant sur l'île afin de se donner le pouvoir de les enfermer à perpétuité. En entendant le verdict du procès, soit disant pour cause « conspirationniste », la grande majorité de ces esprits libres sont incarcérés dans les prisons du régime. Les années passant, Xi Jinping ne se révèle être rien d'autre qu'un dictateur. Ses positions de longue date en soutien du boucher de Damas ou encore plus récemment de la Junte Birmane n'en sont que des déclinaisons parmi d'autres.

Dans un tel contexte, la « vieille Europe » issue du siècle des Lumières n'est-elle pas trop imprégnée de libertés pour pouvoir accepter de telles dérives ?

Mais retour à l'économie et à la finance. Des domaines qui ne sont pas tant éloignés en réalité. La grande majorité des intérêts financiers devraient en effet perdurer selon toute vraisemblance avec la Chine. Les intérêts économiques et financiers n'ont que faire des régimes totalitaires. Mieux, parfois ils l'affectionnent. Les *Chicago Boys* nous l'avaient appris lors de la période du général Pinochet (1973-1990) ? Ou encore au Zaïre sous la dictature Mobutu.

Mise à jour avril 2021

Birmanie sous la junte financière :

Dictateurs, mais aussi intérêts financiers bien compris, l'Occident aussi est dans la mise.

Suite au coup d'Etat par la junte militaire Birmane le 1^{er} février 2021 renversant le gouvernement civil d'Aung San Suu Kyi, le régime de Pékin soutiendra la dictature et s'opposera à une intervention du Conseil de sécurité de l'ONU. Les massacres sur la population birmane soucieuse de démocratie pourront donc perdurer. Sur le plan géopolitique, sans guère de surprise pourrions-nous dire, un simple partage de valeurs entre dictateurs.

Mais savons-nous également que le groupe français pétrolier Total va se voir lui aussi mêlé à un obscur montage financier, via de l'off-shore financier avec la nouvelle junte militaire. Cela afin de continuer les affaires en matière d'exploitation des gisements gaziers birmans. L'argent n'a pas d'odeur n'est-ce pas ?



« **Birmanie Financerait la Junte via des compte Offshore** »

(Source : *Les Echos*, 1 avril 2021)

« La pression monte sur Total en Birmanie. Depuis le putsch des généraux le 1er février dernier, des entreprises étrangères ont quitté le pays pour ne pas collaborer avec la junte. Mais pas le pétrolier français qui rappelle notamment que la moitié de l'électricité distribuée dans la capitale Rangoon est produite avec son gaz. De nombreuses ONG, et jusqu'à des responsables politiques français, ont néanmoins appelé le groupe dirigé par Patrick Pouyanné à cesser de financer l'Etat birman sous la coupe des militaires.

Or, selon des documents consultés par « *Le monde* », Total bénéficierait d'un montage financier autour du gazoduc sous-marin de 346 km qui relie le gisement de Yadana, dans les eaux birmanes, à la Thaïlande. Ce tuyau, affirme le quotidien, ne se contenterait pas de transporter du gaz, il serait aussi au coeur d'un système « offshore » qui permettrait, via les Bermudes, de détourner des centaines de millions de dollars provenant des ventes du gaz des caisses de l'Etat birman vers la Myanmar Oil and Gas Enterprise (MOGE), entreprise gazière et pétrolière publique à la gestion opaque, contrôlée par les militaires.

Ce à quoi, Patrick Pouyanné, aux manettes de la « major », répond simplement s'acquitter de ses obligations auprès de l'Etat birman. En plus de Total, il y a parmi les actionnaires du gazoduc la firme américaine Chevron et la compagnie thaïlandaise PTT ».

Les mutations géopolitiques vers des horizons démocratiques plus heureux ne viendront donc pas des intérêts de la finance bien probablement. Ce n'est pas cette dernière qui va participer à lutter contre les dictatures. De longue date l'on sait cela. *Business as Usual* comme l'on dit. Non, cela pourrait davantage venir des possibles revendications des populations à d'autres destins. De personnalités politiques éclairées, et des aspirations des nouvelles générations du monde. Les citoyens. Hypothèse, construisez votre propre analyse.



Phil Ting

Greta Thunberg

"Une victoire pour les libertés civiles"
La loi AB 1215

Et reconsidérer en profondeur nos
modèles économiques de développement

Face à l'ampleur des dérives constatées, l'Etat de Californie, c'est-à-dire l'avant-gardisme technologique mondial sur l'IA, sera le premier à réglementer les nouvelles menaces des technologies modernes. Ainsi, Phil Ting en tant qu'élue de la ville de San Francisco va porter une loi interdisant à la police l'usage de " *caméras corporelles en tant qu'outil de surveillance* ». Le texte va être signé par le gouverneur en 2019.

Les GAFAM eux même, pourtant à l'origine de la plupart des dérives actuelles, se prononceront à partir de 2019 en faveur d'un encadrement beaucoup plus strict des outils de l'IA.

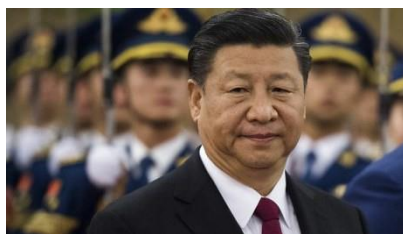
Quant aux nouvelles générations, nous pouvons sans doute avoir confiance dans leurs nouvelles aspirations. Le tout en spectre large, des Cypherpunks aux enfants éclairés, à l'instar de Greta Thunberg nous enseignant.

Retour en Chine. En attendant, de cette crise 2020 il est à craindre qu'un clivage de plus en plus fort se fasse jour entre le monde occidental et le pouvoir de Pékin. Entre une aspiration aux libertés inscrite dans un monde durable, et une aspiration à l'hégémonie mondiale sous « *solution chinoise* ». Si un nouvel âge de totalitarisme technologique venait à s'imposer dans l'empire, quel avenir possible pour les libertés ? Hors de la normalité, pour la créativité ? Pour les artistes et les esprits avant-gardistes ?

" Nous sommes libres quand nos actes émanent de notre personnalité entière, quand ils l'expriment, quand ils ont avec elle cette indéfinissable ressemblance qu'on trouve parfois entre l'œuvre et l'artiste." (Henri Bergson)

Comme le souligne L. Malvezin (2020) :

« À l'été dernier, le numéro 1 chinois, en déplacement en province, avait rappelé que la "renaissance" de la Chine était concomitante du déclin des pays occidentaux et que tous les cadres dirigeants du parti devaient l'interpréter comme la plus grande opportunité et le plus grand retournement de l'histoire depuis un siècle » (Annexe 5).



Lors de la crise du Covid 19, le régime de Pékin va intensifier le contrôle des pensées et des déplacements à l'ensemble de la population, via une surveillance et traçabilité en continue en IA. Cela à travers leurs smartphones et un système généralisé de caméra à reconnaissance faciales.

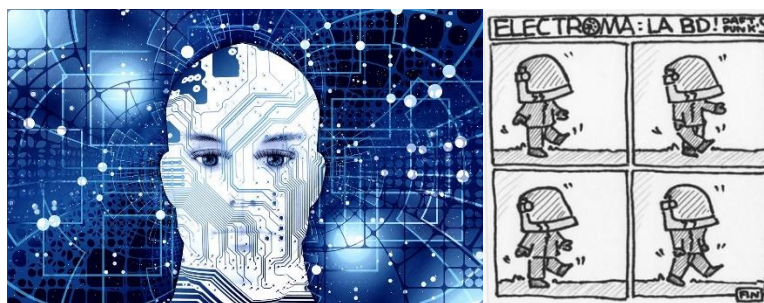
La Chine sous Xi Jinping va rentrer ainsi à grand pas dans une renaissance de la fermeture. Loin de la pensée de Deng Xiaoping, s'octroyer un mandat à vie, et sous les oripeaux des anciens démons instrumentaliser à son paroxysme les modernes technologies. Ce sera l'éloge de la politique du « *Crédit social* » : allouer ou retirer des droits de vie sur autrui au regard des lignes édictées par le Parti. Lin Junyue sera à l'origine du carcan et conduira la Chine à une culture de délation d'une ampleur jusqu'ici jamais égalée.

Un citoyen sortant de la règle normée du Parti se verra ainsi sans guère de possibilités de pouvoir vivre en société, c'est-à-dire se déplacer, accéder à une profession, communiquer, Il sera progressivement évincé de son milieu social, sinon envoyé dans des camps dits « de rééducation ». C'est déjà le cas. En 2020, plus de 600 millions de caméras sont en place sur le territoire, et en constante progression.

Il est donc fini ce temps d'ouverture où, peu après le décès du grand timonier le peuple renouait sous les nouveaux visages des Hua Guofeng et de Deng Xiaoping progressivement à de nouvelles libertés.

En 2020, durant son quotidien, il lui est dorénavant quasiment impossible d'échapper à une surveillance en continue. Que ce soit par caméras ou autre outils au service de la police des pensées. Une implacable traçabilité s'est faite jour, exogène aux citoyens par l'intermédiaire de leurs smartphones. Et en l'espace d'une seule génération., un système de contrôle numérique

déployé de manière exponentielle. Mauvais rêve : demain endogène à l'humain par une obligation d'implémentation corporelle de silicium ?



Film « *Electroma* » (Daft Punk, Arte 1h07)

Par ailleurs, dès à présent le grand peuple se trouve lui-même manipulé afin de renforcer les sombres destinées. Pour s'octroyer des points sur son compte, tout habitant chinois gagne ainsi à délationner ses concitoyens. Et comme le pire n'est jamais acquis, dans la pensée de Lin Junyu il serait bon d'étendre ce principe au plus grand nombre. Demain mondialement au regard de la zone d'influence du régime de Pékin ?

En adoptant et généralisant ces pratiques, le pouvoir en place ne serait-il pas en train d'accoucher du mal ?⁶⁴



Travaillez ces questions avec esprit critique, et sur la base de données les plus objectives possibles. Sur cette thématique comme sur les autres, toujours s'en remettre aux signatures scientifiques de qualité.

⁶⁴ Pour un reportage sur la politique généralisée par Pékin à partir de 2014 et les répressions en découlant sur les citoyens, cf. la théma d'Arte « Tous surveillés, 7 milliards de suspects » (disponible en TV replay, avril 2020, 90 mn).

Encadré 7

Le système chinois de crédit social : de quoi parle-t-on ? « Crédit Social : Comment la Chine évalue, récompense et punit sa population »

Source : Emmanuel Dubois de Prisque, chercheur associé à l'Institut Thomas More, co-auteur de « *La Chine e(s)t le monde* » (Ed. Odile Jacob, 2019).

Extrait

(...)

Le « système de crédit social » (SCS, en chinois : **社会信用体系**, *shehui xinyong tixi*), projet gouvernemental chinois qui vise à évaluer et noter les citoyens ainsi que les personnes morales (publiques ou privées) suscite inquiétudes et incompréhensions en Occident. L'adjectif « orwellien » revient avec insistance sous la plume des chercheurs et des commentateurs, ainsi que la référence à la série américaine *Black Mirror*, comme si ce qui se profilait avait déjà été appréhendé par des œuvres romanesques ou télévisuelles occidentales d'anticipation – ce qui est peut-être une façon de rabattre de l'inconnu sur du connu, du réel sur du fictionnel et de paraître s'effrayer tout en se rassurant.

- AAA (plus de 1050 points) : citoyen exemplaire
- AA (entre 1030 et 1049 points) : citoyen excellent
- A (entre 960 et 1029 points) : citoyen honnête
- B (entre 850 et 959) : relativement honnête
- C (entre 600 et 849) : niveau d'avertissement
- D (549 et moins) : malhonnêteté.

Un futur produit d'exportation de la « culture institutionnelle chinoise »

Il serait enfin erroné de penser que ce projet puisse s'arrêter aux portes de la Chine. Les étrangers résidant en Chine et les entreprises présentes sur le territoire sont naturellement concernés par ce système. Il est en outre légitime d'imaginer que l'ensemble des personnes morales ou privées interagissant avec l'économie ou la société chinoises, même en-dehors de Chine, puisse un jour être concerné par ce projet.

Ainsi, un des principaux théoriciens du projet, Lin Junyue, déclarait en 2016 que la Chine était devenue « *le leader mondial* » dans la définition des normes d'évaluation nationale et sectorielle du crédit et qu'elle devait chercher à « *exporter son modèle de crédit social dans le cadre du projet des nouvelles routes de la soie* », ce qui contribuerait à « *l'exportation de la culture institutionnelle chinoise à l'étranger* »⁽¹³⁾.

(13) Lin Junyue « Rétrospective de quinze ans de construction du système de crédit social en Chine » (en chinois), 9 septembre 2016, Parfois présenté comme « le père du système de crédit social », Lin Junyue est le porte-parole informel du gouvernement chinois sur les questions liées au crédit social. Il est à ce titre souvent interrogé par les médias étrangers sur ces questions.

(...)

Rapport complet : <http://institut-thomas-more.org/2019/07/29/le-systeme-de-credit-social>



Le futur ne devrait pas manquer d'avenir.

Avec les dérives du Transhumanisme, les bouleversements climatiques et les totalitarismes, les trois menaces majeures du XXI^e siècle sont sans doute là.

Hypothèse formulée : dans les faits, il est fort probable que le grand peuple chinois n'ait pas besoin de caméras. De longue date il sait vivre en paix et en harmonie, comme tant de peuples d'Asie. Dans le respect de l'autre. Et il n'avait pas attendu les « bien pensantes » intentions de Lin Junyue pour cela. Sur cette question d'harmonie, l'Occident a sans doute beaucoup à apprendre de la Chine, et plus largement de l'Asie.



François Cheng

Un Occident qui a beaucoup à apprendre du grand peuple chinois.

« Au bout de tout, voici ce que j'ai saisi : la vraie vie n'est pas seulement ce qui a été donné comme existence ; elle est dans le désir même de vie, dans l'élan même vers la vie. »

Ce désir et cet élan étaient présents au premier jour de l'univers.

Au niveau de chaque être cependant, ils sont fondés sur ce que son âme – par-delà les épreuves, les souffrances, les chagrins, les effrois, les blessures reçues ou infligées aux autres – aura préservé de sensations éprouvées, d'émotions vécues, d'inlassables aspirations à un au-delà de soi, de soifs et de faims aussi infinies que le besoin sans borne d'amour et de tendresse. »

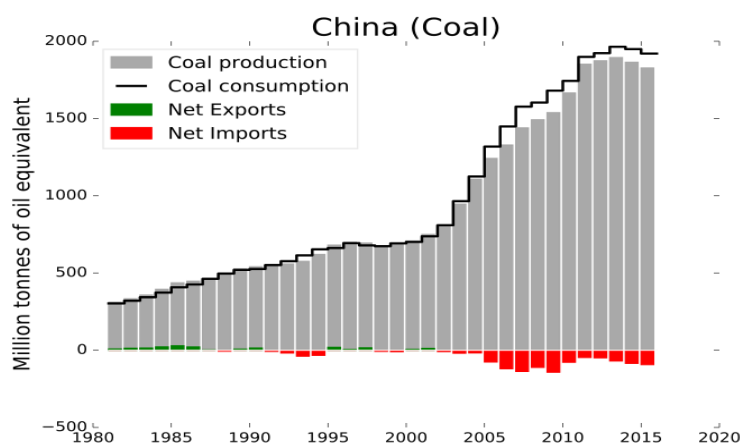
François Cheng, De l'Âme, (Albin Michel, 2018)

5- Raisons environnementales : l'empire non durable.

Dernière raison au remaniement des cartes : à plus long terme cette fois, et selon la plupart des scénarii disponibles, les dérèglements climatiques devraient toucher en premier lieu l'Asie et l'Afrique. Et en particulier au regard des populations en jeu, la Chine, le Bangladesh, l'Inde et le

Nigéria mais aussi l'Iran, l'Égypte et l'Indonésie seront les pays les plus critiques. Et là, tout laisse à penser que les problèmes seront autrement plus complexes que la crise du Covid.

Comme nous le savons, le charbon représente une source énergétique problématique en termes d'émission de CO₂. En réalité, la pire des énergies fossiles. Et en 2020, la Chine en est la première production et consommatrice mondiale. De très loin. La moitié de la production comme de la consommation mondiale de charbon est dédiée à la nation.



Source : BP Statistical Report (2016)

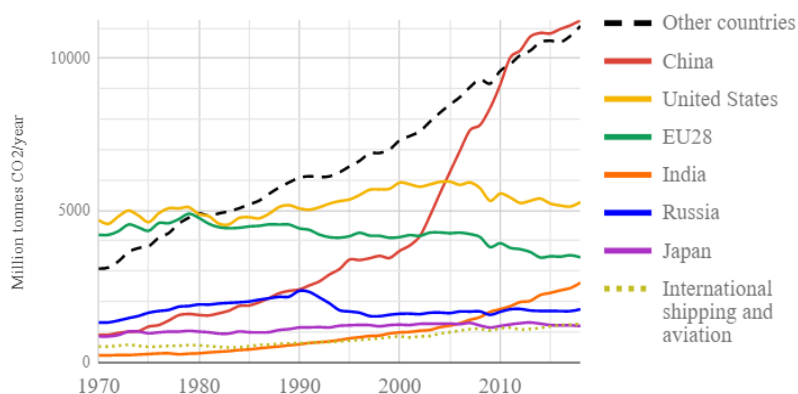
Plus largement, ses émissions de gaz à effet de serre vont augmenter de 50% entre 2010 et 2020 pour témoigner au final d'une véritable explosion de 2002 à nos jours. Certes aussi en partie pour l'Occident au regard de l'excédent commercial du pays, mais sur cette question il faut garder à l'esprit les grandeurs en jeu et au regard des données le constat s'affiche sans appel : la Chine pollue le monde avant tout pour un développement endogène de la nation, et que très faiblement pour le reste du monde. Ce fait s'impose sans nuance au regard du pourcentage de ses excédents commerciaux rapportés à son PIB.

Ainsi, sur la seule base de la filière du ciment -une des industries les plus impactantes sur son plan environnemental- la Chine consomme 1,7 tonne de ciment par résident chinois alors que l'habitant indien, américain, mexicain, algérien, malaisien, allemand ou français consomme entre 230 et 380 kg de ciment par an⁶⁵. Et le ciment fabriqué en Chine n'est pas destiné à l'exportation, notamment au regard d'un très mauvais ratio poids-volume-valeur. Et il en est de même pour le charbon comme nous l'avons vu.

Depuis 1994, et surtout 2002 l'empire est ainsi lancé à grande vitesse dans le mur du non soutenable, et cela afin de répondre principalement aux objectifs de croissance du PIB planifiés par Pékin.

⁶⁵ Pour une analyse de la filière du ciment, cf. manuel Innovation vol.1 « *Circularité industrielle et soutenabilité* », Ed. Campus Ouvert (à paraître), disponible sur votre intranet. Pour l'analyse de la filière du charbon en Chine, cf. manuel « *Développement durable : des chiffres et des étoiles* », Vol. 2 « *Noire magie* », Ed. Série « Off », disponible sur votre intranet.

World fossil carbon dioxide emission 1970-2018



Source : EDGAR - Emissions database for Global Atmospheric Research. Published in: Crippa, M., Oreggioni, G., Guizzardi, D., Muntean, M., Schaaf, E., Lo Vullo, E., Solazzo, E., Monforti-Ferrario, F., Olivier, J.G.J., Vignati, E., Fossil CO₂ and GHG emissions of all world countries - 2019 Report, EUR 29849 EN, Publications Office of the European Union, Luxembourg, September 2019.

Ne pas omettre que les émissions de CO₂ détiennent un effet inertiel de long terme dans l'atmosphère. Les données de la pollution doivent ainsi se mesurer en flux mais aussi en stock. Le CO₂ est par ailleurs impactant sur la qualité atmosphérique, mais également sur l'ensemble des variables environnementales et de la biodiversité.

**La pollution est corrélée au PIB.
Parfois savoir se rappeler quelques évidences.
Le développement durable sans sobriété est un non-sens.**

(Mise à jour janvier 2021)



Désinfection d'une rame de métro à Téhéran
Derrière le drame en matière de santé publique mondiale,
tout au moins deux résultats plus positifs de
la pandémie 2020 sont constatés (ici en focalisant sur la Chine) :

(i) Un temps donné nous devrions assister à une chute significative du degré de pollution au sein des nations, et notamment en Chine. Ainsi, une baisse de 40% de la consommation de charbon va être enregistrée sur le territoire seulement deux mois après le début de la pandémie.

(ii) Et une bonne nouvelle ne venant jamais seule, une réduction sans doute probable des chasses animalières sauvages devrait se faire jour dans le monde de par une aversion plus forte de la nation vis-à-vis de problèmes de santé publique.

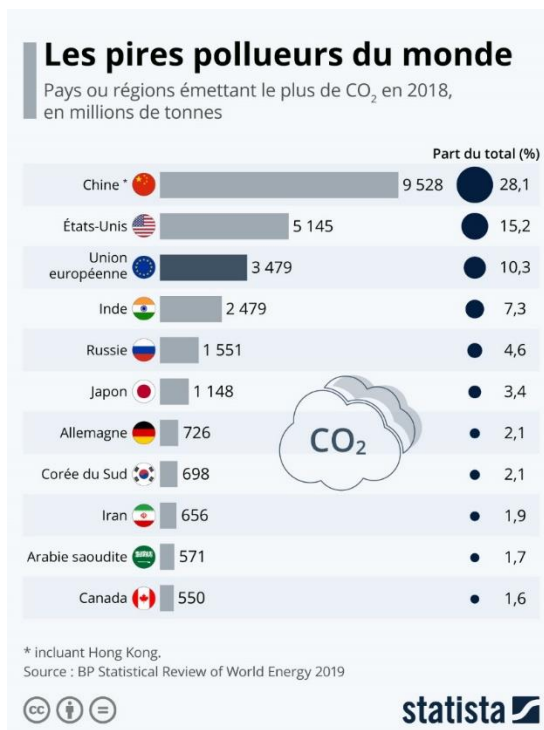
Rappelons que la Chine est responsable d'un véritable massacre de la biodiversité avec entre autres un trafic international de contrebande sur les animaux sauvages, un marché estimé en 2020 à 160 milliards d'euros par an. Les bonnes intentions ont toujours été déclarées par les autorités, notamment en 2003 après l'épidémie du SRAS, mais rien n'a jamais été fait. La crise Covid fera peut-être avancer les lignes car le pouvoir de Pékin comprend dorénavant que c'est le modèle économique chinois qui est également frappée de plein fouet par ces questions de pandémie.

« Animaux sauvages : un marché loin d'être en voie d'extinction »
 (Source : Agrobiosciences, Laura Martin Meyer, 24/04/2020)



Marché d'animaux sauvages, Shenzhen

« Épicentre de la pandémie de coronavirus, la ville de Wuhan est aussi connue pour être l'hôte du marché de Huanan, devenu tristement célèbre pour sa vente d'animaux sauvages et exotiques vivants, destinés aussi bien à la consommation alimentaire qu'aux besoins de la médecine traditionnelle. Un wet market, marché humide en français, où se côtoient toutes sortes d'espèces pas banales : pangolins, civettes, hiboux, rongeurs, serpents, singes, porcs-épics... Des mets de choix, prisés pour leur finesse gustative mais vendus, bien souvent, dans des conditions d'hygiène déplorables, « touchés par les vendeurs, dépecés, alors qu'ils sont maculés d'urine et que les tiques et les moustiques font une sorte de nuage autour de ces pauvres animaux, par milliers », s'alarme l'ancien président du Comité consultatif national d'éthique, Didier Sicard, au micro de France Culture (27/03/2020). Une vente d'animaux sauvages, en Chine et à travers le monde à laquelle les médias s'intéressent ».

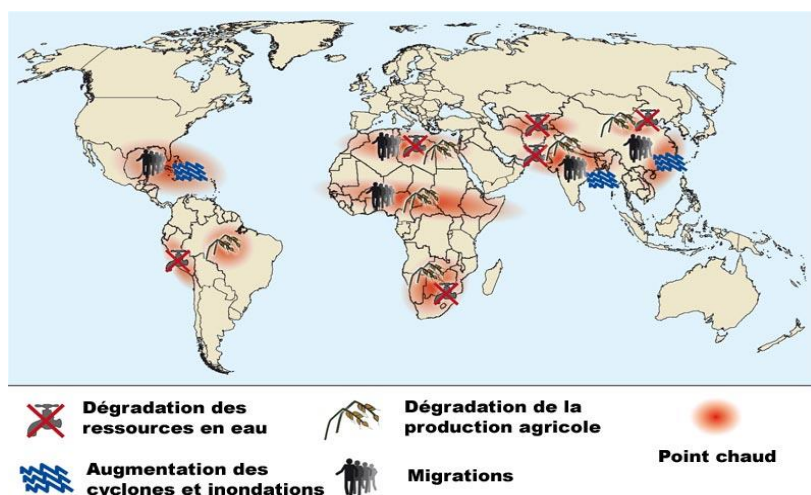


Source : Statista, Christian Gaudiaut (2020)

La Chine peut continuer de fabriquer des masques, des aspirateurs, des traitements en chimiothérapie, des recherches en immunothérapie, etc. Depuis 2015, les données de l'OMS sur les taux de cancer sur le territoire sont sans appel (en particulier du poumon, analyse par pays comparée en données mondiales)

Sur le seul plan de l'élévation du niveau des océans, il est à craindre par ailleurs que les grandes villes côtières de la nation -pour la plupart guère plus hautes de 3 m par rapport au niveau de la mer- ne se retrouvent face à des basculements socio-économiques et migratoires difficiles à gérer. Cela se révélera alors un défi plus complexe que celui consistant à placer une ville en quarantaine. Ne serait-ce que sur le plan financier, les Etats et les groupes d'assurances pourront-ils par exemple couvrir ces risques ? Et quelles évolutions anticiper sur les marchés de l'immobilier ?

En ces temps où les modèles de développement d'une croissance tout azimut ne sont guère remis en cause, ce scénario s'affiche dorénavant de plus en plus plausible. 2100. Ou 2050 ? 2040 ? Sans doute est-il utile de savoir parfois décentrer le regard.



Source WBGU

Selon le Conseil consultatif scientifique du gouvernement fédéral allemand traitant des questions relatives aux changements environnementaux mondiaux (WBGU), la Chine est identifiée comme une des nations à hauts risques écologiques :

« Le changement climatique intensifiera le stress environnemental actuel (comme la pollution de l'air et de l'eau, la dégradation du sol) à cause de l'augmentation des vagues de chaleur et des sécheresses. L'élévation du niveau des mers et des cyclones tropicaux menacera la côte est, qui est très peuplée et économiquement importante. Les capacités du gouvernement pourraient être dépassées par le rythme rapide de la modernisation, les crises environnementales et sociales ainsi que les impacts du changement climatique »

6- La grandeur du peuple chinois

Quant à la population chinoise, de même que les autres nations du monde, n'omettons qu'elle traverse une période difficile. Cette crise Covid est bien plus qu'uniquement sanitaire et économique. Elle est sociétale, mondiale, emplit de richesses, de solidarités mais aussi d'oppositions et de misères. De drames, de suicides parfois même. Bien des violences culturelles peuvent également en découler. Plus ou moins sur le ton de l'ironie, plus ou moins sérieuses, tel ce qui apparaît sur les réseaux sociaux en ce mois de mars, à la « Sras Wars ».



SRAS WARS (Source : You Tube)

Types de vidéos diffusées depuis février 2020 sur les réseaux sociaux parodiant ici à la « *Star Wars* » une puissance chinoise plongeant le monde dans un scénario apocalyptique.

Depuis dix ans, tant d'investissements par Pékin en *Soft Power* pour tenter d'infléchir à la « Hollywood » une image au profit d'une Chine d'harmonie. Tout cela balayé en quelques semaines d'un revers de main ? Les livraisons chinoises de masques aux peuples démunis suffiront-elles à inverser les tendances de populations tant impactées par cette crise ?

Si les niveaux de morbidité sont élevés en Afrique, en Inde, au Bangladesh, en Amérique Centrale, en Amérique Latine, Indonésie, ... les plaies pourraient-elles se refermer aisément ? Le virus n'a pas de frontières mais dans la pensée collective du monde, ses funestes chemins restent originellement ancrés dans la ville de Wuhan. Aux vues des travaux des épidémiologistes, cela semble exact.



Une mortifère crise durablement inscrite dans l'inconscient collectif ?
Les envois dans le monde de conteneurs de masques pourront-ils contrebalancer
les décès et les mises en faillites d'entreprises ?

Ces éléments ne présagent rien de bon et en cette période où les défis à relever sont si conséquents, notre monde aurait avant tout besoin de solidarités plus que de divisions. N'est-ce pas finalement ce que nous dirait Manu Dibango ? Peut-être.



Le coronavirus triomphant,
24 mars 2020.

Alors sachons garder proximité avec le grand peuple chinois. Etre à l'écoute des différences et approcher la richesse de son histoire, de sa culture, de sa population. Nous avons tant à apprendre de la Chine n'est-ce pas ?



« Je n'ai ni grandes théories bien ordonnées, ni opinions remarquables, je ne puis que raconter un peu ce à quoi j'ai réfléchi récemment. J'ai souvent eu l'impression que la littérature et le pouvoir politique se trouvent constamment en conflit. A l'origine, littérature et révolution ne sont pas en conflit, elles s'accordent au contraire pour ne pas se satisfaire de l'état actuel des choses. C'est seulement le pouvoir politique qui cherche à préserver cet état, et se place donc naturellement dans une optique différente de la littérature ».

Lu Xun

« Les chemins divergents de la littérature et du pouvoir politique » (1927)

Conclusion

Cette singulière période Covid 19 ne sera pas neutre sur les stratégies économiques à venir. Sur son plan économique, une fois la crise passée, de significatives redistributions de cartes pourraient voir le jour afin de rééquilibrer les activités notamment au sein des pays émergents. L'Inde en tête.

Contrairement à la Chine qui a joué sur la période 1993-2015 un rôle « d'aspirateur » des investissements directs étrangers au détriment des autres émergents, les pays de l'Est et de l'Afrique du nord pourraient également connaître un gain d'attractivité de la part des acteurs européens. Et de l'Amérique centrales et latine pour les Etats-Unis. Mais tout cela, seul l'avenir nous le dira.

A-Concepts et thèmes abordés :

Fabless – politique d'achat en double Sourcing – compétitivité prix / compétitivité qualité – totalitarisme technologique – politique de crédit social – solidarité internationale.

B-Acquis d'apprentissages attendus :

Premières capacités à analyser une question d'économie industrielle dans un contexte macroéconomique et de politique internationale.

C-Question d'approfondissement :

Afin de réduire les risques de dépendance à la Chine, suite à la crise du Covid 19 pensez-vous qu'une modification significative se fasse jour dans les décisions d'investissement en pays émergents de la part des entreprises européennes ? Et si oui, quels pourraient en être les espaces géographiques privilégiés durant la décennie 2020-2030 ?

D-Pistes de lecture

- Boissin, O. « *Chine, le basculement du monde* », Grenoble-INP, 2021.
- Foucher, M. « *L'Europe, un dessein, un destin* », MarieB. Ed., 2018.
- Fressoz, J.B., « *L'apocalypse joyeuse* », Seuil, 2012.
- Fumey, G., Gratalou, C., Boucheron, P. "*L'atlas global : 60 cartes inédites*", Les Arènes Ed. 2014.
- Martin, C., « *La diplomatie n'est pas un diner de gala* », L'Aube, 2018.
- Orwell, G., « *1984* », Gallimard, 1950.

* * *

Conclusion générale

Menaces = opportunités

Au terme de ce mois singulier écoulé, que nous faut-il retenir ? Nos sociétés vont-elles modifier en profondeur leur manière de concevoir leurs modèles économiques et le vivre ensemble ? Nul ne le sait. Les travaux à venir, notamment des philosophes et des sociologues seront passionnants pour nous aider à décrypter les nouvelles tendances, les nouveaux comportements.

Mais sur le plan macroéconomique, pour l'heure sans doute nous faut-il garder raison. Car à en juger les solutions avancées, cette crise 2020 ne semble guère remettre en cause nos modèles de développement. Ils reposent avant tout sur l'intensification des plans de relances par l'endettement. Et face à l'ampleur des remboursements s'annonçant, des Etats-Unis à la Chine, du Japon à l'Europe, du Canada à l'Australie, cela signifie qu'il nous faudrait soutenir la croissance, et non pas orienter nos modèles vers une sobriété heureuse.



La croissance est toujours conçue comme la seule voie vertueuse à promouvoir.

D'autres trajectoires sont pourtant possibles, mais nécessitent de repenser en profondeur nos modes de vie.

Pourtant au regard des défis écologiques, c'est bien cette dernière voie qu'il conviendrait de privilégier au sein de nos sociétés développées. Stopper une fuite en avant dans des consommations énergivores et destructrices de ressources rares. Là est la seule mesure véritablement efficace pour permettre une réduction des émissions CO2 et une préservation de la biodiversité. Et d'un vivre mieux peut-être aussi ? Tout cela n'est-il pas lié ?

Quant aux émergents, l'équation est quelque peu différente : il leur faut a minima parvenir à se doter des biens et des infrastructures publiques de base. Et face à l'importance de ces besoins, de significatives croissances seront donc nécessaires.

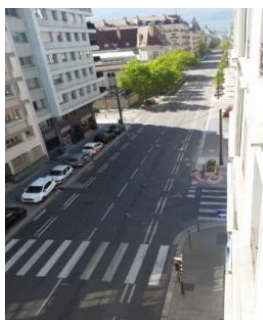


New Delhi (Inde). Arrêt sur image, deux conclusions :

1-La première est structurelle. Les pays émergents sont face à des besoins socio-économiques fondamentaux, et représentent par ailleurs la partie dominante de la population mondiale. Une nécessité de croissance s'impose donc pour le grand nombre de ces nations. La question posée est alors moins celle d'une croissance ou décroissance, mais d'une meilleure croissance, la moins carbonée possible, favorable au plus grand nombre. Dans un tel contexte, l'acteur public a alors un rôle central à jouer.

2-La seconde est conjoncturelle : dans de tels contextes de vie, l'on peut s'interroger sur la capacité de ces nations à pouvoir affronter une crise sanitaire de type Covid 19. Comment respecter par exemple des gestes barrières avec de telles densités de populations vivant dans la pauvreté ? En Inde, au Nigeria, au Bangladesh, au Brésil, ... Les plus grandes menaces ne sont-elles pas là ?

Dans les temps à venir, les menaces ne seront peut-être pas tant à rechercher dans cette crise du Covid que sur les questions environnementales. Et là, l'on ne pourra pas se contenter d'attendre passer un pic d'infection de quelques semaines par un confinement des populations. Les vrais changements dans la manière de concevoir et de gérer nos sociétés arriveront sans doute à ce moment-là.



Grenoble, mardi 31 mars, 15h.

Dès à présent, de cette crise beaucoup d'éléments se vivent au quotidien. Dans bien des villes, dans bien des pays, dans bien des continents. Dans le désordre :

Un peu de ciel bleu redécouvert, un autre rapport au temps, peut-être aussi aux autres, la découverte du travail à distance qui ne fonctionne pas si mal, une capacité à repenser l'emploi en se concentrant sur l'essentiel, une puissance publique qui tient le cap, des services parvenant à assurer avec solidarité les prestations essentielles, ...

Et puis le virus aide les pôles à fondre de manière moins précipitée, les oiseaux à chanter, les cités à découvrir l'apaisement, et peut-être même demain les humains à repenser leur rapport au travail ?

Le primat d'une puissance publique forte



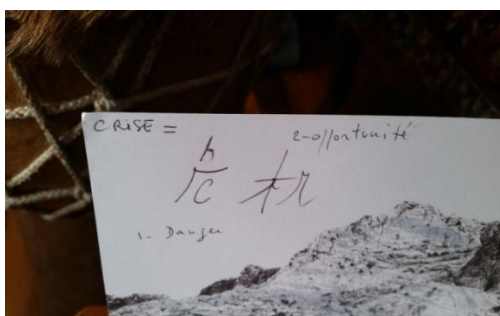
Hôtel Matignon

Au-delà de fréquentes critiques sur les ondes, cette crise 2020 va témoigner de collectifs au sein des entreprises et des administrations parvenant à faire fonctionner les éléments essentiels de la nation. Et cela à ses différents niveaux institutionnels et territoriaux. N'est-ce pas là un grand défi relevé ?



Mais il nous faut aussi reconnaître les inégalités induites par cette situation au niveau des métiers. Comme le souligne la philosophe et sociologue Dominique Méda (spécialiste des questions du travail et de la croissance), il est temps de reconsidérer socialement et financièrement ceux qui œuvrent aux fonctions essentielles (cf annexe 4),

Dans l'immédiat, prenez soin de vous et de vos proches en cette période pleine de menaces mais aussi de nouvelles compréhensions et de solidarités. Des lignes de fuites ouvertes. La crise est une menace, mais aussi une opportunité n'est-ce pas ? Après les masques en papier et la bourse, peut-être serons-nous davantage attentifs au mot « solidarité » ?



Le mot « crise » en langue chinoise se compose d'une double signification : le premier idéogramme signifie « danger », le second une « opportunité ». La crise 2020 n'échappe pas à la règle. Derrière la crise mondiale en matière de santé publique, mais aussi économique pour de nombreuses TPE et PME en particulier, de nouvelles opportunités se font jour, des prises de conscience.

Une nouvelle approche du temps et du rapport à l'autre, une frénésie de consommation stoppée et s'avérant pas si nécessaire au quotidien, une chute des niveaux de pollution sans précédent nous invitant à repenser notre rapport à l'environnement, l'importance de remettre du sens là où l'omniprésent marché l'avait évincé, reconnaître le primat des biens publics, la nécessité de l'Etat nation et des solidarités locales plus que des logiques financières privées, inégalitaires et exacerbées. Puis de cette crise 2020 suivra peut-être une nouvelle période *Années folles* ?



Grenoble, 4 avril 2020.

* * *

Table des annexes

-Annexe 1 : « *Même en dehors de cette crise, la Chine pourrait menacer la sécurité de nos approvisionnements* »

-Annexe 2 : « *Coronavirus : la Chine accusée d'avoir volontairement minimisé son nombre de morts* »

-Annexe 3 : « *Italie : des mesures d'urgence à l'étude face au risque de nouvelle récession* »

-Annexe 4 : « *Il faut revoir l'échelle de la reconnaissance sociale et de la rémunération des métiers* »

-Annexe 5 : « *Comment gérer l'hyper-dépendance au marché-monde chinois ?* »

-Annexe 6 « *Chine, Etats-Unis, Europe : qui sera le plus affecté par la crise ?* »

-Annexe 7 « *Animaux sauvages : un marché loin d'être en voie d'extinction* ».

Annexe 1

«Même en dehors de cette crise, la Chine pourrait menacer la sécurité de nos approvisionnements»

Par André Grjebine (Publié le 26 mars 2020)

(Source : FIGAROVOX/TRIBUNE)

Les Européens paient aujourd'hui leur absence de vision de long terme et leur foi naïve dans la mondialisation, argumente l'économiste André Grjebine. Il est selon lui urgent que l'Union européenne se réarme stratégiquement, notamment face aux régimes autoritaires.

Conférence de presse de la Commission européenne à Bruxelles, 10 mars 2020 KENZO TRIBOUILLARD/AFP

André Grjebine est économiste et ex-directeur de recherche au Centre de recherches internationales de Sciences Po.

L'inquiétude suscitée par l'épidémie de coronavirus pourrait être l'occasion d'une prise de conscience des effets pervers d'une mondialisation débridée. Comme l'a dit Emmanuel Macron dans son discours du 16 mars: *«Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner, notre cadre de vie, au fond, à d'autres, est une folie. Nous devons en reprendre le contrôle.»* Notre dépendance, en premier lieu à l'égard de la Chine, dans des secteurs clefs constitue effectivement un danger qu'il est temps de prendre en compte. Elle est d'autant plus difficile à cerner qu'à première vue, elle apparaît sous forme de progrès porteurs d'avantages conséquents pour les consommateurs (médicaments et équipements électroniques moins coûteux, installation de la 5G, etc.). On découvre maintenant que les échanges avec des pays non démocratiques ont des aspects politiques et stratégiques fort préoccupants. Jusqu'à présent, la mondialisation a été perçue de manière essentiellement économique par les pays occidentaux et en fonction d'objectifs beaucoup plus diversifiés en Chine.

La plupart des matériels et appareils médicaux ne sont plus fabriqués en France

Un rapport du Sénat intitulé *«Pénuries de médicaments et de vaccins: Replacer l'éthique de santé publique au cœur de la chaîne du médicaments»*, rendu public en octobre 2018, mettait déjà l'accent sur l'externalisation croissante des capacités de production de médicaments et la vulnérabilité française et européenne qui en résultait. Des pénuries de médicaments sont apparues avant même l'épidémie actuelle. Celle-ci a surtout révélé notre insuffisance criante en matière de matériels et d'appareillage médicaux (gel hydroalcoolique, masques, kits de tests, ventilateurs artificiels, respirateurs de réanimation, etc.) La plupart de ces produits ne sont plus fabriqués en France mais importés, en particulier de Chine. La pandémie étant mondiale, les pays qui les produisent ne sont disposés, en général, qu'à en exporter au compte-gouttes. Même en dehors de tels épisodes, il est à craindre que, dans l'hypothèse de fortes tensions avec l'Union Européenne, la Chine ne soit amenée un jour à menacer la sécurité de nos approvisionnements en matière de médicaments indispensables comme le paracétamol ou certains soins anticancéreux.

Dans un autre domaine, si les Européens devaient se résoudre à confier à Huawei les équipements permettant d'installer le réseau de données sans fil 5G dans leurs pays, ne risqueraient-ils pas d'ouvrir à la

Chine la possibilité d'espionner leurs entreprises et leurs citoyens? Hypothèse inquiétante mais pas invraisemblable au vu de la propension des dirigeants chinois à organiser une surveillance étroite des populations. La Chine n'a-t-elle pas promulgué en 2018 une loi qui enjoit « *toutes organisations et citoyens à soutenir, aider et coopérer à l'effort national de renseignement.* » et ne prévoit-elle pas de généraliser, dès cette année, un système d'observation généralisé de sa population ?

Les recommandations européennes sur la 5G ne sont contraignantes ni pour les pays, ni pour les opérateurs.

Les services de renseignement américains soupçonnent Huawei, qu'ils accusent d'être financé par les services de sécurité chinois, de vouloir installer des outils de surveillance électronique directement au cœur des infrastructures de la 5G. En mai 2019, les États-Unis ont interdit à leurs entreprises de collaborer avec le groupe chinois et Google a décidé de ne plus lui fournir son système d'exploitation Android. En revanche, au sein de l'Union Européenne, le Commissaire européen à l'Industrie, Thierry Breton, a déclaré, en janvier dernier : « *Nous en Europe, on accepte tout le monde mais on a des règles, ces règles sont claires, exigeantes.* » En réalité, la « boîte à outils » élaborée par tous les États membres en collaboration avec la Commission européenne contient certes des recommandations sur ce qu'il convient de faire pour éliminer les risques spécifiques au déploiement des infrastructures de la 5G, mais ces recommandations ne sont contraignantes ni pour les pays, ni pour les opérateurs.

On peut également s'interroger sur l'opportunité du transfert des données scientifiques vers la Chine.

On peut également s'interroger sur l'opportunité du transfert des données scientifiques vers la Chine, compte tenu en particulier de l'imbrication des secteurs civil et militaire. La question se posait déjà à propos de scientifiques soviétiques qui parvenaient à obtenir de chercheurs civils français, fiers d'exposer leurs découvertes, des bribes d'information qui, une fois réunies, permettaient d'accéder à des recherches de pointe considérées comme secrètes. Ce transfert de données se pratique à grande échelle en faveur de la Chine, en raison du nombre d'entreprises occidentales qui coopèrent avec ses entreprises, du nombre de ses étudiants dans les matières scientifiques aux États-Unis et en Europe, d'organismes tels que certaines associations franco-chinoises, sans parler du ministère de la sécurité de l'État (MSS) identifié comme étant chargé de l'espionnage économique et industriel.

Quelle confiance peut-on accorder à un pays dont la première préoccupation est de cacher la vérité à son peuple et au reste du monde ?

À première vue, les États autoritaires comme la Chine paraissent mieux armés que les démocraties libérales aussi bien pour faire face à une crise grave comme la pandémie actuelle que pour assurer leur autonomie dans des secteurs clefs. Ils peuvent plus facilement imposer des sacrifices à leur population et décider des projets coûteux et des objectifs stratégiques de long terme. Des commentateurs reprennent déjà l'éloge que se décernent les dirigeants chinois de leur action face à la pandémie. Même si le coronavirus a été initialement détecté à Wuhan rapidement, on peut néanmoins penser que les réactions en Chine et dans le monde auraient été plus rapides et l'épidémie moins grave si les dirigeants chinois n'avaient pas sanctionné et réduit au silence les premiers médecins qui ont tenté de donner l'alerte en révélant l'apparition des symptômes. Quelle confiance peut-on accorder à un pays dont la première préoccupation est de cacher la vérité à son peuple et au reste du monde, avant de réécrire l'histoire de l'épidémie comme ses dirigeants ont déjà commencé à le faire ?

Il est plus que temps que l'Union européenne renonce à une vision trop théorique de la division internationale du travail. De manière générale, c'est moins de naïveté, une vision de nos besoins et de nos intérêts à plus long terme, une meilleure prise en compte de considérations stratégiques dans nos échanges avec les pays non démocratiques qui devraient dicter la conduite des dirigeants européens.

* * *

Annexe 2

Coronavirus : la Chine accusée d'avoir volontairement minimisé son nombre de morts

France-Info, publié le 29/03/2020

Source : <https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/>

Des photos de foules venant récupérer les cendres de proches morts du Covid-19, prises devant les salons funéraires de Wuhan, sèment le trouble sur les réseaux sociaux chinois.



Des habitants de Wuhan, en Chine, portent un masque de protection contre le Covid-19, le 28 mars 2020. (ALY SONG / X01793 / REUTERS)

La Chine a-t-elle volontairement minimisé le nombre de morts dus à l'épidémie de Covid-19 dans le pays ? Les familles dont des proches sont morts du virus à Wuhan, coeur de l'épidémie, et dont les corps ont été incinérés immédiatement par les autorités pour prévenir la contagion, ont été autorisées à venir récupérer leurs cendres cette semaine dans les salons funéraires de la ville, rapporte l'agence de presse Bloomberg vendredi 27 mars.

Coronavirus : retrouvez les dernières informations sur l'épidémie de Covid-19 dans notre direct

Mais face aux photos de très longues files d'attente ou de l'arrivée d'urnes en quantité importante, le doute est de mise sur les réseaux sociaux chinois quant à l'honnêteté du gouvernement, souligne l'agence de presse.

La file d'attente à l'extérieur du salon funéraire du quartier de Hankow, à Wuhan, faisait ainsi environ 200 mètres, assure le média chinois *Caixin*. Par ailleurs, plus de 2 500 urnes auraient été reçues mercredi, puis jeudi, dans un autre salon. Un autre établissement semblable dans le quartier de Wuchang compterait distribuer 500 urnes par jour entre le 23 mars et le 4 avril, assure ce journal d'information financière. Soit 6 500 urnes sur cette période – même si elles ne correspondent pas forcément toutes à des décès dus au coronavirus.

Davantage de morts déclarés en Italie et en Espagne qu'en Chine

Selon les autorités chinoises, seules 2 535 personnes sont mortes de l'épidémie à Wuhan, et 3 295 dans toute la Chine continentale. D'autres pays, comme l'Italie (plus de 10 000 morts) ou l'Espagne (plus de 6 500 morts), comptabilisent donc désormais beaucoup plus de morts.

Ce qui fait dire à Patrick Berche, professeur émérite de microbiologie et ancien directeur de l'Institut Pasteur, que le bilan chinois est probablement "*sous-estimé*". "*Il y avait une mortalité annoncée par les Chinois qui, à mon avis, a été certainement sous-estimée. On a beaucoup de mal à croire qu'un pays, même avec des mesures de confinement, ait si peu de morts*", a-t-il estimé dimanche sur Europe 1.

* * *

Annexe 3

Italie : des mesures d'urgence à l'étude face au risque de nouvelle récession

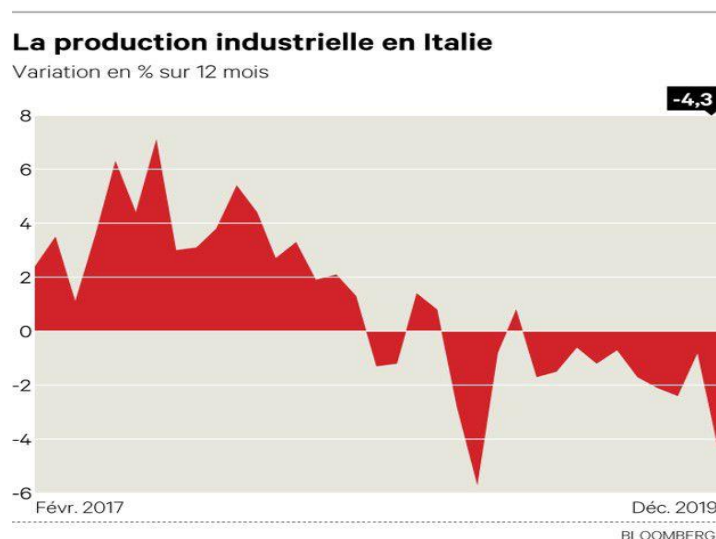
(Source : Les Echos, Olivier Tosseri , Publié le 11 févr. 2020)

Les pires chiffres de la production industrielle en cinq ans, l'effondrement de celle du secteur automobile et les conséquences économiques du Coronavirus obligent le gouvernement Conte à étudier l'adoption de mesures d'urgence.



Le président du conseil italien Giuseppe Conte. (Photo de NIKOLAY DOYCHINOV/AFP)

Le spectre de la récession plane sur l'Italie. Les prévisions de croissance pour 2020 viennent d'être revues à la baisse à seulement 0,2 %. Selon l'Istat, l'industrie a enregistré ses pires résultats depuis 2014 avec une chute significative de sa production. Celle-ci a été de plus de 4 % en décembre, de 1,3 % pour l'ensemble de l'année 2019 après un recul de 3 % en 2018. Le secteur automobile s'est véritablement effondré l'an dernier (-19 %). Le ministre de l'Economie, Roberto Gualtieri explique ces mauvais chiffres par « *un fort ralentissement de la demande internationale et donc des exportations comme le prouvent des chiffres similaires en France et en Allemagne* ». Ceux de l'Italie sont néanmoins pires que ceux de ses voisins.



Mesures fiscales

Pour Stefano Patuanelli, le ministre du Développement économique, « *il faut un effort immédiat de la part du gouvernement pour inverser la tendance et démontrer sa proximité avec les secteurs industriels en crise du pays* ». Un décret croissance bis sera prochainement adopté. Il accentuera les mesures fiscales adoptées l'an dernier à destination des entreprises, pour protéger le Made in Italy et pour investir dans la modernisation de l'outil

industriel. Selon le rapport intitulé « L'économie globale et l'Italie » du Centre d'études Einaudi-Ubi, il manquerait 54 milliards d'euros d'investissements dans une économie italienne en convalescence continue depuis la grande crise de 2008.

Un moratoire sur les impôts envisagé

Le coronavirus pourrait provoquer sa rechute. Une réunion de crise a été convoquée au Palazzo Chigi pour faire le point sur ses conséquences économiques et les réponses à apporter pour limiter ses effets. Une task force sera constituée pour faire le point dans chaque secteur de l'économie italienne avec la mise en place d'un fonds pour les PME/PMI dont la production s'est arrêtée ou a été ralentie à cause du virus. « *C'est comme un tremblement de terre* », a commenté le ministre du Tourisme.

Un moratoire sur les impôts et les prêts bancaires pour les entreprises les plus touchées est envisagé comme après un séisme. Les réservations dans les hôtels de la péninsule, première destination des touristes chinois, sont en baisse de 40 %. Les secteurs de la mode et de l'industrie du luxe tremblent déjà, car entre 40 et 50 % de leur chiffre d'affaires dépendent des achats asiatiques. 32 % du PIB italien est tributaire des exportations et 13 milliards d'euros sont en jeu concernant la Chine.

Soutenir le Made in Italy

L'agence italienne pour le commerce extérieur débloquera 300 millions d'euros pour soutenir le Made in Italy. Le président de Confindustria, Vincenzo Boccia, demande au gouvernement d'assouplir les mesures de précaution adoptées vis-à-vis de la Chine à commencer par l'interdiction des vols depuis et à destination de ce pays. Il se fait l'écho de plus en plus d'acteurs du monde économique qui redoutent des mesures de rétorsion de la part de Pékin. La Chine devait faire bénéficier l'Italie de 20 milliards d'euros d'investissements prévus dans son projet de nouvelle route de la soie.

* * *

Annexe 4

Dominique Méda :

"Il faut revoir l'échelle de la reconnaissance sociale et de la rémunération des métiers"

Entretien France Culture / 28 mars 2020

(Par Catherine Petillon, mis à jour à 20:13)

(Source : <https://www.franceculture.fr/economie/dominique-meda-il-faut-revoir-lechelle-de-la-reconnaissance-sociale-et-de-la-remuneration>).

Rester chez soi ou assurer la continuité de l'activité économique ? L'épidémie de coronavirus et le confinement ont mis en lumière les inégalités dans le monde du travail.

Pour la sociologue et philosophe Dominique Méda, qui dirige l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (Irisso) à l'Université Paris-Dauphine, la crise invite à repenser la reconnaissance et l'utilité des métiers.

Les travailleurs sont très inégalement exposés au Covid-19, qu'est-ce que cela reflète de la structuration du marché du travail ?

« Il y a évidemment une immense différence entre ceux qui peuvent télétravailler, et sont donc protégés des contacts potentiellement à risques, et ceux qui sont au front. C'est-à-dire les soignants, évidemment, mais aussi les caissières, les livreurs, et, d'une manière générale, tous ceux qui continuent à travailler en côtoyant les autres. Il y a vraiment une distinction entre le front, ceux qui sont au contact, et l'arrière : le contact est devenu source de danger. Cela concerne donc potentiellement tous les métiers de services puisque nous sommes une société de services.

Il est important de souligner qu'il y a énormément de femmes en première ligne, sur le front. Parce qu'elles sont majoritaires dans les métiers du soin, du *care* : les aides-soignantes, les infirmières, les aides à domicile, les auxiliaires de vie et bien sûr, les médecins. Les femmes sont également majoritaires dans les métiers de la vente, particulièrement mobilisés.

Or ces travailleuses sont déjà particulièrement précaires ?

Oui, car ce sont aussi les emplois les moins bien rémunérés, en raison du temps partiel, très développé dans ces professions, notamment la vente, ainsi que de la construction des grilles de classification. Une partie de ces métiers sont considérés comme peu ou non qualifiés, car les compétences qui y sont déployées sont vues comme un prolongement des compétences naturelles. Avec l'idée que soigner, être souriante, avoir du relationnel, les femmes sauraient le faire de toute éternité. Des chercheuses comme Séverine Lemièrre et Rachel Silveira ont bien montré combien ce raisonnement-là était à l'origine d'une sous-rémunération chronique de ces emplois. Et elles ont proposé une révision de ces classifications de manière à atteindre les mêmes niveaux de détail que dans les autres classifications - souvent masculines - et à prendre en compte les compétences - souvent techniques - mobilisées. Etant donnée la situation, il faudrait non seulement augmenter les salaires de ces professions mais aussi s'engager très rapidement dans une révision de ces grilles.

La hiérarchie sociale des métiers est-elle inversement proportionnelle au degré d'exposition ?

La hiérarchie sociale des métiers ne recoupe pas exactement le degré d'exposition : parmi les personnes les plus exposées aux risques, certaines ont des professions peu qualifiées, mais d'autres, très qualifiées, comme les médecins, les techniciens, les informaticiens, les cadres, etc. Et c'est la même chose pour les personnes qui ne sont pas exposées professionnellement : on trouve à la fois des professions très peu considérées et d'autres qui le sont beaucoup. Mais évidemment, la différence est la possibilité de se soustraire aux risques ou pas.

Et les situations les plus inquiétantes, révoltantes, sont celles où les personnes sont obligées d'aller travailler alors qu'elles n'ont pas d'équipements de protection ou que les distances ne sont pas respectées. Et sans pouvoir exercer leur droit de retrait parce qu'elles ont peur de perdre leur emploi. Sans compter que ce droit individuel doit être validé par un juge, ce qui est long et compliqué. Les gens vont donc au travail la peur au ventre. C'est le cas évidemment des caissières, des livreurs, des travailleurs dans les entrepôts ou du secteur du bâtiment.

Faudrait-il limiter davantage le nombre de personnes qui continuent à aller travailler ?

Toute la question est de savoir ce que l'on considère comme une activité essentielle. Par exemple, on peut s'interroger sur le métier de livreur ou du moins sur le fait qu'ils sont tellement mis à contribution. Est-ce vraiment nécessaire ? Doivent-ils prendre des risques dans les entrepôts pour livrer des biens et services qui ne sont pas toujours essentiels ?

Et évidemment, on peut craindre que le phénomène des nouvelles domesticités, que l'on a vu se déployer ces dernières années, soit encore plus accru. Je pense aux voituriers, aux livreurs, aux personnes qui ouvrent les portes dans les magasins.

Le développement de ces professions s'explique évidemment par les très grandes inégalités de revenus entre les différentes catégories sociales. Les plus aisées achètent le temps des autres et achètent tout simplement, comme cela se passait avant pour la conscription, le fait que des gens prennent des risques à leur place. Il y a là toute une géographie sociale très problématique et qui invite à revoir drastiquement la hiérarchie des métiers et leurs rémunérations.

Le gouvernement n'a pas souhaité dresser de liste de métiers essentiels, au prétexte que beaucoup d'activités sont imbriquées. Ce faisant, il a entretenu une grande confusion. Puisque d'un côté, on nous dit qu'il ne faut absolument pas sortir ni se rassembler, mais d'autre part, on incite un grand nombre de personnes à aller travailler.

Tout cela est fait pour soutenir notre économie. C'est évidemment un argument tout à fait audible, mais je ne crois pas que ce soit la priorité.

Aujourd'hui, la priorité, c'est vraiment la santé des personnes. Et il me semble qu'il serait tout à fait préférable de se mettre dans une économie de guerre, c'est-à-dire de désigner quelques métiers particulièrement nécessaires qui permettraient l'obtention des équipements de protection requis. Cela permettrait sans doute de réquisitionner des industries particulièrement nécessaires à notre temps, c'est-à-dire pour fabriquer les produits de santé dont nous avons absolument besoin.

Que considérez-vous comme un métier essentiel ?

Ce sont les métiers essentiels à notre survie : évidemment, l'ensemble des soignants et ils sont nombreux. Et puis tous les producteurs de biens et services qui permettent cette survie : la surveillance du réseau téléphonique, le secteur de l'énergie, l'informatique, de la qualité de l'eau, etc. C'est vrai qu'il y a finalement beaucoup de métiers nécessaires à la survie des personnes. Mais cela nous

invite évidemment à faire le test très simple proposé par David Graebert dans *Bullshit Jobs*: pour savoir si un métier est utile ou non, imaginez sa disparition et regardez les effets sur la société.

Soudain, les professions souvent les plus dévalorisées apparaissent les plus essentielles et d'autres, aujourd'hui extrêmement bien rémunérées, apparaissent radicalement inutiles. On peut penser pêle-mêle aux consultants en "*New Public Management*" qui ont contribué à déstructurer, démanteler et abîmer nos services publics et notamment, ces dernières années, l'hôpital ainsi qu'aux publicitaires, aux *traders* et aux banquiers non régulés, aux avocats d'affaires... Toutes ces professions qui, certes, contribuent sans doute au fonctionnement de nos sociétés capitalistes, mais ne sont pas essentielles à leur survie. Cela nous donne vraiment beaucoup à réfléchir pour la suite. Il faut revoir l'échelle de la considération, de la reconnaissance sociale et de la rémunération.

Quels changements vous semblent appeler cette crise ?

Nous devons dès maintenant penser l'après. Au nom de l'urgence sanitaire, des mesures ont été prises en matière de Code du travail. Il est légitime que tout le monde participe à la sortie de cette crise et je dirais même à la reconstruction, tant la comparaison avec la Seconde Guerre mondiale me semble évidente. Mais il faudra que vraiment tout le monde participe. C'est-à-dire non pas seulement les salariés, mais aussi tous ceux qui ont porté cette idéologie néo-libérale, permis de faire du profit comme jamais, de creuser les inégalités, combattu les nouvelles tranches d'impôt sur le revenu... Et plus généralement combattu la légitimité de l'intervention de l'Etat dans la vie économique.

Nous devons absolument et dès aujourd'hui revoir tout cela ».

* * *

Annexe 5

Les Echos (Opinion) : Comment gérer l'hyper-dépendance au marché-monde chinois ?

Source : <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/> Par [Laurent Malvezin](#) (président de Montsalvy Consulting)
Publié le 19 févr. 2020 à 16h05

La bataille autour de l'équipementier chinois Huawei et la crise du coronavirus illustrent, de manière différente, une même problématique : comment gérer les niveaux de dépendance et d'interdépendance atteints entre la Chine et le reste du monde, pour les entreprises, comme pour les États ?

Récemment, la Chine a menacé les entreprises allemandes, puis françaises et européennes de représailles économiques si elles excluaient ou limitaient l'accès à leur champion national des télécoms pour la mise en place de la 5G. Ce chantage est une conséquence logique de la situation d'hyper-dépendance à son marché administré. Mais, il est une arme à double tranchant. Quand on constate que l'addiction que l'on consent devient un piège qui peut se refermer sur soi, il y a deux options extrêmes : la soumission ou le sevrage.

Les solutions intermédiaires sont connues des entreprises, mais difficiles à maintenir. Leur liberté de choix dans leurs fournisseurs, sous-traitants, et dans l'évaluation des parts de marchés, qui en Chine sont trop souvent potentielles, se heurte à la réalité du terrain et du génie administratif local. Quand une entreprise réalise en Chine 20 % de son chiffre d'affaires global, son niveau de dépendance réel est bien plus élevé, et ses positions beaucoup plus fragiles et éphémères que dans une économie de marché. Pareillement, quand une grande entreprise chinoise détient 10 % d'une entreprise étrangère ou autant de parts d'un marché extérieur, son emprise à long terme est bien supérieure. Pour ce qui concerne Huawei, la limiter respectivement à 35 % ou 50 % du marché britannique et hexagonal, représenterait, au-delà des nombres, un précédent réglementaire qui légaliserait un opérateur jugé peu fiable. Car, la dépendance ne se réduit pas à un calcul de parts de marché ou de parts sociales ; elle est aussi d'ordre éthique et moral.

Si la Chine est en rattrapage technologique depuis 30 ans, le reste du monde se trouve acculé au rattrapage réglementaire pour lui faire face. Les demandes de réciprocité, ou de *level playing field*, est un combat engagé depuis une quinzaine d'années déjà. La brutalité du découplage entamé par les États-Unis vis-à-vis de tout ce qui pourrait menacer sa domination illustre à quel point ce décalage est un combat hérité du passé. Même les affaires d'espionnage ont un goût de déjà-vu.

Quelle entreprise responsable oserait dire aujourd'hui qu'elle ne connaît pas les risques de transferts forcés de technologies et qu'elle ne s'est pas préparée au risque cyber ? Pourtant, certaines d'entre elles et, plus surprenant, des cercles et instances en charge de sensibiliser, ou de mobiliser le monde de l'entreprise sur ces sujets majeurs, adoptent encore la politique de l'autruche, quand ils ne sont pas déjà passés sous influence, voire sous contrôle. Aussi, la bataille se place aujourd'hui résolument sur le terrain des normes et des comportements éthiques. Il faut désormais savoir repousser toute forme de chantage et de compromission qui ne peuvent s'inscrire dans aucun cadre de référence, dans aucune coopération consentie, dans aucun échange durable et sincère, sur les plans bilatéral, international ou multilatéral.

De plus, la question de l'hyper-dépendance au marché chinois est multiforme et sous-évaluée. La crise du coronavirus qui frappe la Chine et déstabilise provisoirement le reste du monde dit la même chose que la crise financière déclenchée aux (et par les) États-Unis en 2008. Le parallèle n'a qu'une valeur illustrative ici, mais il met à nu des situations similaires mal maîtrisées, des acteurs non contrôlés et des implications globales. Les déviances financières du libéralisme économique ont trouvé leur pendant dans les failles et les désobéissances politiques et sociétales au sein du modèle socialiste chinois. La Chine a perdu de sa prétendue efficacité et n'offre aucune garantie supérieure de sécurité et de prévention contre ses propres vulnérabilités.

Bien au contraire, d'autres situations de crise pourraient à l'avenir révéler d'autres situations mal maîtrisées, d'autres acteurs non contrôlés et venir frapper le reste du monde. À commencer par son système financier, opaque et d'un autre âge. Il a fait l'objet d'incessantes politiques de rectification par les autorités

centrales, en vain. Récemment, la faillite de plusieurs banques locales a ravivé les inquiétudes. La banque centrale chinoise reconnaît que "certaines se sont développées de manière irraisonnable". Dans son rapport sur la stabilité financière, rendu public au mois de novembre, elle indiquait que 13 % (contre 10 % en 2018) de quelque 4 400 d'entre elles avaient été placées sous surveillance.

Dans le même temps, certains proxies du monde financier chinois s'invitent sur les marchés mondiaux, embarquant potentiellement avec eux de mêmes failles, notamment un niveau de corruption non maîtrisée, et une subordination politique chaotique pouvant impacter n'importe quelle entreprise étrangère partenaire impréparée, n'importe quel gouvernement vulnérable aux sirènes de l'argent-roi.

Le reste du monde s'expose d'autant plus aux modalités et implications de cette hyper-dépendance chinoise dès lors qu'on prend au sérieux la "vision" et l'ambition affichées par la Chine. À l'été dernier, le numéro 1 chinois, en déplacement en province, avait rappelé que la "renaissance" de la Chine était concomitante du déclin des pays occidentaux et que tous les cadres dirigeants du parti devaient l'interpréter comme la plus grande opportunité et le plus grand retournement de l'histoire depuis un siècle (et le wilsonisme, consacrant l'interventionnisme américain). L'objectif n'est ni plus ni moins de transformer progressivement les modes de production et les modes de vie.

Mais, sait-on gérer l'hyper-dépendance conçue comme une arme économique et politique ? Pour nos entreprises, cela signifie déjà qu'un positionnement trop fort en Chine constituera une vulnérabilité croissante. Simuler sérieusement d'être amputé ou privé plus ou moins durablement du marché chinois et de ses acteurs, d'abord comme un stress test théorique, puis dans le cadre de plans de rupture et de reprise d'activités, devient une nécessité. Ensuite, si des comités éthiques et risques sont en place dans bon nombre d'entreprises, ils remplissent trop peu souvent leur rôle de prévention, se cantonnant à un exercice d'autosatisfecit stérilisant.

Pour nos décideurs publics engagés avec la Chine, l'Union européenne est le bon niveau de normalisation des règles et des comportements. Y renforcer la lutte anti-corruption, l'éthique des affaires, et la protection des entreprises des États membres vis-à-vis d'entités extérieures dans le cadre d'une RGPDE, "E" pour entreprises, viendraient compléter les instruments existants de défense commerciale ».

* * *

Annexe 6

« Chine, Etats-Unis, Europe : qui sera le plus affecté par la crise ? »

Source : Capital (<https://www.capital.fr/entreprises-marches/chine-etats-unis-europe>) (3/4/2020)

A l'origine de la crise sanitaire, économique et financière mondiale, la Chine risque de connaître des turbulences ces prochaines années. Pour autant, alors qu'une dette publique saramineuse lèse les Etats-Unis, mais aussi l'Europe - tout sauf unie -, elle pourrait tirer son épingle du jeu, juge Marc Touati, président du cabinet ACDEFI.

« Les compétitions sportives ont au moins un point commun avec celles qui se jouent sur le front économique : il y a, d'un côté, les résultats potentiels et généralement consensuels “sur le papier” et, de l'autre, les résultats effectifs “du terrain”, qui sont bien souvent, très différents des premiers. Ainsi, même si la pandémie de coronavirus n'est malheureusement pas terminée, la logique voudrait que son pays d'origine, en l'occurrence la Chine, en soit le grand perdant. Et ce, d'autant que l'Empire du Milieu a vraisemblablement menti sur quasiment toute la ligne, et notamment sur la dangerosité du virus ou encore le nombre de contaminés et de décès.

Comme l'a dénoncé, certainement à juste titre, Reporters Sans Frontière : “Si la presse chinoise était libre, le coronavirus ne serait peut-être pas devenu une pandémie”. En effet, si l'internet chinois n'était pas isolé par un système élaboré de censure électronique et si les médias n'étaient pas contraints de suivre les instructions du Parti communiste, l'épidémie aurait sûrement été circonscrite plus rapidement et aurait été forcément prise beaucoup plus au sérieux à travers le monde.

Bien entendu, nous ne pouvons pas refaire l'histoire et il serait vain de croire en une quelconque théorie du complot. Pour autant, les faits sont là : l'épidémie de Covid-19 s'est répandue au monde à partir de la Chine, dont les normes démocratiques, sanitaires et sociales sont très loin des standards occidentaux.

Le drame est que, pour des raisons basement mercantiles, la quasi-totalité des pays de la planète ont fait fi de ces carences aussi graves qu'évidentes. A l'évidence, jusqu'à ces dernières semaines, l'aveuglement collectif international était presque normal : en vertu du fameux “kilomètre sentimental” cher à l'académicien français Jean Dutourd selon lequel seul ce qui est proche compte réellement pour nous, nous étions prêts à oublier collectivement que la Chine était une dictature aux normes sanitaires déplorables, pour peu que les produits *made in China* soient peu onéreux.

Aujourd'hui que le “pot aux roses” est exposé au grand jour, il n'est plus possible de se voiler la face. Dans ce cadre et “sur le papier”, la Chine devrait être la grande perdante de la pandémie. En effet, les entreprises et les consommateurs du monde entier devraient désormais refuser de produire dans l'Empire du milieu et/ou d'acheter ses produits, tant que celui-ci ne fait pas son mea culpa et décide de devenir une démocratie, avec une liberté des médias, la fin du communisme et l'instauration d'une transparence sanitaire irréprochable.

Dans la mesure où ces révolutions prendront du temps, un mouvement de relocalisation devrait se produire, réduisant massivement la demande mondiale adressée à la Chine. Or, dans la mesure où cette dernière a surinvesti ces dernières années et s'est aussi massivement endettée en espérant que le retour sur investissement serait massif et rapide, un effondrement de la demande de produits chinois, se traduirait non seulement par une récession conséquente et durable, mais aussi par une crise financière sévère. N'oublions effectivement pas que les créances douteuses avoisinent les 30% des crédits dans l'Empire du milieu.

Compte tenu de cette récession chinoise, le reste du monde devrait évidemment souffrir, mais compte tenu du mouvement de relocalisation, la croissance reviendrait progressivement, en particulier aux Etats-Unis et en Europe, qui feraient évidemment front pour affaiblir durablement l'hégémonie chinoise. Malheureusement, ces belles perspectives risquent de demeurer « sur le papier ». Car, sur le terrain, la situation risque de devenir bien différente. Certes, l'économie chinoise va fortement ralentir.

Cependant, grâce à 3 000 milliards de dollars de réserves de change, environ 1 200 milliards de bons du Trésor américains et au moins autant d'obligations européennes, sans parler de ses participations dans de nombreuses entreprises à travers la planète, la Chine dispose d'un confortable matelas de sécurité. Encore pire, ce dernier pourrait être utilisé pour faire pression sur les Etats-Unis et l'Europe pour ne pas tourner le dos aux entreprises et aux produits chinois.

Déjà empêtré dans une dette publique bien plus extravagante que celle de la Chine, le bloc USA - Europe risque alors de très vite déposer les armes. Encore plus grave, un des deux pourraient s'allier avec l'Empire du Milieu pour affaiblir le troisième larron.

Et, bien tristement, dans la mesure où l'Union européenne est tout sauf unie, il est fort probable que cette dernière soit, comme d'habitude depuis 25 ans, le « dindon de la farce ». Et ce d'autant que les Etats-Unis pourront encore disposer du roi-dollar (qui, ne l'oublions pas représente toujours 50% des transactions mondiales et 70% des réserves de changes à travers le globe) et bien sûr de la première puissance militaire mondiale pour imposer leur dictat.

Encore plus grave, dans la mesure où l'Italie, la Grèce, voire l'Espagne et la France étaient déjà en situation de quasi-faillite avant le drame du Coronavirus, que vont-ils devenir au cours des prochaines années, avec des dettes publiques de plus de 150% voire 200% du PIB ? A l'évidence, la BCE et les excédents allemands ne pourront pas forcément venir à la rescousse et payer pour les autres. Dans ce cadre, si, déjà bien pâle, la solidarité européenne est encore battue en brèche, la zone euro pourrait soit disparaître, soit, dans le meilleur des cas, rester anémiée pour longtemps.

En conclusion, et comme je le dis souvent : les crises sont toujours des phases d'opportunité, mais aussi des révélateurs des forces et faiblesses. Espérons que, pour une fois, les dirigeants européens et américains sauront faire front commun, en préférant « gagner ensemble » plutôt que « perdre tout seul ». Sinon, et aussi fou que cela puisse paraître, c'est la Chine qui risque d'être la grande gagnante de la crise qu'elle a, elle-même, déclenchée.. ».

Marc Touati, Économiste, Président du cabinet ACDEFI

* * *

Annexe 7

Animaux sauvages : un marché loin d'être en voie d'extinction

Source : Agrobioscience / INRAE (24/04/2020) par L. Martin-Meyer

La crise du coronavirus a levé le voile sur le commerce des espèces menacées d'extinction. Des Échos à Libération, en passant par Rfi, 20 Minutes, ou le Bangkok Post, la presse du monde entier s'interroge. Car ce marché semble bien se placer aux dessus des lois et par-delà les frontières. Sans oublier qu'il est loin de se confiner à l'alimentaire. Alors, doit-on réglementer cette pratique, comment et pourquoi ? Pas si simple.

Épicentre de la pandémie de coronavirus, la ville de Wuhan est aussi connue pour être l'hôte du marché de Huanan, devenu tristement célèbre pour sa vente d'animaux sauvages et exotiques vivants, destinés aussi bien à la consommation alimentaire qu'aux besoins de la médecine traditionnelle. Un *wet market*, marché humide en français, où se côtoient toutes sortes d'espèces pas banales : pangolins, civettes, hiboux, rongeurs, serpents, singes, porcs-épics... Des mets de choix, prisés pour leur finesse gustative mais vendus, bien souvent, dans des conditions d'hygiène déplorables, « touchés par les vendeurs, dépecés, alors qu'ils sont maculés d'urine et que les tiques et les moustiques font une sorte de nuage autour de ces pauvres animaux, par milliers », s'alarme l'ancien président du Comité consultatif national d'éthique, Didier Sicard, au micro de France Culture (27/03/2020). Une vente d'animaux sauvages, en Chine et à travers le monde à laquelle les médias s'intéressent.

La loi de la jungle

« Coronavirus : Pangolin, serpents, chauves-souris... Les espèces sauvages bénéficiaires indirectes de l'épidémie ? », titrait le quotidien 20 Minutes, le 25 février 2020. La veille, le 24 février, le comité permanent du Parlement chinois s'engageait à interdire la consommation et le commerce d'animaux sauvages, étant résolu à « protéger efficacement la santé et la vie du peuple » (La Croix, 19/04/2020). Dans la foulée, le gouvernement publie une liste des animaux « comestibles », c'est-à-dire ceux relevant du « bétail », voire du « bétail spécial » (CNEWS, le 10/04/2020). N'y figure pas, par exemple, le chien qui obtient le titre convoité d'« animal de compagnie » (Les Échos, le 09/04/2020). De quoi réjouir les défenseurs de la cause animale, mais aussi l'occasion de tordre le coup à un vieux cliché : toujours selon les Échos, plus de 65% des Chinois n'auraient jamais goûté la viande de chien. Et la ville de Shenzhen de donner l'exemple en interdisant, la première, la vente et la consommation de chien, mais aussi de chat (L'Express, le 04/04/2020). Quant à la marchandisation d'animaux sauvages, nous apprend LCI, rien de nouveau sous le soleil de l'Empire du Milieu : cette législation [du 24 février 2020], qui existe depuis l'épidémie de Sras en 2003, n'a en réalité jamais été appliquée. Pour bien le comprendre, un détour par le très sérieux blog « The Conversation » : dans un article intitulé « Trafic d'espèces et pandémie : quelles réponses au non-respect des normes ? », Sébastien Mabile (Président de la Commission droit et politiques environnementales du Comité français de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature, UICN) met à plat les outils juridiques dont disposaient déjà la Chine et le reste du monde pour endiguer, ou du moins réglementer, le commerce d'espèces sauvages menacées d'extinction dont, au hasard, le pangolin chinois, classé « en danger critique d'extinction » par l'UICN. Ainsi, depuis 2016, « aucun commerce

international de pangolins ne peut être autorisé sans permis d'importation et d'exportation délivrés par des autorités scientifiques », tandis que « *l'article 151 du code pénal chinois réprime leur trafic d'une peine de plus de 5 ans d'emprisonnement, pouvant aller jusqu'à la mort si les circonstances sont particulièrement graves* ». Comprendre : « *Les pangolins chinois ayant disparu, leur chasse étant par ailleurs interdite, ceux mis en vente sur le marché de Wuban étaient nécessairement issus de filières clandestines.* » D'où, en prévision des critiques de la communauté internationale, l'engagement de la Chine à interdire totalement le commerce et la consommation d'animaux sauvages, « *qu'ils soient ou non sur les listes d'espèces protégées* ».

Mauvais traitements ?

Sauf que, depuis, d'après CNEWS, Metro et le Washington Times, des *wet markets*, comme ceux de la ville de Guilin (sud-est de la Chine) et de Dongguan (sud de la Chine), auraient déjà réouvert... Les raisons du paradoxe sont multiples. D'abord, les besoins de la médecine traditionnelle, grande absente des interdictions nationales (30 millions d'amis, 01/04/2020) : comme l'indique le media Atlantico, les vendeurs de médicaments y auraient repris leurs activités. Des remèdes à base de bile d'ours ou de cornes de rhinocéros administrés pour... lutter contre le coronavirus ! « *D'après les autorités chinoises, 85% des personnes atteintes du Covid-19 ont reçu des traitements issus de la médecine traditionnelle chinoise en complément d'un suivi moderne* », renseigne Libération (19/04/2020). Notons au passage que ce secteur, véritable « trésor » national, génère la modique somme de 130 milliards d'euros par an et fait travailler près de 14 millions de personnes (La Croix, le 19/04/2020). Un marché qui pèse lourd, à tel point que pour le socioéconomiste et spécialiste de l'élevage chinois, Jean-Marc Chaumet, « *La Chine pourra publier toutes les lois qu'elle veut, et il en existe déjà de nombreuses qui concernent les marchés de la faune sauvage, mais tant qu'il n'y aura pas un réel contrôle des directeurs de marchés, des autorités provinciales et des réseaux mafieux qui gèrent ce business, cela ne servira à rien* » (La Croix, 19/04/2020). A plus tard donc, l'interdiction stricte du commerce et de la consommation d'animaux sauvages.

Un trafic pandémique

D'autant que, loin d'être une exception culturelle chinoise, ces marchés sont répandus sur l'ensemble du globe, comme l'indique un article du Courrier International : « *Les Chinois ne sont pas les seuls à manger des animaux sauvages* » (28/03/2020). Nigeria, Gabon, République démocratique du Congo (Geo, 16/03/2020), Thaïlande (Courrier International, 22/03/2020) ... Nombreuses sont les autres contrées friandes de ces mets exotiques. Surtout, et c'est là que les choses se compliquent, la plupart d'entre elles sont partie prenante de trafics internationaux en violation de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). En témoigne cet autre papier du Courrier International, « *La Thaïlande abrite-t-elle le prochain Wuhan ?* » Car au cœur de Bangkok, au marché de Chatuchak, un « *Wuhan en puissance* » continue de fonctionner comme si de rien n'était », déplore le Bangkok Post. D'après des images filmées en caméra cachée, le marché abriterait des servals d'Afrique et des fennecs du Sahara étendus aux côtés de serpents, de singes, ou encore de lézards. Pour comprendre l'ampleur du trafic, revenons-en à nos pangolins. Sur Rfi, l'émission « *Aujourd'hui l'économie* » établit que pour un mammifère vendu 7 dollars au Nigeria, ses écailles se revendent 250 dollars au Vietnam. Au total, ce ne sont pas moins de 56 pays qui seraient impliqués dans le commerce illégal (The Conversation, 19/04/2020). Et Didier Sicard de déplorer que « *les pandémies vont se multiplier tant que l'on n'aura pas criminalisé le trafic d'animaux* » (Europe 1, 04/04/2020). Encore faut-il pouvoir se donner les moyens d'une coordination à l'échelle internationale.

A cheval sur l'hygiène

C'est en tout cas l'appel lancé par 241 associations de la protection animale à l'Organisation Mondiale de la Santé, le 06/04/2020 : « *Conformément à sa mission déclarée de servir la santé publique, nous exhortons l'OMS à recommander que les gouvernements du monde entier interdisent définitivement les marchés d'animaux sauvages et l'utilisation de la faune sauvage en médecine traditionnelle.* » Pour cette dernière, peut-on lire sur le site d'informations de l'ONU (16/04/2020), le problème relève avant tout du respect des normes de sécurité sanitaire des aliments, plus que de la vente en elle-même des animaux sauvages. A cheval sur l'hygiène, son objectif reste, pour l'heure, de « *garantir que les aliments vendus sur les marchés soient sûrs* ». La cause animale attendra. Mais, dans le fond, l'interdiction de ce type marché est-elle souhaitable, ou du moins, plausible ? Pas sûr car le passage d'un aliment de l'espace du mangeable à celui de non mangeable ne se décrète pas à grands coups de réglementations. En Chine par exemple, « *si la consommation des viandes sauvages a diminué dans les grandes villes, elle continue d'illustrer une certaine réussite sociale* » note le journal La Croix. Le sujet, sensible, est d'ailleurs largement documenté et analysé par les anthropologues Frédéric Keck (directeur du laboratoire d'anthropologie sociale, Collège de France), Christos Lynteris et Lyle Fearnley, dans un article intitulé « *Coronavirus : pourquoi fermer les marchés aux animaux en Chine serait une très mauvaise idée ?* » (The Conversation, 03/02/2020). Les risques d'une telle mesure ? « *Explosion d'un marché noir incontrôlable* » et privation pour les consommateurs chinois « *d'un secteur qui représente 30 à 53% de leurs approvisionnements* ». D'où l'intérêt, selon eux, de « *mettre en place une réglementation plus scientifique* », s'appuyant sur de meilleures pratiques sanitaires, plutôt que de prohiber, purement et simplement, les *wet markets*. Pour ce qui est de la cause animale, retenons que la pandémie de Covid-19 aura permis d'élargir le champ des préoccupations d'un trafic envisagé jusqu'à présent « *essentiellement sous l'angle de la conservation des espèces* » (France Info Outre-Mer, 22/04/2020). Viennent désormais s'y greffer des enjeux sanitaires et de sécurité nationale.

Par Laura Martin-Meyer

Le 24/04/2020

* * *

Lexique de macro économie

Sources : ce lexique est construit sur la base de plusieurs sources dont :

Alternatives Economiques Poche n° 046 - novembre 2010,

Pragma conseil « *Prumex* »,

Boissin, O. « *Analyse économique et monétaire* »,

Boissin, O., « *Economie industrielle et des organisations* »,

Eurostat,

INSEE (SECN),

Wikipedia,

Lexique Dalloz,

Lexique de la Direction Générale des Dépenses Publiques.

Action : c'est une part du capital d'une société qui donne droit à une fraction des bénéfices ainsi qu'au vote pour la désignation des dirigeants. Une action peut être achetée et revendue sur un marché financier (la bourse) ou encore de gré à gré. Sur la place financière Euronext-Paris*, la CAC 40 représente par exemple le compartiment de marché actions concentrant les 40 plus grandes capitalisations boursières* des entreprises françaises.

Aléa moral et sélection adverse (asymétrie d'information) : il s'agit là de problèmes d'asymétrie d'information entre individus. Une asymétrie d'information signifie qu'un individu détient une information que l'autre n'a pas. Il est coutume de distinguer deux situations : la première *ex-ante* avant signature d'un contrat avec une partie. On parle alors d'un problème de sélection adverse. Par exemple, quel est le fournisseur X ou Y qui serait le plus pertinent de retenir dans l'accomplissement d'une transaction définie. Et un second *ex-post*, un problème dit d'aléa moral qui provient, une fois signé le contrat, d'un bon ou non déroulement de la transaction. Le fournisseur sera-t-il opportuniste ou pas durant la relation qui a été contractualisée ? De multiples applications de ces concepts sont visibles, que ce soit dans le monde industriel, de la finance, de la vie quotidienne, etc. Dans le cadre d'un enseignement sur la gestion des risques, nous pourrions analyser cette question plus en détail et les moyens disponibles pour tenter de prévenir ou de solutionner ces problèmes d'asymétrie d'informations. Dans le domaine de la finance, les asymétries d'informations sont d'origines multiples et donnent lieu à des valorisations de cours de la part des acteurs les mieux informés. Le domaine est toutefois réglementé afin de réduire notamment un délit dit « d'initié ».

Banque centrale : généralement publique, elle a pour missions essentielles d'émettre de la monnaie fiduciaire, de contrôler la quantité de monnaie en circulation dans l'économie et d'assurer la solidité du système bancaire (en édictant des règles prudentielles et, le cas échéant, en venant au secours d'établissements de crédit en difficulté). On peut les désigner comme la banque des banques.

Bulle spéculative : phase de forte hausse des prix d'une catégorie d'actifs sur un marché (financier, immobilier...). Généralement liée à un excès de liquidités et à des comportements spéculatifs (des agents achètent un actif uniquement pour le revendre avec profit), une bulle n'est pas soutenable et finit par se

dégonfler ou par crever brutalement. Tel sera le cas en mars 2020 concernant l'éclatement de la dernière bulle financière. Puis s'ensuivra la crise économique mondiale. Le point de départ des crises commence généralement par ces crises financières.

Capitalisation boursière : valorisation au prix de marché de l'ensemble des actions en circulation d'une société par actions.

Coefficient de Gini : pour savoir si une distribution, par exemple des revenus, est plus ou moins inégalitaire, on a recours à des indicateurs synthétiques dont le plus connu est celui de Gini. Il mesure, entre 0 et 1, l'écart entre la distribution observée et une distribution parfaitement égalitaire. L'inégalité augmente quand on va de 0 à 1. Zero signifie une parfaite égalité dans la répartition des richesses au sein de la population de référence, et 1 une parfaite inégalité.

Compétitivité prix : comparaison entre les prix pratiqués par des entreprises ou des pays pour des biens proches. Le coût salarial, la productivité et le taux de change sont les principaux facteurs la déterminant.

Compétitivité qualité (ou hors prix) : comparaison des performances indépendamment du prix des biens et services. Les délais, la qualité, l'effet de marque, l'adaptation à la demande ou le service après-vente sont les sources de la compétitivité structurelle. L'Allemagne est généralement considérée comme un pays à forte compétitivité-qualité et la Chine à forte compétitivité-prix.

Corporate Governance (ou gouvernement d'entreprise) désigne le système formé par l'ensemble des processus, réglementations, lois et institutions destinés à cadrer la manière dont l'entreprise est dirigée, administrée et contrôlée. En fonction des objectifs qui gouvernent l'entreprise, ce système est appelé à réguler les relations entre les nombreux acteurs impliqués ou parties prenantes (en anglais : *stakeholders*). Les acteurs principaux sont les actionnaires qui élisent soit le Conseil d'administration, lequel mandate la Direction, soit le Conseil de surveillance, lequel nomme les membres du directoire, selon des modalités variables, propres au régime juridique de la société concernée. Les autres parties prenantes incluent les employés, les fournisseurs, les clients, les banques ou autres prêteurs, le voisinage, l'environnement et les tiers. Ces derniers peuvent entrer en relation avec l'entreprise à raison de ses activités, comportements ou réalisations. De nombreux acteurs et rationalités sont ainsi à prendre en compte dans le gouvernement de l'entreprise et il serait bien réducteur de réduire son objectif à une seule optimisation du profit.

Déficit public : excédent des dépenses sur les recettes publiques au cours d'une période donnée. Le déficit est généralement financé par des émissions d'obligations (bons du Trésor). Il en découle un lien entre le déficit et la progression de l'endettement public.

Déflation : baisse générale des prix, accompagnée par celle de la production. L'attentisme des acheteurs, qui veulent profiter des baisses de prix bloque l'activité. La déflation ne peut pas être combattue par la baisse des taux d'intérêt, ce qui la rend très dangereuse. La crise 2020 devrait conduire, dans un premier temps, nombre de pays à la déflation.

Dette publique : ensemble des dettes des administrations publiques. L'encours de la dette est son montant total ; le service de la dette est la somme à payer chaque année, qui comprend une partie du capital et les intérêts. Il existe plusieurs manières de calculer la dette, selon qu'on tient compte ou non de situations limites, telles que la dette de la SNCF.

Dollarisation du monde : terme donné pour indiquer une perte de confiance dans la monnaie nationale au profit de l'US dollar (mais en partie aussi de l'euro après 2010). Cela viendra notamment des accords du Gold Exchange Standard de 1944*.

Euronext-Paris : première place financière européenne.

Gold Exchange Standard (GES) : le GES a été mis en place dans le cadre des accords de Bretton Woods après la seconde guerre mondiale. Il privilégie la convertibilité des monnaies au seul dollar américain, ce dernier trouvant crédibilité jusqu'en 1971 sur un étalon or. Dans un tel système, les États « défendent » leur parité, aidés éventuellement par des prêts mutualisés. C'est là le rôle incombant alors au FMI.

Marché à terme : marché sur lequel se négocie un échange devant intervenir à une date future et à un prix fixé d'avance. Outre les changes, il existe des marchés à terme pour les valeurs mobilières et certaines matières premières (sucre, café, métaux, pétrole...).

Marché monétaire : marché sur lequel les banques se procurent des liquidités, échangées contre des créances à court terme. La banque centrale est le principal acheteur de ces créances, ce qui lui permet d'influencer l'accès des banques aux liquidités et de faire varier les taux d'intérêt. Les ménages et entreprises n'ont pas accès à ce marché.

Masse monétaire : ensemble des moyens de paiement dans une économie. La masse monétaire est bien difficile à mesurer, car de nombreux actifs financiers ne sont pas de la monnaie (ils ne permettent pas d'acheter des biens), mais sont très facilement convertibles en monnaie. Il existe donc plusieurs définitions, plus ou moins larges, de la masse monétaire. Sa variable explicative en sera généralement son degré de liquidité.

Obligation : titre de créance à long terme (plus de sept ans) portant versement d'un intérêt fixe, émis par les entreprises pour financer leurs investissements. L'agent financier de l'Etat, le Trésor, émet des obligations assimilables du Trésor (OAT) pour financer le déficit budgétaire. La bourse en est ensuite le lieu d'échange privilégié.

OAT : Obligation Assimilable du Trésor. Un emprunt d'Etat remboursable à plus ou moins longue échéance (cf Obligation)

Oligopole : la structure économique de l'offre se décompose en trois situations : (1) un monopole. Cela signifie qu'une seule firme est dominante face à de nombreux demandeurs. Pensons par exemple à la SNCF dans le ferroviaire en France. (2) Un oligopole : de deux à dix firmes dominent le secteur. Mondialement, pensons par exemple à Amazon ou Alibaba dans le domaine du commerce en ligne. Ou encore Boeing et Airbus dans le secteur aérien long-courrier. (3) La concurrence : une multitude d'entreprises sont alors présentes dans le secteur. Par exemple le secteur de la boulangerie au sein d'une grande commune (multiplicité denseignes) ou plus largement des petits services.

Réserves obligatoires : sur leur compte courant ouvert auprès de la banque centrale, les banques doivent détenir un minimum obligatoire de réserves calculé en pourcentage des dépôts qu'elles gèrent et de certaines autres ressources qu'elles émettent. Le taux des réserves obligatoires imposé aux banques de la zone euro navigue généralement entre 0% et 2% de la majorité des instruments inclus dans l'assiette de réserves. Cela permet de freiner ou non la capacité des banques de second rang à émettre des crédits ainsi qu'à accroître leur capacité de résistance à une crise bancaire.

Service de la dette : somme à verser annuellement pour rembourser la dette, tenant compte des intérêts et du capital.

Solde budgétaire : différence entre les dépenses et les recettes du budget. Il faut distinguer deux notions : le solde de gestion compare les dépenses et les recettes enregistrées au cours de l'année, mais qui peuvent

être imputables aux budgets des années précédentes ou de l'année suivante; le solde d'exécution concerne les dépenses et les recettes de la loi de finances d'une année donnée.

Solde primaire : solde du budget hors remboursement de la dette.

Spéculation : achat ou vente réalisé dans le but de faire un bénéfice résultant de l'évolution du cours. La spéculation découle de l'incomplétude de l'information, qui fait que les prix dépendent des anticipations. Pour prévoir l'évolution des prix, il faut devancer les anticipations des autres. La théorie économique a de sérieuses difficultés à représenter et à analyser ce genre de situation, car le point essentiel est l'interaction entre les agents, alors que la science économique n'étudie que des comportements individuels isolés.

Stock-option : option permettant à un cadre dirigeant d'une entreprise d'acheter une action de cette entreprise au moment de son choix à un prix convenu d'avance. Si le cours monte, l'achat se fait au-dessous du cours, ce qui permet une plus-value.

Taux de change : quantité d'une devise étrangère qui peut être acquise avec une unité de monnaie. Sur le marché financier, c'est le Forex qui est le lieu d'échange des monnaies.

Taux d'intérêt : rémunération du prêteur. Sur le marché monétaire, il dépend des besoins des banques et du taux que la banque centrale exige pour acheter des titres, appelé taux d'intervention. Les taux d'intérêt varient selon la durée des prêts, mais les divers taux sont, en principe, reliés entre eux, les prêts les plus longs étant mieux rémunérés (c'est la courbe des taux). Cependant, cette relation est assez instable.

* * *

Pistes bibliographiques

- Ademe, *Agence de la transition écologique* (site Ademe.fr)
- Aglietta, M. ; Ould Ahmed, P., Ponsot, JF., “*La Monnaie, entre dettes et souveraineté?*”, Odile Jacob, 2016.
- Alvaredo, F., Chancel, F., Piketty, T. Saez, E., Zucman, G., “*Rapport sur les inégalités mondiales?*”, Seuil, 2018.
- Askenazy, P., Coutrot, T., Orléan, A., « *Manifeste d'économistes atterrés : crise et dettes en Europe : 10 fausses évidences* ». Les liens qui libèrent, 2010.
- Askenazy, P., « *Tous rentier ! Pour une autre répartition des richesses*», Odile Jacob, 2016.
- Attali, J., « *Les chemins de l'essentiel* », Fayard, 2018.
- Boissin, O., « *Economie mondialisée* » (3 vol.), Grenoble-INP, 2021.
- Boissin, O., « *Développement durable : des chiffres et des étoiles* », (3vol.), 2021.
- Boissin, O., « *Chine : le bouleversement du monde* », Grenoble-INP, 2021.
- Bourg, D., « *Une nouvelle terre. Pour une autre relation au monde* », Desclé de Brouwer, 2018.
- Bourg, D., « *Le marché contre l'humanité* », PUF, 2019.
- Brown, L., « *Le plan B : pour un pacte écologique mondial* » Hachette, 2012.
- Cabestan, JP., « *Demain la Chine : démocratie ou dictature ?* », Gallimard, 2018.
- Canfin, P., « *Consommer responsable. Alimentation, Construction, Voyage, Habillement, Transport*» Flammarion, 2008.
- Chavagneux, C., « *Une brève histoire des crises financières : des tulipes aux subprimes* », La Découverte, 2020.
- Cohen, D., « *Il faut dire que le monde a changé* », Albin Michel, 2018.
- Colletis, G., « *L'Urgence industrielle* », Lormont, Le Bord de l'eau, 2012
- Dion, C., « *Petit manuel de résistance contemporaine* », Actes Sud, 2018.
- Durant, R., « *La désorganisation du monde* », Ed Bord de l'eau, 2013.
- Favereau, O., « *Entreprises : la grande déformation* », Ed. Parole et silence, 2014.
- Fumey, G., Gratalou, C., Boucheron, P. "L'atlas global : 60 cartes inédites", Les Arènes Ed. 2014.
- Fressoz, J.B., « *L'apocalypse joyeuse* », Seuil, 2012.
- Gadrey, J., Lalucq, A., « *Faut-il donner un prix à la nature ?* », Les petits matins Ed., 2015.
- Généreux, J., « *Introduction à l'économie* », Point, 1992 réédition 2017
- Girard, R. « *Des choses cachées depuis la fondation du monde* », livre de poche, 1978.
- GIEC « *Rapport sur le changement climatique* », 2018.
- Gomez, P.Y. « *Intelligence du travail* », Desclé de Brouwer, 2016.
- Grandjean, A., Dufrière, N., « *Une monnaie écologique pour sauver la planète* », Odile Jacob, 2020
- Guerrien B. " *Idées reçues et théorie économique* " dans *Bréviaire des idées reçues en économie*, Découverte, 2004.
- Guilluy, C., « *No society* », Flammarion, 2018.
- Jancovici, JM, « *Décarbonons !* », Éd Odile Jacob Ed., 2017.
- Jany-Catrice, F., Gadrey, J., « *Les nouveaux indicateurs de richesses* », La découverte, 2016.
- Jany-Catrice, F., Méda, D., « *Faut-il attendre la croissance ?* », La documentation française, 2016.
- Jouzel, J., Larrousturou, P., « *Pour éviter le chaos climatique et financier : une solution scandaleusement simple* », Odile Jacob, 2017
- Krugman, P., « *Sortez nous de cette crise*», Flammarion, 2012.
- Laurent, E. "Sortir de la croissance", Ed Les liens qui libèrent, 2019.
- Lipovetsky, G., « *De la légèreté* », Grasset, 2015.
- Maziem, J., Plihon, D., Petit, P., « *L'économie mondiale en 2030 : ruptures et continuités* » Economica, 2013.
- Latour, B. « *La science en action* », La découverte, 1989.
- Martin, C., « *La diplomatie n'est pas un dîner de gala* », L'Aube Ed., 2018.
- Méda, D., « *La mystique de la croissance, comment s'en libérer* », Flammarion, 2013.
- Orléan, A., « *L'empire de la valeur : refonder l'économie* », Seuil, 2011.
- Orwell, G., « *1984* », Gallimard, 1950.
- Oxfam, « *Services publics ou fortunes privées ?* », Rapport Davos, 2019.
- Perroux, F., « *Pour une philosophie du nouveau développement* », Aubier, 1981.
- De Perthuis, C., Jouvét, P.A., « *Le capital vert : une nouvelle perspective de croissance* », Odile Jacob, 2013.
- Plauchu, V., « *Management environnemental : analyse, stratégie, mise en œuvre* », Campus ouvert Ed., 2013.
- Rabhi, P., « *La part du colibri* », éditions de l'Aube, 2017.
- Rifkin, J., « *Le New Deal vert mondial* », Les liens qui libèrent, 2019.
- Saez, E., Zucman, G., « *Le triomphe de l'injustice* », Seuil, 2020.
- Shift Project, site <https://theshiftproject.org/>

Straus-Khan, D., « *L'être, l'avoir et le pouvoir dans la crise* », Slate, 7 avril 2020, <https://www.slate.fr/story/189339/economie-politique-coronavirus-covid-19-pandemie-analyse-dominique-strauss-kahn-crise-economique-democratie>.

Quelques recommandations de sites sur les chapitres :

1-Sites sur les données macroéconomique mondiale et sur la Chine

- BNS <http://www.stats.gov.cn/english/Statisticaldata> (Bureau National des Statistiques de la Chine)
- Coface <https://www.coface.com/fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Chine>
- INSEE <https://www.insee.fr/fr/accueil> (Institut National de la Statistique et des Etudes économiques)
- OCDE <https://www.oecd.org/fr/>
- FMI <https://www.imf.org/fr/Home>

2-Sites sur l'environnement

- AIE <https://www.iea.org/> (International Energy Agency)
- ADEME <https://www.ademe.fr/>
- GIEC <https://www.sauvonsleclimat.org/fr/base-documentaire/ipcc-international-panel-on-climate-change>
- Shift Project, <https://theshiftproject.org/>

3-Sites sur la finance

- ECB (site de la Banque centrale) <https://www.ecb.europa.eu/ecb/premises/intro/location/html/index.fr.html>
- AMF [Le site de l'Autorité des marchés financiers \(AMF\)](#) Autorité des marchés financiers (AMF)
- Site pédagogique sur la finance : [Le site de la finance pour tous](#) Institut pour l'éducation financière du public (IEFP).

* * *

Autres manuels et écrits disponibles

Durant la crise Covid, la décision sera prise d'ouvrir au plus grand nombre mes manuels de cours. Ils sont également complétés par des écrits « off » à titre de réflexivité/esprit critique. Cet ensemble d'écrits se réfère à des enseignements principalement dispensés dans le groupe Grenoble-INP⁶⁶.

A vocation pédagogique, ces textes sont rédigés en 3 possibles vitesses de lecture :

- 1-Lecture rapide (en « V ») : par simples jeux de photos, de schémas, de cartes et de statistiques.
- 2-Texte en taille 12 : éléments d'explications complémentaires aux photos et aux statistiques.
- 3-Note en bas de page : approfondissements et prolongement bibliographiques.

Manuel de cours

- « *L'économie contemporaine en 10 questions-clés* »
- « *Comprendre l'économie contemporaine : une analyse économique et monétaire* »
- « *Economie mondialisée (vol 1) : Contextes, enjeux et perspectives possibles de la mondialisation* »
- « *Economie mondialisée (vol 2) : Outils et méthodes du pilotage de projet à l'international* »
- « *Développement durable : des chiffres et des étoiles* » (3 vol.)
- « *Innovation : circularité industrielle et soutenabilité* » (vol. 1)
- « *Innovation : méthodes et enjeux* » (vol. 2)
- « *Innovation : analyse de la valeur en approche conception* » (vol. 3)
- « *Développement économique : de quoi-parle-t-on ?* »
- « *Chine : le basculement du monde* »
- « *Gestion des risques économiques et financiers* »
- « *Organisation industrielle, Stratégie et Décision* »
- « *La bourse est-elle utile ? Tout ce que vous avez voulu savoir sans jamais oser le demander* ».

Ecrit « Off » (hors cours, à titre de réflexivité)

- « *Quel sens donner au travail ? 12 pistes par arrêt sur images* »
- « *Homo-oeconomicus : l'erreur de la science économique* »
- « *Capitalismes : quels avenir possibles ? Exercice d'esprit critique* » (Economie mondialisée Vol. 3)
- « *Chine, masques, dettes et CAC 40 : quelles leçons retirer de la crise Covid ?* »
- « *La Dame de Shanghai* » (2 vol.)

Ces écrits sont en fréquentes réactualisations, sans but lucratif et ouvert aux lectures externes via le lien suivant :

https://chamilo.grenoble-inp.fr/main/document/document.php?cidReq=GI4AIPID042020&id_session=0&gidReq=0&gradebook=0&origin=

Et sont également disponibles sur le portail Hal de l'Université de Grenoble-Alpes UGA - Boissin Olivier) en archive ouverte. Du fait de rédactions rapides, ils souffrent de maladresses et restent en l'état des drafts. D'une empreinte carbone déjà forte élevée, si possible ne pas les imprimer.

O. Boissin (CREG⁶⁷ UGA).

* * *

⁶⁶ L'INP est un établissement d'enseignement supérieur (Institut National Polytechnique).

⁶⁷ Centre de Recherche en Economie de Grenoble (Unité de recherche de l'Université Grenoble-Alpes)

Table des matières

Introduction : les vents mauvais.

Chapitre 1 : Crise 2020, fuite en avant ? (p. 7)

- 1- Le primat des ordres de grandeur
- 2- Le privilège de la monnaie internationale
- 3- Monétisation de la dette : de quoi parle-t-on ?
- 4- Venise, les gondoles vides
- 5- Eteindre l'incendie sans changement de logiciel
- 6- Keynes à l'honneur ?
- 7- Vers un Green Deal ?

Chapitre 2 : En période de crise, la bourse serait-elle aux anges ? (p. 41)

- 1- Crise Covid, CAC 40 et dividende
- 2- Finance heureuse et taux de chômage.
- 3- Trader, investisseur, et moi et moi et moi...
- 4- Intermède : « Aujourd'hui, c'est *Open Bar!* »
- 5- La finance de marché au profit des plus démunis ?
- 6- Pékin : communication à la poudre de Perlimpinpin.
- 7- « Le chemin des Dames ».

Chapitre 3 : Une Europe « Made in China ? » (p 82)

- 1- Industrie, nous chérissons ton nom
- 2- Chine, nouvelle « *Economie-monde* » ?
- 3- Une perte de compétitivité-prix de la Chine ?
- 4- Chine vs Etats-Unis, et l'Europe dans l'indécision
- 5- « *Black Mirror* »
- 6- L'empire non durable.
- 7- La grandeur du peuple chinois.

Conclusion : Menaces = opportunités

Annexes
Glossaire
Bibliographie

* * *

Des masques au CAC 40, leçons de crise.

Suite à des questions d'étudiants en période de confinement, cet écrit n'est pas un manuel mais une réflexion « *off* » sur l'impact économique possible de la crise 2020. Il se décompose en trois thèmes :

- 1- Sur le plan de la macroéconomie mondiale, où en sommes-nous et quelles possibles évolutions à venir ?
- 2- Sur le plan microéconomique, quelles conséquences présentes et possibles à venir sur les places financières ?
- 3- Sur le plan géoéconomique, cette crise 2020 ne va-t-elle pas conduire les États-Unis et l'Europe à repenser leurs dépendances géoéconomiques à la Chine ?



Boissin, O.
Enseignant-chercheur
Grenoble-INP / CREG UGA

